Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Programme alimentaire mondial

R A P P O R T S P É C I A L

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À MADAGASCAR

27 octobre 2015

Le présent rapport a été établi par Benjamin Badjeck (FAO) et Maherisoa Rakotonirainy (PAM), sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou au niveau de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Shukri Ahmed
Économiste principal, EST-SMIAR
Division du commerce international et des marchés
FAO
Mél: giews1@fao.org

Chris Nikoi
Directeur régional
OMJ
PAM
Mél: chris.nikoi@wfp.org

Veuillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur Internet sur le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org http://www.fao.org/giews/ et http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, veuillez envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

R A P P O R T S P É C I A L

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À MADAGASCAR

27 octobre 2015

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
Rome, 2015

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.
Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-208930-8
© FAO, 2015

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Les photographies de la page de couverture sont de: G. Fisher, Yasuyoshi Chiba, P. Pittet.

Sommaire

ABRÉVIATIONS **6**

FAITS SAILLANTS **7**

VUE D'ENSEMBLE **7**

SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE **9**

CARACTÉRISTIQUES DE L'AGRICULTURE À MADAGASCAR **17**

PRODUCTION ALIMENTAIRE 2014/15 ..... **19**
Pluviométrie 19
Ennemis des cultures 21

PERSPECTIVES DE RÉCOLTES 2014/15 ..... **21**
Superficies 21
Rendements 22
Estimations des récoltes 2014/15 22
Élevage 26
Pêche 27

MARCHÉS ET PRIX **27**

BILAN DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE CÉRÉALES 2015/16 ..... **31**

SITUATION ALIMENTAIRE **32**
Consommation alimentaire des ménages 32
Diversité du régime alimentaire des ménages 33
Particulièrement pour les groupes de produits hautement nutritifs 34
Les principales sources de nourriture des ménages 36
Sources de revenus et dépenses alimentaires des ménages 36
Les principaux chocs et stratégies de survie adoptées par les ménages 38
Prévalence des ménages en insécurité alimentaire 41
Profil et déterminants de l'insécurité alimentaire dans l'ensemble des zones visitées 45

RECOMMANDATIONS **49**
Agriculture 49
Sécurité alimentaire 50

Annexe 1: Synthèse des situations par région **52**

ABRÉVIATIONS

ACT	Argent contre travail
AFD	Agence française de développement
BAD	Banque africaine de développement
BCM	Banque centrale de Madagascar
BM	Banque mondiale
BVPI	Bassins versants et des périmètres irrigués
CALAT	Cellule d'appui à la lutte antiacridienne terrestre
CNA	Centre national antiacridien
CFSAM	Mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire – *Crop and Food Security Assessment Mission*
CSI	Indice des stratégies d'adaptation – *Coping strategies index*
DSAPSE	Direction de la statistique agricole, de la planification et du suivi-évaluation
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
EUR	Euro
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWSNET	*Famine Early Warning Systems Network*
FIDA	Fonds international de développement agricole
FRDA	Fonds régional de développement agricole
GHI	Indice de la faim dans le monde
IA	Insécurité alimentaire
IAM	Insécurité alimentaire modérée
IAS	Insécurité alimentaire sévère
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
INSTAT	Institut national de la statistique de Madagascar
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
MGA	Ariary
MINAGRI	Ministère de l'agriculture
OdR	Observatoire du Riz
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non-gouvernementale
ORN	Offices régionaux de la nutrition
PACP	Projet d'appui de la communauté des pêcheurs
PADAP	Programme d'agriculture durable avec une approche paysage
PAM	Programme alimentaire mondial
PAPRIZ	Amélioration de la productivité rizicole
PATIMA	Projet d'aquaculture de tilapia de Mahajanga
PGE	Politique général de l'État
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSAEP	Programme sectoriel agriculture, élevage et pêche
PUPIRV	Projet d'urgence pour la préservation des infrastructures et la réduction de la vulnérabilité
SALOHI	*Strengthening and Accessing Livelihoods Opportunities for Household Impact*
SCA	Score de consommation alimentaire
SDA	Score de diversité alimentaire
SNU	Système des Nations Unies
UC	Unités de compte
UE	Union Européenne
UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	Dollar des États-Unis
VCT	Vivre contre travail

FAITS SAILLANTS

- La production rizicole nationale est estimée à environ 3,7 millions de tonnes (équivalent paddy) en 2015, soit une baisse de 6 pour cent par rapport à l'année précédente. Les estimations pour le maïs et le manioc sont respectivement évaluées à environ 330 000 tonnes et 2,7 millions de tonnes, soit des baisses d'environ 10 pour cent par rapport à 2014 pour ces deux cultures.
- Ces chutes de production tiennent essentiellement à l'abondance des précipitations et aux cyclones qui se sont abattus sur le pays entre janvier et février 2015, causant des dégâts considérables: destruction des cultures et des ouvrages hydroagricoles, et ensablement des terres arables.
- Dans la majorité des régions, ces phénomènes ont été précédés et suivis par un déficit de précipitations, qui a nui au développement des cultures, et limité la pratique des cultures de contre-saison.
- Les dégâts causés par les criquets sur les cultures et les pâturages en 2015 sont négligeables à l'échelle nationale, l'invasion étant largement contenue grâce au Programme triennal (2013-2016) de réponse à l'invasion acridienne, dont la troisième année devra être réalisée dans son intégralité pour assurer un retour à une situation de rémission du fléau en 2016.
- Les besoins d'importations de céréales pour l'année commerciale 2015/16 (avril/mars) sont estimés à 551 000 tonnes, contre 437 000 tonnes estimées l'année dernière, y compris 331 000 tonnes de riz usiné, 75 000 tonnes de maïs et 145 000 tonnes de blé.
- La période de soudure 2015/16 est particulièrement précoce, notamment dans les régions du Grand Sud où les denrées de base sont le maïs et le manioc, des cultures dont les productions au niveau régional ont fortement diminué, de 60 à 80 pour cent.
- Les ménages défavorisés, dont le faible pouvoir d'achat est fortement diminué par l'inflation, adoptent de multiples stratégies de survie, y compris la réduction de la consommation de riz pour atténuer l'impact de la diminution des disponibilités céréalières.
- La Mission a estimé à près de 1,9 million le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire en 2015, dont environ 1,4 million en insécurité alimentaire modérée et près de 450,000 en insécurité alimentaire sévère.
- Dans les régions d'Anosy et d'Androy, au sud du pays, on estime que respectivement 90 et 76 pour cent des ménages qui ont répondu à l'enquête souffrent d'insécurité alimentaire. Dans ces régions, la malnutrition sévère concerne respectivement 49 et 32 pour cent de la population. Par conséquent, on estime à 50,000 le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance d'urgence en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que de moyens de subsistance.

VUE D'ENSEMBLE

La grande saison de la campagne agricole 2014/15 (octobre-juin) a été sévèrement affectée par les tempêtes tropicales Chedza et Fundi, ainsi que par des inondations causées par le passage des zones de convergence intertropicale qui se sont abattues sur le pays entre janvier et mars 2015, précédées en début de saison (octobre-décembre 2014) par un déficit de précipitations dans la plupart des régions, qui ont également souffert d'une sécheresse intense à partir d'avril 2015. Face à cette situation, le Gouvernement malgache a demandé une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire qui a reçu le soutien technique et logistique de la Direction de la statistique agricole, de la planification et du suivi-évaluation (DSAPSE) au sein du Ministère de l'Agriculture. La Mission avait pour mandat de recenser et d'évaluer les facteurs ayant eu une incidence sur la campagne agricole 2014/15, d'établir une estimation de la production céréalière intérieure, et d'évaluer la situation globale de la sécurité alimentaire.

Les enquêtes ont été menées par 15 équipes dans les 22 régions du pays du 2 juillet au 8 août 2015, à l'aide de questionnaires portant sur les facteurs ayant influé sur la production agricole et la sécurité alimentaire en 2014/15. Ces questionnaires couvrent sept domaines thématiques: *conditions climatiques*, *ennemis et maladies des plantes*, *disponibilité des intrants*, *production alimentaire*, *situation de l'élevage et de la pêche*, *marchés et prix*, *stocks alimentaires et situation nutritionnelle des ménages*. Au total 2 448 ménages ont été interrogés, répartis sur 50 districts, 150 communes et 204 fokontany (villages). La Mission a en outre rencontré des personnes clés du secteur agricole (agriculture, pêche et élevage) et tenu des réunions avec des membres du personnel des Offices régionaux de nutrition (ORN).

Pour un examen approfondi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la mission a ciblé sept régions du Grand Sud (Androy, Anosy, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinana, Ihorombe, Menabe, Vatovavy Fito Vinany) avec celle de Vakinankaratra comme témoin.

La Mission a aussi organisé des séances de travail avec les représentants d'un certain nombre de ministères et d'institutions dans le pays, parmi lesquels le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la

pêche, l'Institut national de la statistique (INSTAT), le Ministère du commerce, la Direction des douanes, l'Observatoire du riz (OdR), la Banque centrale, la Banque africaine de développement, l'Union Européenne (UE), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale et le PNUD, ainsi que des ONG afin de recueillir des données sur la situation et les politiques du pays en matière d'agriculture et d'analyser le climat économique actuel. Il est regrettable que l'Observatoire du riz ait arrêté ses publications depuis janvier 2015, faute de financement.

Madagascar connait en 2015 une relance économique atone, en raison de la contraction des investissements directs étrangers depuis 2012, des retards dans la mise en œuvre du Plan national de développement adopté en 2014 et de certains programmes des partenaires au développement. Sont également mises en cause les tempêtes tropicales qui se sont abattues sur le pays en janvier et février, et qui ont causé des dégâts considérables dans le secteur rural.

Les intempéries se sont étendues sur la quasi-totalité du pays, certaines communes ont ainsi reçu deux fois plus d'eau en deux mois qu'à la même période au cours d'une année normale. Les régions Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana, Alaotra Mongoro, Analamanga, Diana, Menabe, Vatovavy Fitovinany, ont été parmi les plus affectées. En revanche, les régions Androy et Anosy ont plus souffert d'une longue sécheresse en 2014/15 que des pluies anormales au début de l'année 2015.

Concernant les ravageurs et les maladies des cultures, le péril acridien est contenu grâce aux efforts déployés par le Gouvernement malgache et la FAO dans le cadre du Programme triennal (2013-2016) de réponse à l'invasion acridienne, qui reçoit le soutien indispensable des bailleurs de fonds. Les signalisations de la présence de populations groupées de criquets et les dégâts causés ont considérablement diminué. Environ 640 000 hectares de zones infestées ont été traités en 2014/15 et 1 200 000 hectares en 2014/15. Par ailleurs, la taille des essaims a fortement diminué, passant d'une moyenne de 400 à 500 hectares en 2013 à 80-100 hectares en 2015. Il en est de même de leur densité, qui a évolué de très dense à diffuse. Dans le Grand Sud, moins de 5 pour cent des ménages interrogés par la Mission ont inclus les criquets parmi les chocs subis en 2015 contre 10 pour cent en 2014. D'autres ravageurs et maladies des cultures continuent cependant de sévir, particulièrement dans les exploitations traditionnelles. Les services de l'agriculture signalent la présence du pou de riz à maints endroits (par exemple dans les régions Atsimo Andrefana et Menabe), tout comme de la pyriculariose (surtout dans les zones de la côte Est), de la fusariose (région Alaotra Mongoro) ou encore d'autres viroses et le mildiou de la pomme de terre dans les Hautes Terres. Les cultures de rente, notamment le vanillier, le cacaoyer, le caféier et le giroflier, sont attaquées par la fusariose, la pourriture brune, l'anthracnose et le Borer (insecte foreur).

Si, de par leur mode de gestion, les exploitations industrielles sont protégées contre les maladies des plantes, les paysans non encadrés par des programmes sont généralement laissés pour compte. Les services publics de protection des végétaux manquent de personnel, de financement et de logistique.

Mais ce que les agriculteurs rencontrés réclament avant tout, c'est la mise à disposition de semences de bonne qualité et d'intrants complémentaires (engrais, pesticides) à des prix raisonnables, adaptés à leur faible pouvoir d'achat. Pour le riz, notamment, ils voudraient des variétés à cycle court comme le X265 actuellement vulgarisé par certains programmes; ils souhaitent également la réhabilitation des infrastructures hydroagricoles, ce qui leur permettrait de mieux maîtriser l'eau et, combiné à des spéculations à cycle court, de réaliser plusieurs récoltes par an. Tout cela devrait contribuer au renforcement de leur résilience face aux cataclysmes.

Mais par-dessus tout, ce sont les facteurs climatiques qui ont affecté la production vivrière pendant la campagne 2014/15 comme mentionné plus haut. Si au départ les superficies emblavées étaient pratiquement les mêmes que pour la grande campagne de culture précédente (2013/14), les inondations et l'ensablement des périmètres agricoles causés par les tempêtes tropicales survenues en janvier et février 2015, ont réduit les superficies récoltées. Il conviendra de réaliser une évaluation systématique des superficies ainsi affectées dans le cadre d'un programme de reconstruction. Combinées au déficit pluviométrique qui a marqué le début de la campagne (octobre-décembre 2014), et qui s'est réinstallé à partir de fin mars 2015, ces intempéries ont provoqué une baisse générale de la production des principales cultures vivrières.

Ainsi, pour le riz (paddy) à l'échelle nationale, la production est estimée à 3 722 304 tonnes en 2015, soit une contraction de 6 pour cent par rapport à 2014 et un recul de 12 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années. La production de maïs est estimée à 329 367 tonnes en 2015, et celle de manioc à 2 676 952 tonnes, soit des baisses de respectivement 10 pour cent et 9 pour cent par rapport à 2014.

Il convient de noter que les cultures sur *tanety* (de haute altitude), dont le riz pluvial, ont en général bénéficié des fortes pluies. Ainsi, dans certaines communes, les ravages causés par les inondations dans les périmètres irrigués ont été plus que compensés par la production sur *tanety*.

Mais le déficit de précipitations qui a prévalu de mars à juillet 2015 dans la plupart des régions, a rendu difficiles la réalisation des nouveaux repiquages de riz et la pratique des spéculations de contre-saison. À cet égard, les régions Androy et Anosy, qui ont souffert d'une longue sécheresse en 2014/15, sont des cas extrêmes: de la deuxième à la troisième décade de janvier, Anosy a reçu des précipitations environ deux fois plus fortes qu'à l'ordinaire, mais qui ont baissé pour atteindre la moyenne (50 mm) lors de la deuxième décade de février et qui se sont réduites quasiment à néant par la suite. C'est pourquoi ces deux régions, les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire du pays, affichent en 2015 les baisses de production de riz les plus importantes en pourcentage (d'environ 40 pour cent pour Anosy et 80 pour cent pour Androy) par rapport aux niveaux de 2014 et aux moyennes des cinq dernières années. Les baisses enregistrées concernant la production de maïs et de manioc sont du même ordre que celles concernant le riz, et sont plus à déplorer du fait que le manioc et le maïs constituent la base de l'alimentation des populations de ces régions méridionales.

Les besoins d'importations commerciales en 2015 sont estimés à 331 000 tonnes de riz usiné, 75 000 tonnes de maïs, et 145 000 tonnes de blé, soit au total 551 000 tonnes de céréales.

Du fait de la diminution des disponibilités céréalières en 2015/16, la situation de la sécurité alimentaire est généralement dégradée, particulièrement dans les régions du sud qui sont affectées par la chute de la production vivrière durant les trois dernières années. Quant aux ménages défavorisés, leur faible pouvoir d'achat est fortement réduit par l'inflation, ils consomment de moins en moins de riz, et adoptent comme stratégies de survie la consommation de davantage de manioc, voire de tubercules sauvages.

Les régions Anosy et Androy présentent les taux d'insécurité alimentaire globale les plus élevés, respectivement 90 et 76 pour cent des ménages interrogés. Les taux de malnutrition sévère atteignent respectivement 49 et 32 pour cent, et concernent, entre autres, quelque 50 000 personnes dont le niveau d'éducation ne dépasse pas le primaire, et qui sont dépourvues de moyens physiques et financiers pour diversifier leurs revenus. Ces personnes, concentrées essentiellement dans les districts d'Amboasary Atsimo, Beloha, Ambovombe et Tsihombe, ont besoin d'une assistance d'urgence en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que de moyens de subsistance.

L'insécurité dans les campagnes a atteint un point critique en 2015, qui mine l'élevage bovin et le secteur agricole en général. Pour augmenter la productivité des vaches laitières, des croisements de races importées sont prévus, de même que des programmes d'amélioration des pâturages. La production de miel est fortement menacée par la varoase, mais le gouvernement entend promouvoir les productions animales à cycle court – petits ruminants, porcs, volailles mais aussi escargots – parmi les stratégies visant à renforcer la résilience des ménages vulnérables face aux cataclysmes.

Quant à la pêche, ses potentialités exceptionnelles sont menacées par le non-respect des normes et la croissance incontrôlée du nombre de pêcheurs. Le gouvernement compte renforcer les programmes d'aquaculture et de pisciculture dans les rizières pour accroitre la production halieutique.

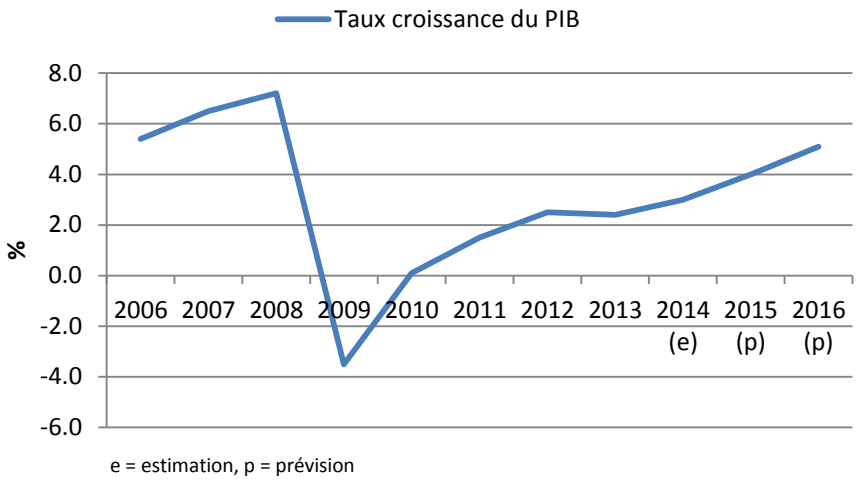
SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE

Atonie de la relance économique tant souhaitée

Pour mettre fin à la crise politique enclenchée en mars 2009, suivie d'une période de transition marquée par le gel de l'aide au développement et un déclin économique d'une rare ampleur, le peuple malgache tenu des élections présidentielles et législatives libres et démocratiques en décembre 2013, à l'issue desquelles un président a été investi en janvier 2014, et l'Assemblée Nationale installée le mois de février suivant. La mise en place de l'IVe République s'est poursuivie par la formation d'un gouvernement en avril 2014, et la tenue des élections municipales en juillet 2015. Mais ces avancées significatives sur la voie de la démocratie et de la bonne gouvernance, saluées par les partenaires au développement à travers la normalisation de leurs relations avec le pays, peinent encore à améliorer sensiblement le quotidien de la population. En effet, l'économie n'a pas rebondi comme espéré, laissant plus de trois-quarts des Malgaches englués dans l'ornière de la pauvreté. Pendant la période de Transition, les taux de croissance négatifs observés entre 2009 et 2010 ont été suivis de taux anémiques ne dépassant pas 2,5 pour cent jusqu'en 2013, comme il apparait sur le Graphique 1 ci-après. Les estimations de croissance de 3 pour cent pour 2014 et les prévisions de 4 pour cent et 5,1 pour cent respectivement pour 2015 et 2016 ont suscité de l'espoir, mais la

Banque centrale de Madagascar (BCM) compte les revoir à la baisse (par exemple, 3,2 pour cent au lieu de 4 pour cent de croissance pour 2014).

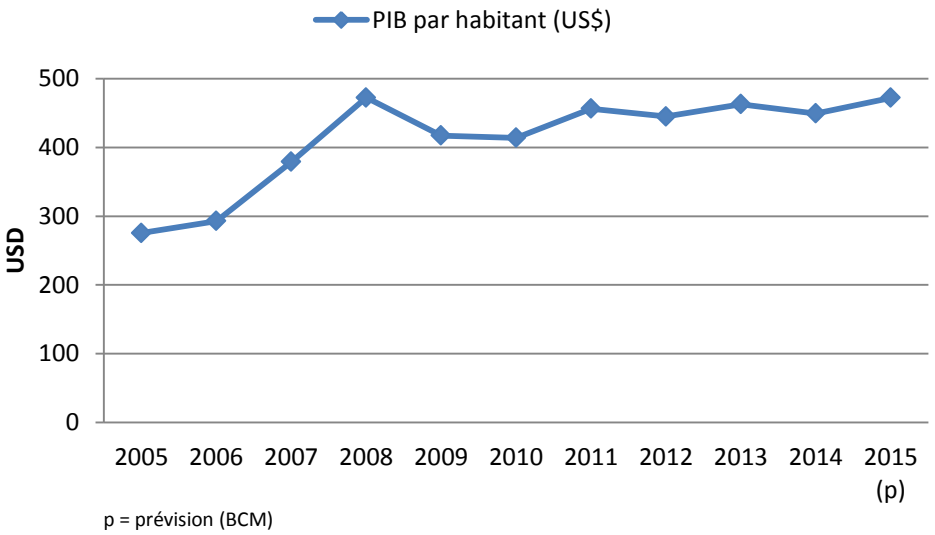
Graphique 1: Madagascar – Taux croissance réelle du PIB (2006-2016)



Source: BAD – Perspectives économiques en Afrique.

Avec une croissance démographique de l'ordre de 2,8 pour cent par an, la faible performance économique ne contribue guère à la réduction de la pauvreté, ce que met en relief le Graphique 2 ci-dessous, où on observe la relative stagnation du PIB per capita qui a oscillé entre USD 417 en 2009 (au plus fort de la crise) à USD 449 en 2014, montant qui pourrait diminuer si les estimations à la baisse évoquées plus haut se confirment.

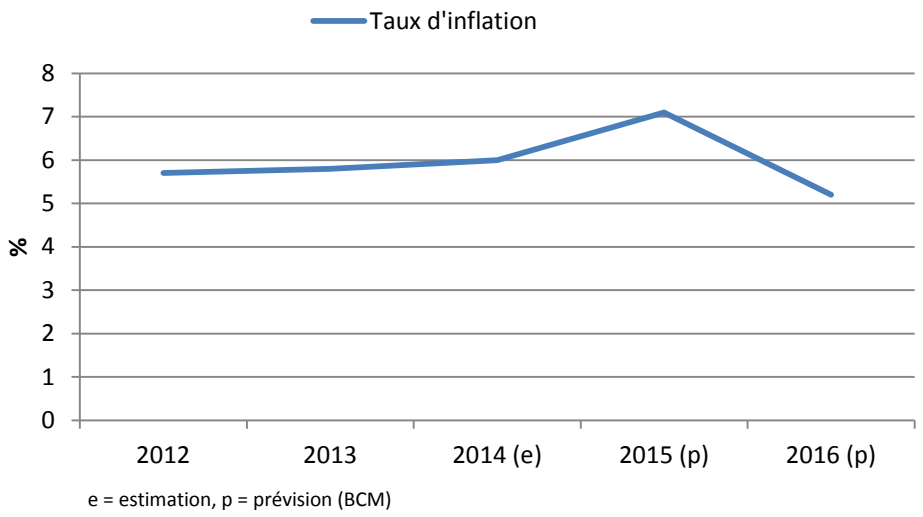
Graphique 2: Madagascar – PIB par habitant (USD courants)



Source: BM et BCM.

Après avoir été contenu dans une fourchette de 5,7–5,8 pour cent entre 2012 et 2013 grâce à la politique monétaire prudente de la BCM, le taux d'inflation devrait atteindre 6 pour cent en 2014, et 7,1 pour cent en 2015, avant de refluer à 5,2 pour cent en 2016 selon les estimations et les prévisions (voir Graphique 3 ci-après).

Graphique 3: Madagascar – Taux d'inflation (2012-2016)

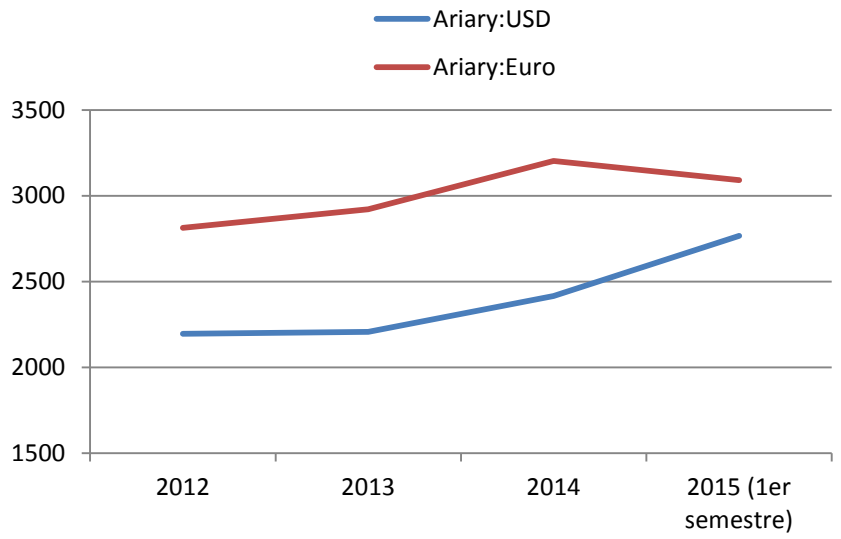


Source: BAD.

Ainsi, le faible pouvoir d'achat de l'essentiel de la population est réduit davantage encore par l'inflation.

Les pressions inflationnistes et la perte de pouvoir d'achat tiennent aussi à la dépréciation de l'Ariary par rapport au Dollar américain et à l'EUR, comme l'indique le Graphique 4 ci-après.

Graphique 4: Madagascar - Taux de change de l'Ariary contre l'USD et l'EUR 2012-2015 (1er semestre)



Source: BCM.

En 2013 et 2014, EUR 1 s'échangeait contre respectivement MGA 2,921 et MGA 3,203 Les valeurs correspondantes pour USD 1 étaient de MGA 2,207 et MGA 2,415 soit une dépréciation de 9,4 pour cent pendant cette période. On note une accélération de la dépréciation de l'Ariary par rapport à la devise américaine qui atteint 14,5 pour cent au premier semestre 2015 (MGA 2,766 pour USD 1 contre MGA 2,415 en 2014).

D'autres indicateurs résument les dures conditions de vie des populations: l'édition 2014 de l'Indice de la faim dans le monde (GHI), attribue à Madagascar un score de 21,9 (situation alimentaire et nutritionnelle alarmante)[1], alors que pour la même année s'agissant du développement humain, le pays est classé 155ème

[1] IFPRI – 2014 Indice de la faim dans le monde.

sur 187 avec un indice de 0,498[2]. Dans une enquête menée par l'Institut national de la statistique et la Banque Mondiale fin 2014 sur la qualité de la vie, la plupart des répondants ont déclaré qu'ils étaient mécontents de leur vie et que leurs revenus ne leur permettaient pas de satisfaire leurs besoins de base. Plus de la moitié ont estimé que leur bien-être s'était dégradé par rapport à 2008, du fait notamment de l'augmentation du coût de la vie[3]. C'est dire que les résultats de l'Enquête nationale du suivi des OMD, menée entre 2012 et 2013, n'ont guère changé: 77,1 pour cent de la population vit avec moins de USD 1,25 par jour, et 52,7 pour cent sont dans l'extrême pauvreté (MGA 374,941 par an, selon la définition nationale); la prévalence de l'insuffisance pondérale est de 40 pour cent dans le quintile le plus pauvre de la population et de 24 pour cent pour le quintile le plus riche. Neuf des 22 régions du pays accusent des taux de pauvreté de plus de 80 pour cent. C'est dans les régions Androy et Atsimo Atsinanana que l'incidence de la pauvreté est la plus élevée, atteignant respectivement 97 pour cent et 93 pour cent de la population.

Gestion prudente des comptes nationaux dans une situation de croissance en berne

Malgré les difficultés économiques évoquées ci-avant, les comptes nationaux ont enregistré des progrès en 2014 par rapport aux années précédentes, comme le montre le Tableau 1 ci-après:

Tableau 1: Madagascar - Soldes de la balance commerciale, du compte courant et solde budgétaire en pourcentage du PIB

Année	2006	2011	2012	2013	2014 estimation	Prévision 2015	Prévision 2016
Balance commerciale (en % du PIB)	-9,6	-10,1	-11,1	-7,7	-7,1	-7,1	-7,2
Solde du compte courant (en % du PIB)	-3,7	-6,9	-6,7	-5,4	-2,3	-3,7	-3,6
Déficit budgétaire (en % du PIB)	-5,3	-2,4	-2,6	-4	-2	-2,1	-2,9

Source: BAD: Indicateurs macroéconomiques associés aux OMD.

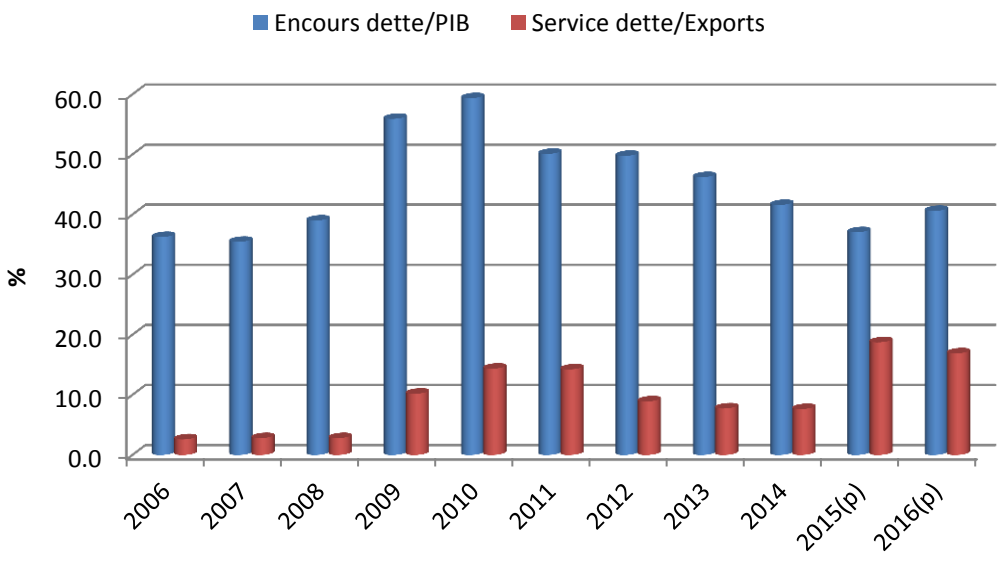
Grâce à la croissance des exportations de cobalt et de nickel, mais aussi à la bonne tenue des cours de la vanille et du clou de girofle, le déficit de la balance commerciale est estimé à 7,1 pour cent du PIB en 2014, en recul de respectivement 0,6 et de 4 pour cent par rapport à 2013 et 2012. De même, à 5,4 pour cent en 2014, le solde déficitaire du compte courant représente une amélioration de respectivement 3,1 et de 4,4 pour cent par rapport à 2013 et 2012. Quant au déficit budgétaire de 4 pour cent, les gains correspondants sont de respectivement 2 et 0,6 pour cent. Pour 2015 et 2016, une détérioration du solde du compte courant est prévue, surtout si les prix des minerais continuent de baisser, tandis que le déficit budgétaire devrait augmenter modérément.

La gestion de la dette extérieure semble aussi maîtrisée: l'encours de la dette en pourcentage du PIB a été en déclin constant de 2010 à 2015, passant de 59,4 à 37,1 pour cent pendant cette période. Le ratio du service de la dette a suivi la même tendance, s'établissant à 7,6 pour cent en 2014, soit une diminution de 6,8 pour cent depuis 2010 (voir Graphique 5 ci-après).

[2] PNUD Rapport 2014 sur le développement humain.

[3] Groupe de la Banque mondiale *Country Survey FY14 – Madagascar: Report of Findings; and WB Madagascar Website: Off to a Slow Start: Severe Storms Hamper Economic Recovery*, 25 juin 2015.

Graphique 5: Madagascar - Encours de la dette/PIB et service de la dette/exportations (pour cent) 2006-2016

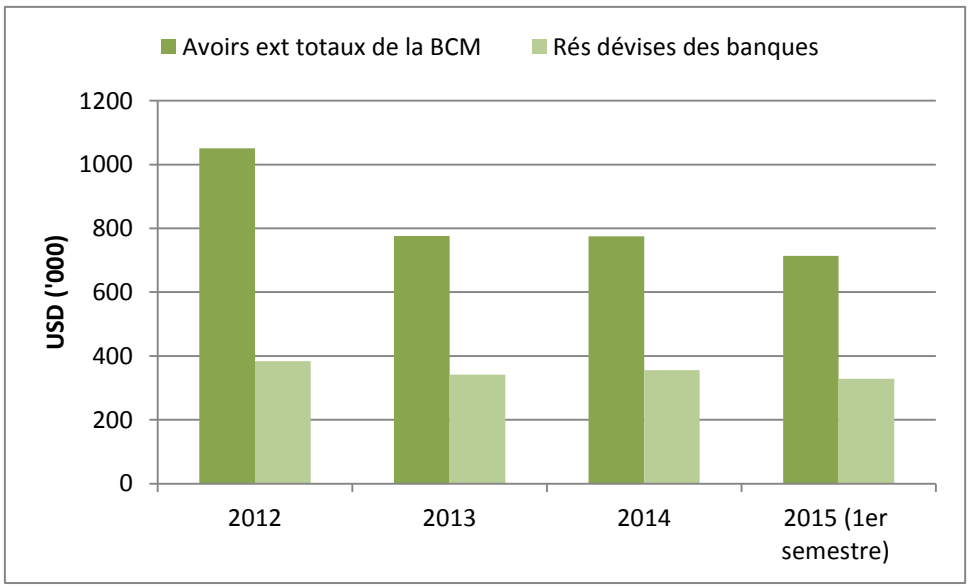


Source: BAD - Indicateurs macroéconomiques associés aux OMD.

Timidité des banques privées pour les investissements à moyen et long termes

Le Graphique 6 ci-après fait état des réserves en millions d'USD de la Banque centrale de Madagascar et des banques privées pour la période allant de 2012 au premier semestre de 2015. La relative stabilité des montants d'une année sur l'autre serait signe de prudence dans leur gestion, mais les banques privées qui sont dans une position de surliquidité semblent faire même montre d'une prudence excessive en matière de crédit au secteur privé: les créances sont essentiellement à court terme et les taux d'intérêt demeurent élevés, oscillant entre 13,80 pour cent et 24 pour cent en 2013 et 2015, même si le taux directeur de la BCM est invariable à 9,50 pendant cette période. Ceci n'encourage pas les investissements productifs qui peuvent nécessiter de longues périodes de gestation.

Graphique 6: Madagascar - Avoirs totaux de la BCM et réserves de devises des banques en millions d'USD (fin de période 2012-2015)



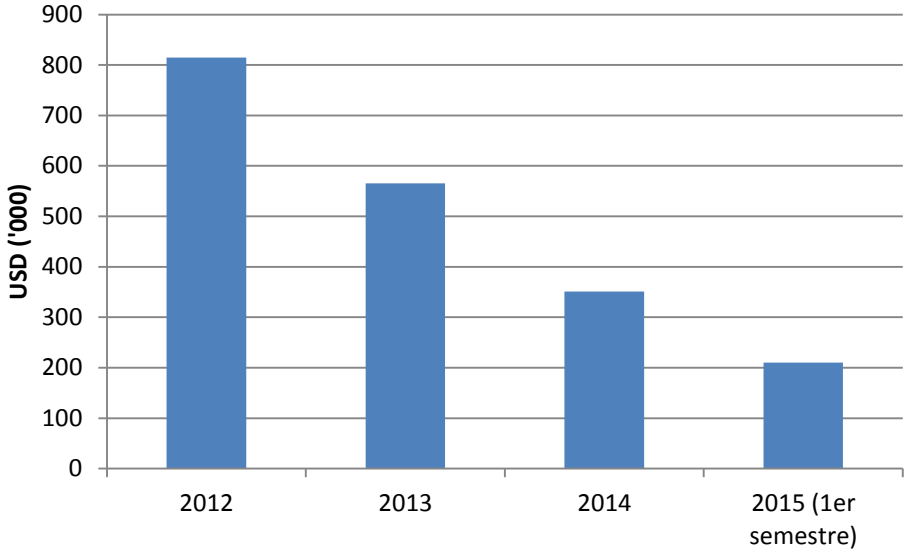
Source: BCM.

Insuffisance des ressources publiques et contraction des investissements directs étrangers

Quant aux ressources publiques, elles restent relativement modestes en raison notamment d'un prélèvement fiscal d'environ 10 pour cent, jugé trop faible par rapport au potentiel, ce qui ne permet pas au pays d'engager, sur fonds propres, des investissements à la hauteur des besoins dans les secteurs sociaux et les infrastructures. Pour renflouer les caisses de l'État, sont envisagés une réforme fiscale, l'élimination ou la réduction des subventions au secteur pétrolier ainsi qu'un nouveau code minier et une restructuration des sociétés d'État, telles que Air Madagascar ou encore la compagnie d'eau et d'électricité Jirama.

S'agissant des investissements directs étrangers, ils accusent une forte tendance à la baisse, passant d'USD 814,8 millions en 2012 à USD 210,3 millions au premier semestre de 2015 (voir Graphique 7 ci-après).

Graphique 7: Madagascar - Flux de l'investissement direct étranger (USD '000)



Source: BCM.

Cette diminution de plus de 74 pour cent du flux des investissements étrangers en moins de quatre ans plombe lourdement la croissance économique, avec pour conséquence un affaiblissement de la création d'entreprises et donc des emplois. Ainsi, le premier trimestre 2015 n'a enregistré que 3 289 nouvelles entreprises, soit 30 pour cent de moins qu'à la même période en 2014[4]. Parmi les facteurs incriminés, le climat des affaires: en 2015, le pays se classe 163ème sur 189 dans le 'Doing Business' du groupe Banque mondiale, en recul de six places par rapport à 2014. Sont mis en évidence à cet égard la faible connectivité à l'électricité, la dégradation des infrastructures, la lenteur des réformes fiscales et de la restructuration des sociétés publiques. Dans les campagnes, l'insécurité croissante décourage les investissements dans l'élevage et dans le secteur agricole en général.

Par ailleurs, malgré la normalisation de leurs relations avec le pays suite au processus démocratique mentionné plus haut, certains partenaires au développement tardent encore à décaisser l'essentiel des fonds nécessaires au financement des programmes approuvés, faute de réformes et d'actions décisives attendues de l'État.

Violentes tempêtes tropicales plombant la croissance en 2015

En dehors des handicaps structurels évoqués précédemment, ce sont des phénomènes climatiques qui, une fois de plus, ont porté un coup dur à l'économie malgache début du premier semestre de 2015. En janvier et février deux fortes tempêtes tropicales, Chedza et Fundi, se sont abattues sur les parties ouest et sud-ouest de la Grande Île entrainant, jusque dans les Hauts Plateaux et le sud-est, des pluies diluviennes et des inondations qui ont duré plusieurs semaines. Les pertes, considérables, comprennent la destruction des cultures et des infrastructures hydroagricoles, ainsi que l'ensablement des périmètres rizicoles. Elles ont été évaluées par la Banque mondiale à USD 119 millions, avec un besoin d'USD 269 millions pour une reconstruction durable. L'on comprend dès lors pourquoi certains analystes, ceux de la BCM en tête,

[4] World Bank Website – Madagascar: Off to a Slow Start: Severe Storms hamper Economic Recovery, 25 juin 2015.

penchent pour une révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2015 comme mentionné précédemment.

Pour 2016 cependant, les prévisions de 5,1 pour cent de croissance du PIB avancées par la Banque africaine de développement (voir Graphique 1 plus haut) pourraient bien se réaliser, à condition qu'aucun cataclysme majeur ne frappe le pays et que les programmes et projets engagés soient effectivement financés et exécutés. Dans cette veine, l'économie malgache devrait profiter de la chute des cours du pétrole qui pourrait, entre autres, faciliter les réformes dans le secteur de l'énergie tout en réduisant les coûts de transport.

Nécessaire relance de l'agriculture

Dans le secteur agricole et rural – qui abrite plus de 75 pour cent de la population et dont la relance est essentielle pour garantir la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté par une croissance durable et inclusive – certains partenaires au développement ont terminé ou sont en train de poursuivre en les renforçant des projets à caractère humanitaire et de conservation des infrastructures sociales desservant les couches sociales les plus démunies. Ces projets ont été, pour la plupart, initiés pendant la période de Transition et exécutés par des ONG et autres acteurs de la société civile, avec en perspective un développement inclusif et durable. Ainsi, par exemple, l'Union Européenne a lancé dans 14 régions du pays un large éventail de programmes dans les domaines du développement rural et de l'aménagement du territoire, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, dont le projet Amélioration de la sécurité alimentaire et augmentation des revenus agricoles (ASARA) dans la région d'Androy, programme prolongé jusqu'en 2018 et étendu à la région d'Anosy grâce à un financement de EUR 40 millions; et le projet Actions intégrées en nutrition et alimentation (AINA), pour un total d'environ EUR 50 millions sur une période de cinq ans (jusqu'en 2018). À cela s'ajoute un soutien budgétaire d'EUR 70 millions dont EUR 30 millions seront consacrés au développement agricole des régions et au renforcement des centres des services agricoles, selon les responsables rencontrés par la mission. À noter également le projet d'Agro-sylviculture autour d'Antananarivo (ASA) pour la période 2015-2019, financé à hauteur de EUR 20 millions, dont EUR 4 millions pour la sécurisation foncière, EUR 4,6 millions pour la production de sucre dans la région de Diana (2016-2017), en plus des EUR 4,7 millions pour les mini-sucreries.

Dans son programme indicatif 2015-2020, l'Union Européenne compte consacrer EUR 130 millions au développement agricole et rural, en priorisant l'appui institutionnel et le financement du secteur agricole, ainsi que le développement des chaines de valeur suivant les particularités des régions.

La Banque mondiale, quant à elle, maintient et renforce son appui aux projets d'urgence qu'elle a engagés pendant la Transition, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire et de l'alimentation, de l'éducation et de la santé, de la préservation des infrastructures et de la conservation de l'environnement, pour un total d'environ USD 386 millions, dont USD 65 millions pour le projet d'urgence de sécurité alimentaire et de protection sociale approuvé en février 2014[5]. En sus de ce programme, la Banque mondiale prévoit, dans son Cadre de partenariat avec le pays, en voie de finalisation, le lancement d'un Programme d'agriculture durable avec une approche paysage (PADAP), avec un financement initial de USD 45 millions, l'accent étant mis sur la protection de l'environnement, le développement de chaines de valeur, la sécurisation foncière et le partenariat avec le secteur privé. Elle poursuit également son appui à la production rizicole, en collaboration avec JICA, dans l'optique de doubler la production nationale vers 2020.

La Banque africaine de développement (BAD), pour sa part, continue d'intensifier sa présence dans le Grand Sud avec l'achèvement de la construction de la nouvelle prise d'eau du Bas Mangoky dans la région d'Atsimo Andrefana, qui a augmenté les superficies cultivables de 5 000 à 9 000 hectares. Ceci est appuyé par un nouveau projet de réhabilitation des infrastructures hydroagricoles qui concerne 13 500 hectares dans le sud-ouest, comprenant la reconstruction de la prise d'eau dans la fleuve de Mangoky, l'aménagement de 74 km de canaux d'irrigation au sein du périmètre irrigué, des pistes de circulation, la production de semences améliorées, pour un coût de 32 millions d'unités de compte (UC), soit environ USD 42 millions)[6]. La BAD entend aussi étendre ses activités dans le Moyen-Ouest avec en préparation un projet de 40 millions d'UC couvrant entre autres les régions de Bongolava, de Vakinankaratra et de Menabe, axé sur la formation des jeunes entrepreneurs ruraux, selon les responsables rencontrés par la mission.

[5] Site Web Banque mondiale à Madagascar, Projets et Opérations.
[6] Site Web de la Banque Africaine de développement à Madagascar, Projets et Opérations.

Le programme de pays 2015-2019 du FIDA vise à améliorer durablement les revenus et la sécurité alimentaire des ruraux pauvres, notamment des femmes et des jeunes, dans 15 régions du pays[7], axé sur une approche filière, privilégiant les spéculations priorisées et intégrant tous les acteurs du secteur. L'accent est mis sur le développement à grande échelle des exploitations et entreprises agricoles performantes et résilientes aux changements climatiques, l'amélioration de l'accès aux marchés et aux opportunités économiques, avec comme modèle l'agriculture contractuelle et les commerces bio et équitables à l'intention des petits producteurs. Le programme compte appuyer 269 000 ménages ruraux vulnérables, grâce à un financement initial de USD 53,4 millions couvrant la période 2013-2015. À cela s'ajouteront en 2016 USD 6 millions pour l'élaboration d'une stratégie visant à favoriser l'intégration des changements climatiques dans le programme de pays: analyse et évaluation de la vulnérabilité et des risques climatiques, renforcement des capacités nationales en matière de gestion des risques climatiques et mobilisation des ressources complémentaires. Le budget global pour 2016-2018 sera mis à jour dès que l'allocation du FIDA10 sera connue.

L'Agence française de développement (AFD), pour sa part, appuie la politique de développement des nouvelles autorités non seulement dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'urbanisme et de la microfinance par des subventions totalisant EUR 25 millions en 2014[8], elle poursuit également ses engagements dans le secteur agricole et la protection des écosystèmes, notamment la réhabilitation des bassins versants et des périmètres irrigués (BVPI). Pour consolider les acquis des projets qui arrivent à échéance, l'AFD affecte EUR 7 millions au renforcement des capacités des agriculteurs et des organisations de la société civile dans les techniques culturales agro-écologiques, selon les responsables rencontrés. Elle contribue aussi, à hauteur EUR 3 millions, au Fonds régional de développement agricole (FRDA), dont la vocation est d'appuyer directement les entités et les services régionaux de l'agriculture.

Faisant suite au projet SALOHI dont les objectifs principaux étaient l'amélioration de la santé maternelle et infantile, la sécurité alimentaire et la résilience aux catastrophes naturelles dans sept régions du Grand Sud, l'USAID finance un nouveau projet de USD 75 millions desservant les mêmes régions, avec un accent particulier sur le développement des chaines de valeurs agricoles, la réhabilitation des infrastructures de commercialisation dont les routes de desserte, le développement des associations villageoises d'épargne-crédit, selon les responsables rencontrés.

JICA, l'agence japonaise de coopération internationale, intervient depuis janvier 2009 dans l'amélioration de la productivité rizicole (PAPRIZ) dans les régions Bongolava, Alaotra Mangoro, Analamanga, Itasy, Vakinankaratra, la promotion de l'aquaculture du tilapia à Mahajanga, dans la région de Boeny, et la régénération des écosystèmes dans les régions Alaotra Mangoro et Boeny[9]. Fort des résultats positifs de ces projets, notamment la réduction du coût de production du riz d'environ MGA 500 par kg à MGA 300 par kg, JICA, en collaboration avec la Banque mondiale, s'engage en faveur de la réhabilitation de 10 000 à 15 000 hectares de rizières et de 30 km de canaux d'irrigation dans la région d'Alaotra Mangoro, ainsi qu'en faveur de la production de semences certifiées et du renforcement de capacité des Associations des usagers de l'eau, pour un montant total de USD 125 millions, dont USD 25 millions en don et le reste sous forme de prêt concessionnel, selon les responsables rencontrés.

D'autres partenaires sont en train de parfaire leur cadre de coopération avec les nouvelles autorités et ne tarderont pas à préciser les domaines prioritaires de leurs interventions et les appuis financiers y afférents.

Défis à relever et Politique générale de l'État

Conscient de l'état de délabrement économique et de l'extrême pauvreté dans lesquels la crise politique et sa transition avaient plongé le pays, le nouveau gouvernement a énoncé au mois de mai 2014 la mise en œuvre de ses grandes orientations, ou Politique générale de l'État (PGE) qui s'articule autour de quatre axes, à savoir:

- Le renforcement de la gouvernance démocratique et de l'État de droit à tous les niveaux de l'administration.
- La relance du développement pour une croissance accélérée, inclusive et durable, la promotion de l'emploi et le développement des territoires dans un environnement de paix, de justice qui favorise l'amélioration rapide des conditions de vie de la majorité des citoyens.

[7] FIDA: République de Madagascar – Programme d'options stratégiques pour le pays – EB 2014/113/R.12.
[8] Site Web de l'Agence Française de Coopération à Madagascar.
[9] JICA, Madagascar.

- L'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et le renforcement du capital humain.
- La protection de l'environnement et l'atténuation des effets néfastes des changements climatiques.

«Ces objectifs exigent un taux de croissance de 7 pour cent dès le deuxième semestre de 2014 et à deux chiffres en 2015»[10]. À cette fin, le gouvernement table sur un taux d'investissement d'au moins 25 pour cent du PIB dès 2014, la création de 500,000 emplois à fin 2015 et un recul de l'incidence de la pauvreté de 10 points.

Appui du Système des Nations Unies aux orientations du Gouvernement: UNDAF 2015-2019

Pour appuyer le nouveau gouvernement dans sa démarche, le Système des Nations Unies (SNU) à Madagascar a élaboré, selon une approche participative, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) 2015-2019, qui est aligné sur les grands axes de la Politique générale de l'État. Ce document met l'accent sur la lutte contre la pauvreté, l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'environnement, la promotion de la paix et de l'État de droit par le renforcement des capacités institutionnelles et du capital humain à tous les niveaux, et l'accès aux services sociaux de base. Le coût du programme est estimé à USD 523,4 millions, dont 49,7 pour cent restent à mobiliser. Environ 43,5 pour cent du budget sera consacré à la création d'emplois et à la génération de revenus, notamment dans le secteur agricole, 49,7 pour cent aux services sociaux de base, et 6,8 pour cent au renforcement de la gouvernance. Le SNU appuiera le gouvernement dans la recherche des financements nécessaires. Des critères précis seront utilisés pour déterminer les zones prioritaires d'intervention, telles que la consolidation des acquis les plus significatifs des programmes antérieurs ou en cours, le degré de vulnérabilité et de pauvreté de certaines populations, ainsi que les inégalités attenantes, la synergie entre les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires, la promotion des pôles de développement régional, la vulgarisation des nouvelles pratiques de gestion des ressources naturelles.

Si des programmes de développement ont été mis au point, y compris un programme axés sur le secteur agricole élaboré avec l'appui de la FAO et englobant les sous-secteurs agriculture élevage et pêche assorti d'un plan d'investissement de près de USD 3,2 milliards sur dix ans (2016-2025), les différents acteurs de l'appareil politique (notamment de l'exécutif et du législatif) tardent encore à se concerter pour leur mise en œuvre, une situation qui freine la relance économique tant souhaitée.

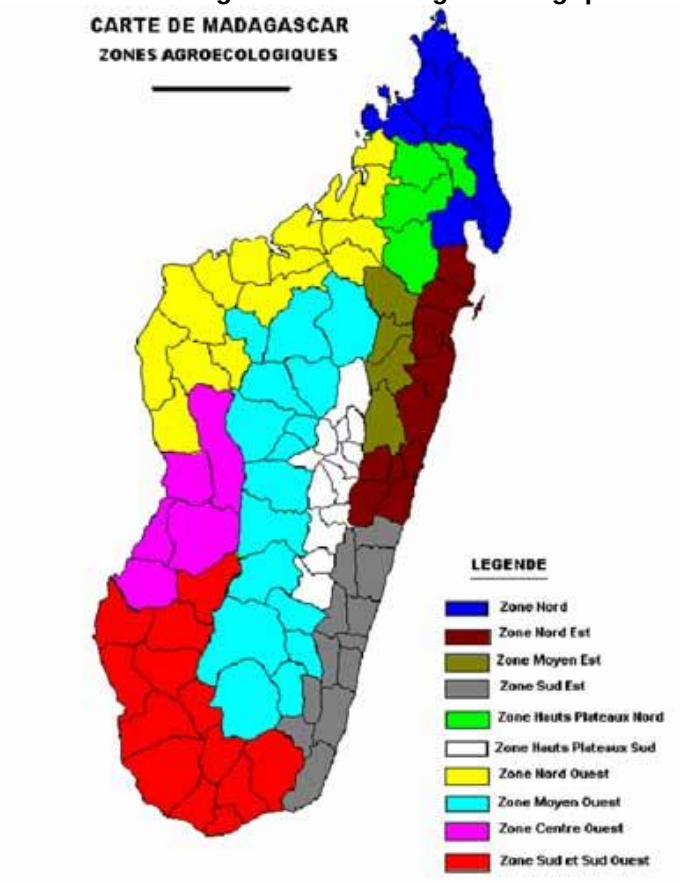
CARACTÉRISTIQUES DE L'AGRICULTURE À MADAGASCAR

Environ 66 pour cent de la population malgache, estimée à 23,8 millions de personnes en 2014/15, vit dans des zones rurales. L'agriculture contribue à hauteur de 26,4 pour cent au PIB et emploie environ 68 pour cent de la main d'œuvre active[11]. Madagascar dispose de vastes potentialités agricoles, animales et halieutiques. La diversité climatique et écologique permet de cultiver des espèces spécifiques aux pays tempérés notamment les pommes, les poires, les prunes et les agrumes autant que des espèces d'origine tropicale comme les mangues et les litchis, mais également une large gamme d'autres cultures telles que la vanille, le café, le clou de girofle, le sisal, le maïs, les tubercules et diverses épices. Les plus représentatives pour l'exportation sont: la vanille dans le nord-est, l'est et le sud-est, qui a rapporté 50 millions de DTS en 2013 et 38,7 millions au premier trimestre de 2014; le café et le cacao dans les zones côtières du nord, nord-ouest et est; le coton dans le sud-ouest et le nord-ouest; le sisal sur les plateaux semi-arides du sud; et sur les plaines côtières de l'est, le poivre et le clou de girofle, dont les recettes d'exportation se chiffraient à 125 millions de DTS en 2012 et 71,9 millions de DTS en 2013[12]. En tête des cultures vivrières figurent le riz, denrée de base des Malgaches cultivé dans tout le pays à l'exception de certaines zones semi-arides du sud et du sud-ouest où le manioc et le maïs sont les aliments de base.

Madagascar est particulièrement vulnérable aux aléas climatiques. Trois à quatre cyclones traversent le pays chaque année avec comme porte d'entrée la côte est, mais parfois aussi la côte ouest comme les cyclones Haruna en 2013 et Hélène en 2014. Les cyclones sont souvent accompagnés de fortes pluies se traduisant par d'importantes inondations et entraînant des dégâts dans le secteur agricole. Compte tenu de la maîtrise limitée de l'irrigation, la production agricole à Madagascar est fortement tributaire de la quantité et de la répartition des pluies. En fonction des facteurs climatiques et édaphiques, le pays est découpé en dix principales zones agro-écologiques comme le montre la Carte 1 ci- après.

[10] Madagascar-tribune.com: Énoncé du programme de mise en œuvre de la politique générale de l'État, 10 mai 2014.
[11] FAOSTAT.
[12] BCM, Direction des études et des relations internationales.

Carte 1: Madagascar – Zones agro écologiques



Source: Ministère de l'agriculture.

Cette diversité agro-écologique explique les différences constatées dans le calendrier cultural à travers le pays. Dans la région d'Atsimo Andrefana, au sud du pays, la principale saison de culture commence en octobre/novembre et s'achève en mai/juin. Pour la région de Boeny, la saison principale va d'avril à septembre, et est suivie de trois autres saisons. Les deux tiers de la production agricole proviennent des exploitations familiales qui pratiquent une agriculture de subsistance générant peu de surplus commercialisable, souvent basée sur la culture du riz. Leur capacité productive est entre autres limitée par l'insuffisance du crédit rural, la faible utilisation des intrants agricoles, le mauvais état des infrastructures de base (routes et systèmes d'irrigation), la baisse de fertilité des sols due à l'érosion et à l'ensablement des terres arables, conséquences d'une déforestation massive. La faible productivité qui s'ensuit se traduit par des revenus faibles pour les producteurs et une incapacité à adopter des kits technologiques modernes et performants, ce qui tend à les maintenir dans le cercle vicieux de la pauvreté. Cette situation est à la fois le résultat d'un environnement socio-économique et institutionnel national peu favorable, et de capacités limitées d'assurance contre les différents risques inhérents aux activités agricoles.

Ainsi, l'amélioration de la productivité, autrement dit l'augmentation des rendements par la maîtrise de l'eau (qui passe par la réhabilitation des infrastructures hydroagricoles) et la régénération des écosystèmes par des pratiques agricoles écologiques (agriculture de conservation) constituerait la meilleure stratégie pour augmenter les revenus des agriculteurs malgaches à l'ère de la mondialisation. Les programmes couronnés de succès dans ce domaine (à l'instar des programmes SALOHI et Bassins Versants/Périmètres Irrigués) ont généralement l'avantage d'intégrer l'approche filière comprenant, entre autres, le renforcement des capacités techniques fondée sur les méthodes de l'agriculture biologique, le renforcement des associations de base et des institutions de microfinance, ainsi que la commercialisation des produits.

Aux cyclones et à la sécheresse chronique que connaissent certaines régions s'ajoute la menace acridienne, devenue bien réelle depuis 2010. Celle-ci a évolué en invasion à partir d'avril 2012 et se trouve actuellement contenue grâce au Programme triennal FAO/MINAGRI lancé en septembre 2013 avec l'appui des partenaires au développement. Bien que les campagnes agricoles 2012/13 et 2013/14 aient enregistré par endroits des pertes de récoltes conséquentes dues aux criquets, le Programme de réponse à l'invasion acridienne a traité et sécurisé environ 1 204 780 hectares (par rapport aux prévisions de 1,5 million d'hectares) du début de la première campagne, en septembre 2013, à aout 2014, notamment dans le

Moyen-Ouest, les Hautes-Terres et le Grand Sud, ce qui a permis de protéger les grand bassins rizicoles d'Alaotra Mangoro et de Sofia.

L'élevage et la pêche sont des activités complémentaires à l'agriculture qui contribuent aux travaux agricoles et procurent des revenus substantiels aux ménages ruraux. L'élevage extensif pratiqué par les éleveurs et la pêche traditionnelle ne favorisent pas un développement notable et durable de ces filières. Ces dernières années, la production de ces deux sous-secteurs a régulièrement diminué du fait des effets conjugués de la sécheresse, de l'insécurité, du faible encadrement des acteurs et de la surexploitation des ressources. L'on note néanmoins un regain d'intérêt pour la relance de la production laitière, notamment dans le cadre de la coopération décentralisée dans la région Alaotra Mangoro et le département de l'Ile-et-Vilaine (France) pour l'amélioration génétique des bovins laitiers et l'encadrement des petits producteurs. De même, le développement de la pisciculture familiale bénéficie de l'appui des partenaires au développement tel que JICA pour la production du tilapia dans les régions du centre et du nord-ouest. Quant à la pêche industrielle, dont les produits sont constitués principalement de crustacés destinés à l'exportation, elle a rapporté 38,6 millions de DTS en 2013[13].

Malgré ces nombreuses potentialités agro-écologiques, le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche demeure peu productif. En 2010 et 2011, le secteur a enregistré une croissance négative de respectivement -3,4 pour cent et -0,1 pour cent. L'insuffisance des investissements est à la base des contre-performances notées dans ce secteur. Les différentes stratégies et politiques mises en œuvre jusqu'ici pour accroître la productivité n'ont pas permis à ce secteur de jouer pleinement son rôle moteur dans l'économie du pays. La crise politique que le pays a connue au cours de ces cinq dernières années a grandement contribué à la stagnation du secteur agriculture, élevage et pêche.

Le nouveau gouvernement de Madagascar (installé en avril 2014) a manifesté sa volonté de trouver une solution rapide et durable au développement du secteur agricole en signant le 13 juin 2014 le Pacte national de Madagascar pour soutenir la mise en œuvre du Programme Sectoriel Agriculture, Elevage et Pêche (PSAEP) avec le secteur privé, les partenaires au développement, les organisations de producteurs, les organisations non-gouvernementales (ONG) et la Communauté économique régionale. Ce pacte spécifie les engagements de chaque signataire et clarifie leurs attentes afin d'assurer une mise en œuvre réussie du PSAEP. Le PSAEP[14] qui s'étale sur une durée de 11 ans (2014-2025), sera réalisé en trois phases dont la première phase de deux ans (2014-2016) sera consacrée à la relance du secteur. Les orientations stratégiques et les actions prioritaires de cette relance sont en cours d'élaboration.

PRODUCTION ALIMENTAIRE 2014/15

Pluviométrie

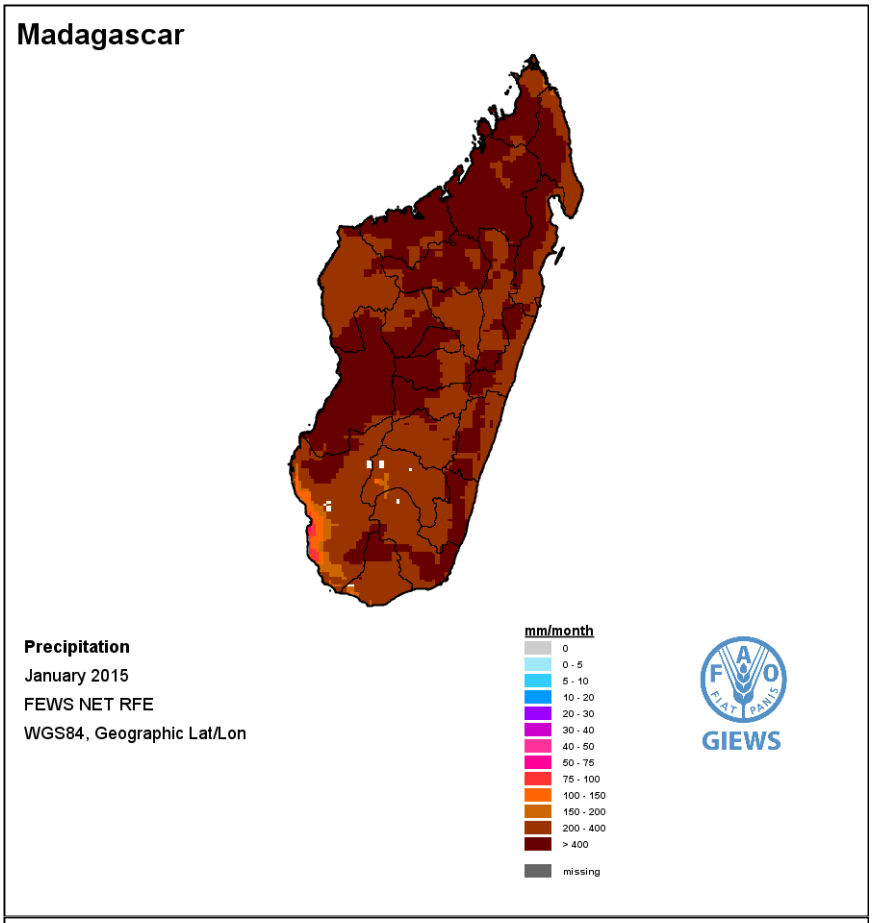
La campagne agricole 2014/15 a été durement affectée par des tempêtes tropicales

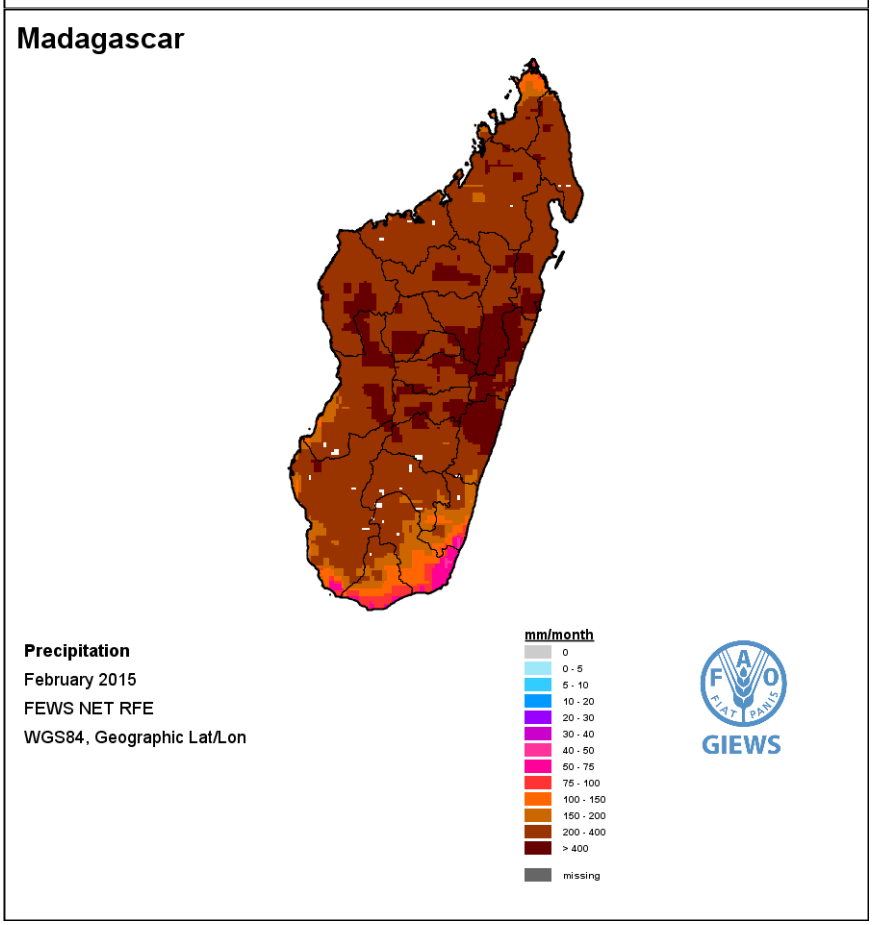
Alors que le péril acridien est en passe d'être contenu, la campagne agricole 2014/15 a été durement affectée par des phénomènes climatiques d'une rare violence. Outre les déficits de précipitations qu'ont connus la plupart des régions au début de la grande saison culturale (octobre–décembre 2014), de fortes tempêtes tropicales (Chedza et Fundi) se sont abattues sur l'est, le sud-est et l'ouest du pays en janvier et février 2015, entraînant dans leur sillage des pluies diluviennes et des inondations qui ont duré plusieurs semaines. Les dégâts ont été considérables: destruction de milliers d'hectares de cultures, notamment de riz, de maïs et de manioc avec souvent des pertes de l'ordre de 50 pour cent; ensablement des périmètres irrigués avec par endroits déviation de cours d'eau, destruction des infrastructures hydroagricoles, des routes et des habitations. Si les intempéries se sont étendues sur la quasi-totalité du pays, avec des communes recevant deux fois plus d'eau en deux mois qu'à la même période en une année normale (voir Carte 2 à la page suivante), les régions Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana, Alaotra Mangoro, Analamanga, Diana, Menabe, Vatovavy Fitovinany, ont été parmi les plus affectées.

[13] BCM, Direction des études et des relations internationales.

[14] Les trois phases du PSAEP sont: phase de relance (2014-2016), phase intermédiaire (2016-2020) et phase de croisière (2020-2025).

Carte 2: Madagascar - Pluviométrie en janvier et février 2015





Ennemis des cultures

Le péril acridien est contenu mais un retour à une situation de rémission du fléau nécessite la mise en œuvre de la troisième année du Programme triennal

Le fléau acridien, qui a fait des ravages sur les cultures et les pâturages en 2013 et au début de 2014, est pratiquement contenu grâce aux efforts déployés par le Gouvernement malgache et la FAO dans le cadre du Programme triennal (2013-2016) de réponse à l'invasion acridienne, avec l'indispensable soutien des bailleurs de fonds. Les opérations aéroportées directement gérées par la FAO et les interventions terrestres menées par les équipes terrestres gérées par la FAO ainsi que celles du Centre national antiacridien (CNA) dans l'Aire grégarigène) et de la Cellule d'appui à la lutte antiacridienne terrestre (CALAT, dans l'Aire d'invasion) ont permis à ce Programme triennal, lancé en septembre 2013, de réduire considérablement les dégâts causés par les criquets. En juillet 2015, lors des enquêtes réalisées par la Mission dans les régions, les responsables de la quasi-totalité des Directions régionales de développement de l'agriculture (DRDA) ont déclaré n'avoir reçu aucune signalisation de présence de criquets groupés à l'état larvaire ou imaginal depuis le mois de juin, contrairement à 2013 et 2014 où ils étaient débordés par les appels des agriculteurs. Environ 640 000 hectares de superficies infestées ont été traités en 2014/15 et plus de environ 1 200 000 hectares l'avaient été en 2013/14. Par ailleurs, la taille des essaims a fortement diminué, passant d'environ 400 à 500 hectares en moyenne en 2013 à 80-100 hectares en 2015. Il en est de même de leur densité, qui a évolué de très dense à diffuse. Bien sûr, quelques villages (fokontany) dans certains districts, tels que Sarakaha dans la région d'Atsimo Andrefana, font encore les frais des infestations acridiennes. Toutefois, les équipes de lutte (CALAT, CNA et FAO) ne tardent pas à intervenir. C'est dire que la troisième et dernière campagne du Programme triennal (septembre 2015–juin 2016), doit impérativement être réalisée pour assurer un retour à une situation de rémission sur l'ensemble du territoire malgache. Cette campagne permettra aussi de continuer à renforcer les capacités nationales dans tous les aspects de la gestion antiacridienne.

D'autres ravageurs et maladies des cultures continuent de sévir, particulièrement dans les exploitations traditionnelles

Parmi les autres ennemis des cultures, le pou de riz a été signalé à maints endroits (par exemple dans les régions Atsimo Andrefana et Menabe) tout comme la pyriculariose (surtout dans les zones de la côte est), la fusariose (région Alaotra Mongoro) ou encore d'autres viroses (dans les Hautes Terres), maladies qui réduisent les rendements et les productions de riz. Dans les Hauts Plateaux, des dégâts sont causés sur la pomme de terre par le mildiou, mais surtout par la bactériose vasculaire, très contagieuse et qui peut contaminer le sol pendant plus de cinq ans, le rendant inutilisable pour cette culture durant ce temps. L'helminthosporiose, maladie fongique, attaque le maïs et le riz dans le Nord-Est chaud et humide.

Les cultures de rente des exploitations traditionnelles connaissent aussi la persistance des maladies comme la fusariose, le champignon qui, par une pourriture lente, attaque la vanille par les racines, la tige puis les feuilles jusqu'à ce que la plante meure. Le cacao a pour principal ennemi la pourriture brune, qui abîme les cabosses très tôt dans leur développement. De même, l'anthracnose menace le caféier, desséchant ses feuilles, branches et baies, alors que le Borer (insecte foreur) reste le principal ennemi du giroflier.

Si, de par leur mode de gestion, les exploitations industrielles sont protégées contre les maladies des plantes, les paysans non encadrés par des programmes sont généralement laissés pour compte, les services publics de protection des végétaux manquant de personnel, de financement et de logistique.

Mais ce que les agriculteurs rencontrés réclament avant tout, c'est la mise à disposition de semences de bonne qualité et d'intrants complémentaires (engrais, pesticides) à des prix raisonnables, adaptés à leur faible pouvoir d'achat. Pour le riz, notamment, ils voudraient des variétés à cycle court comme le X265 actuellement vulgarisé par certains programmes; ils souhaitent également la réhabilitation des infrastructures hydroagricoles, ce qui leur permettrait de mieux maîtriser l'eau et, combiné aux spéculations à cycle court, de réaliser plusieurs récoltes par an. Tout cela devrait contribuer au renforcement de leur résilience face aux cataclysmes.

PERSPECTIVES DE RÉCOLTES 2014/15

Superficies

Les enquêtes menées par la Mission dans les régions révèlent que, d'une manière générale, les superficies emblavées au début de la saison 2014/15 sont similaires à celles de 2013/14, tant pour le riz que le maïs et

le manioc, malgré l'arrivée tardive des pluies utiles dans beaucoup de régions. Mais, comme indiqué précédemment, les pluies diluviennes et les inondations survenues en janvier et février 2015 ont causé des dégâts considérables, notamment la destruction des cultures (y compris de riz, de maïs et de manioc) et des ouvrages hydroagricoles, ainsi que l'ensablement des périmètres rizicoles. Les superficies ainsi endommagées, souvent irrécupérables pour les prochaines campagnes, sont importantes à l'échelle du pays, mais n'ont pas encore été systématiquement évaluées dans leur globalité. Selon la Banque mondiale, qui en donne un aperçu, les intempéries auraient endommagé environ 1 200 des 20 000 hectares de la plaine rizicole de Marovoay[15]. En raison des difficultés d'accès aux terres arables du fait des inondations qui ont duré plusieurs semaines, ainsi que de la rareté des semences même quand il était possible de replanter pour compenser les semis perdus, les superficies récoltées ont été bien inférieures à celles prévues en début de campagne. Ceci se reflète dans les estimations de la production vivrière de 2015, dont il est question plus bas.

Rendements

Les rendements des cultures vivrières restent largement tributaires des techniques culturales traditionnelles utilisées par la grande majorité des producteurs (plus de 90 pour cent). Les efforts déployés jusqu'ici pour intensifier la production agricole, particulièrement celle du riz, n'ont pas encore produit les résultats escomptés. Au niveau national, les taux d'adoption des systèmes de riziculture intensive et améliorée sont restés faibles. Cependant, dans la région Itasy, les actions menées par les projets PUPIRV-B1 et PAPRIZ en matière d'intensification agricole ont permis d'augmenter les rendements du riz, particulièrement pour les districts de Miarinarivo et d'Arivonimamo.

La contrainte majeure à l'intensification de la production agricole résulte avant tout de la mauvaise maîtrise de l'eau, liée à la vétusté des infrastructures hydro agricoles et à l'ensablement des canaux d'irrigation. En outre, beaucoup de producteurs considèrent que leurs terres sont encore fertiles et ne nécessitent pas d'engrais, et les semences améliorées sont introuvables et hors de portée. De plus, ils estiment que les risques liés à la production (cyclone, inondations, sécheresse, etc.) sont trop élevés pour justifier de tels investissements.

Pour la campagne 2014/15, la baisse des rendements est principalement due aux intempéries, comme évoqué plus haut, en particulier si l'on rapporte les estimations de la production aux superficies emblavées en début de saison. Celles-ci étaient pratiquement les mêmes que celles observées en 2013/14, mais ont par la suite été fortement réduites du fait de la destruction des cultures, des inondations et de l'ensablement. Il importe de mener une évaluation détaillée des superficies arables et des ouvrages hydroagricoles endommagés, comme première étape du processus de reconstruction.

Estimations des récoltes 2014/15

Les récoltes de la campagne agricole 2014/15 ont été estimées sur la base des prévisions de récoltes faites avant les récoltes par le Service des statistiques agricoles, et révisées à l'aide des informations issues de l'enquête et des focus groupes d'une part, et des évaluations faites par la Mission dans les régions visitées, d'autre part.

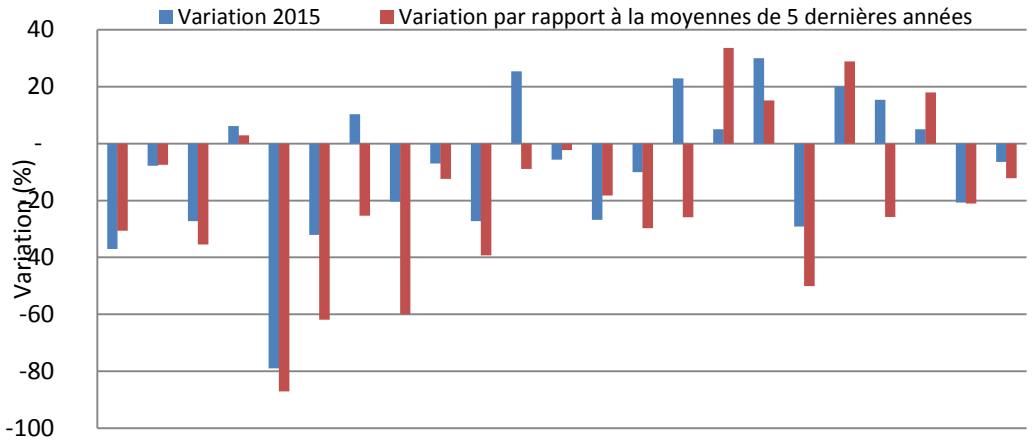
Sur cette base, les pertes des principales cultures vivrières – riz, maïs et manioc – ainsi que les augmentations de production dans certains cas, sont résumées dans les graphiques ci-après.

La production de paddy est estimée à 3 722 304 tonnes en 2015, en recul de 6 pour cent par rapport à celle de 2014.

Ainsi, pour le riz (paddy) à l'échelle du pays, la production est estimée en 2015 à 3 722 304 tonnes, soit un recul d'environ 6 pour cent par rapport à celle de 2014 et de 12 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années (voir Graphique 8).

[15] Site Internet de la Banque mondiale, Madagascar: '*Reversing the Red Samnd Tide: A Call for New Solutions to Land Degradation*' 20 juillet 2015.

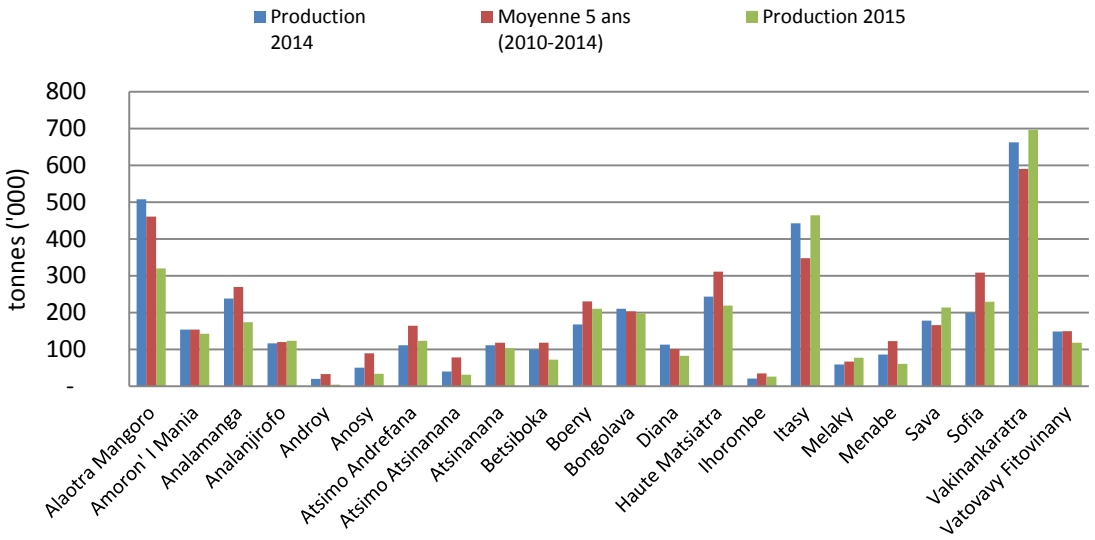
Graphique 8: Madagascar - Production de riz en 2015 comparée à 2014 et à la moyenne des 5 dernières années



Source: Enquête CFSAM 2015.

La Mission a aussi constaté que, si les intempéries ont eu un impact nettement négatif sur le riz et d'autres spéculations dans la plupart des régions touchées (cas de Alaotra Mangoro, Analamanga, Atsimo Atsinana, Vatovavy Fitovinany, ou encore Menabe et Diana), d'autres, à l'instar de Sava, Melaky, Sofia, Boeni, Ihorombe, ont vu leur production rizicole en hausse en 2015 par rapport à 2014, et ce malgré la surabondance des pluies et les inondations.

Graphique 9: Madagascar - Production de riz par région en 2014, 2015 et moyenne des 5 dernières années



Source: Enquête CFSAM 2015.

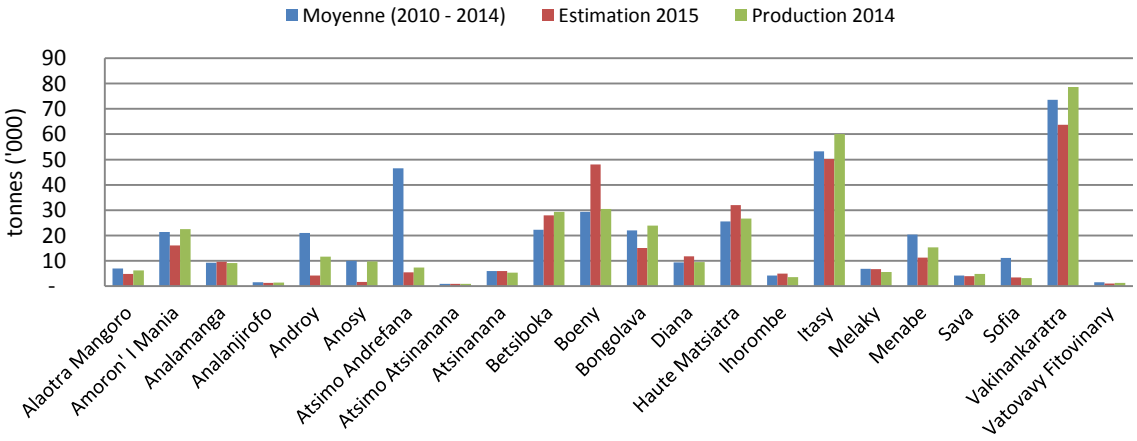
De fait, les cultures sur *tanety* dont le riz pluvial, ont, en général, bénéficié des fortes pluies. Ainsi, dans certaines régions, les ravages causés par les inondations dans les périmètres irrigués ont été plus que compensés par la production sur *tanety*. C'est le cas des districts de Morafenobe et Maintirano dans la région Melaky, où le riz irrigué a été détruit à près de 75 pour cent, mais où par ailleurs, le riz *tanety* affichait une forte performance, portant les estimations de la production rizicole pour 2015 à 77 116 tonnes, en augmentation de respectivement 30 pour cent et 15 pour cent par rapport à 2014 et à la moyenne des cinq dernières années (2010-2014) (voir graphiques 8 et 9).

Toutefois, les pluies diluviennes suivies des ensablements et des inondations ne sont pas les seules causes de la destruction des cultures. Les cultures ont aussi souffert du déficit de précipitations qui a prévalu de mars à juillet 2015 dans la plupart des régions, rendant difficiles de nouveaux repiquages de riz et la pratique des spéculations de contre-saison. À cet égard, les régions d'Androy et d'Anosy, affligées par une longue sécheresse en 2014/15, sont des cas extrêmes comme on peut l'observer dans les cartes ci-après: de la deuxième à la troisième décade de janvier, Anosy a reçu des précipitations environ deux fois plus fortes qu'à l'ordinaire, mais qui ont baissé pour atteindre la moyenne (50 mm) lors de la deuxième décade de février. Les pluies ont fortement diminué par la suite, pour complètement disparaitre à partir d'avril. La région d'Androy a connu la même situation, à quelques détails près. C'est pourquoi ces deux régions, les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, affichent en 2015 les baisses de production de riz les plus importantes en pourcentage (d'environ 40 pour cent pour Anosy et 80 pour cent pour Androy) par rapport aux niveaux de 2014 et aux moyennes des cinq dernières années.

La production de maïs est estimée à 329 367 tonnes en 2015, et celle de manioc à 2 676 952 tonnes, soit des baisses de respectivement 10 pour cent et 9 pour cent par rapport à 2014.

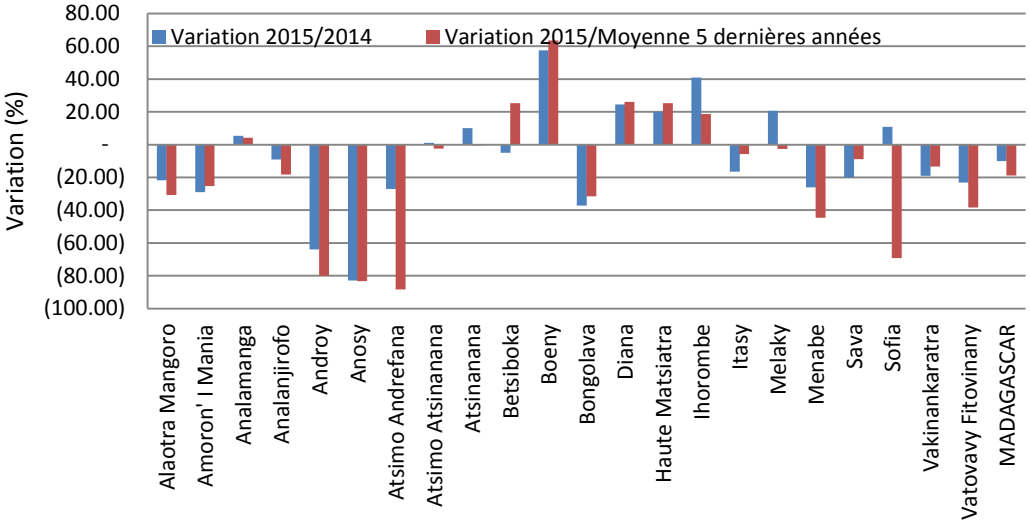
S'agissant du maïs et du manioc, les estimations de la production pour 2015 à l'échelle nationale s'établissent à respectivement 329 367 tonnes et 2 676 952 tonnes, soit des baisses d'environ 10 pour cent et 9 pour cent respectivement par rapport aux niveaux de 2014, et de 19 pour cent et 17 pour cent respectivement comparé aux moyennes des cinq dernières années (2010-2014). Les graphiques 10 à 13 ci-après invitent à la même analyse et à des conclusions qui s'apparentent à celles tirées du cas du riz. Ici encore, ces sont les régions d'Anosy et d'Androy qui accusent les plus fortes pertes en 2015 comparé à 2014 et aux moyennes des cinq dernières années. Ces pertes, du même ordre que celles enregistrées pour le riz (de 40 à 80 pour cent), sont d'autant plus à déplorer que le manioc et le maïs constituent la base de l'alimentation des populations de ces régions méridionales.

Graphique 10: Madagascar - Production de maïs en 2014, 2015 et moyenne des 5 dernières années (tonnes)



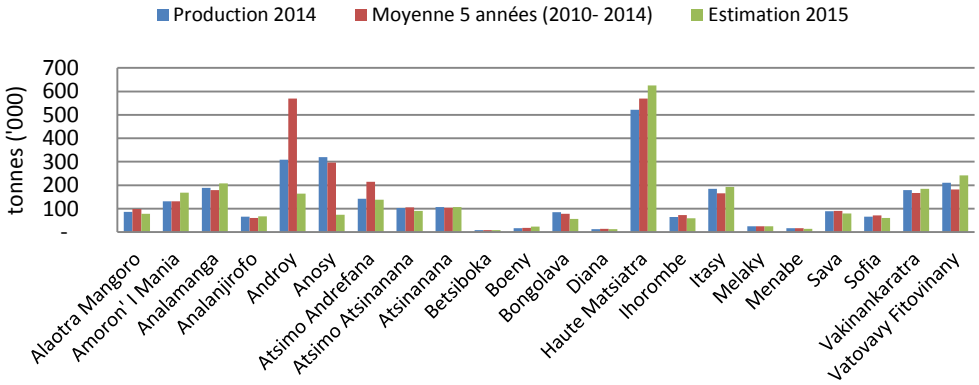
Source: Enquête CFSAM 2015.

Graphique 11: Madagascar - Variation de la production 2015 de maïs par rapport à celle de 2014 et à la moyenne des 5 dernières années (pour cent)



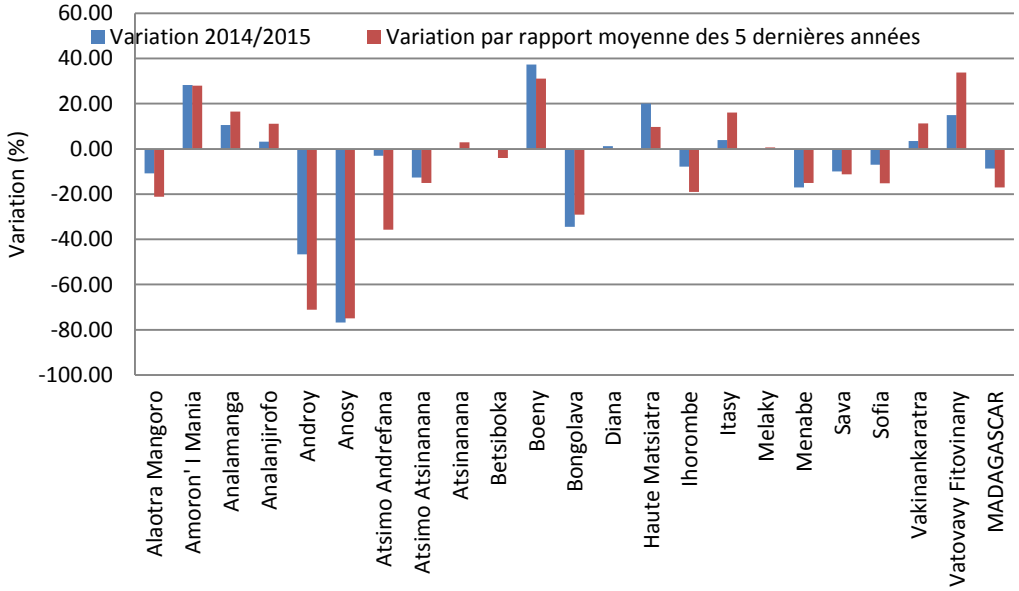
Source: Enquête CFSAM 2015.

Graphique 12: Madagascar - Production de manioc par région en 2014, 2015 et moyennes des 5 dernières années (tonnes)



Source: Enquête CFSAM 2015.

Graphique 13: Madagascar - Variation de la production de manioc en 2015 par rapport à celle de 2014 et à la moyenne des 5 dernières années (pour cent)



Source: Enquête CFSAM 2015.

Quant aux cultures de rente, elles n'ont pas été épargnées par les intempéries: le cacao, le café et la vanille, secoués par les tempêtes après une floraison tardive, ont vu leurs rendements diminuer de 30 à 50 pour cent par endroits, comme dans le district d'Ambanja, région de Diana.

Élevage

L'insécurité grandissante dans les campagnes mine le cheptel bovin

En général, les pâturages sont abondants et de bonne qualité. Cependant, la mauvaise gestion des pâturages et les feux de brousse non contrôlés devraient réduire considérablement les disponibilités fourragères. Le cheptel bovin, très utilisé pour le transport et la traction animale dans les travaux agricoles, est passé de quelque 9,7 millions de têtes en 2005[16] à environ 6,5 millions en 2013, selon le Ministère de l'élevage. Cette forte diminution est due à des vols récurrents particulièrement dans les régions du sud de Madagascar où l'élevage des zébus est très développé. Dans ce contexte d'insécurité, beaucoup de producteurs ont préféré vendre une partie de leur troupeau et recourir par la suite à l'emprunt ou à la location de zébus pour effectuer leurs travaux agricoles. L'état sanitaire du cheptel bovin est jugé satisfaisant grâce aux vaccinations contre le charbon. Près de 90 pour cent du cheptel bovin est vacciné; en revanche le taux de vaccination des volailles (non obligatoire) est faible, environ 15 pour cent. Les points d'eau ont plutôt bénéficié de l'abondance des pluies. On note tout de même la faible productivité des vaches laitières en milieu paysan, qui n'excède guère 2,5 litres par jour, d'où le souhait du gouvernement d'améliorer les races locales par des croisements avec des animaux plus performants.

Les défis actuels du secteur de l'élevage sont à la fois nombreux et complexes. Ils découlent en grande partie de l'absence d'investissements durant ces cinq dernières années. Madagascar figure actuellement parmi les pays de la sous-région qui consomment le moins de viande, soit 7,5 kg par habitant et par an; alors que son cheptel figure parmi les plus importants. Ce paradoxe tient à des considérations d'ordre culturel et social, liées aux habitudes alimentaires et à la place du zébu dans la société malgache.

A court terme, quatre actions prioritaires ont été identifiées pour la relance du secteur de l'élevage. Il s'agit du projet «school milk» avec la FAO, du développement de l'élevage à cycle court, de l'extension du maillage des services vétérinaires et de la réhabilitation des infrastructures pour faciliter l'accès à l'eau pour la production animale. L'insalubrité des abattoirs constitue actuellement une préoccupation majeure des autorités malgache. Les municipalités qui ont la charge de ces abattoirs ne disposent pas de ressources financières suffisantes leur permettant d'assurer le bon fonctionnement de ces infrastructures. Elles ont finalement confié la gestion de ces abattoirs municipaux aux associations de bouchers qui continuent à les exploiter dans des conditions en dessous des normes requises. Face à ce défi, le gouvernement avec l'appui des partenaires techniques et financiers, a envisagé à court terme la construction de dix abattoirs modernes en vue de la reprise de ses exportations[17] de viande de zébu en Europe, arrêtées depuis plusieurs années pour des raisons d'hygiène et de traçabilité.

La production de miel a été très affectée par la varoase[18] qui a détruit beaucoup de ruches au cours de cette année. La varoase est une maladie très virulente dont les dégâts ont atteint entre 80 et 90 pour cent des ruches dans les Hautes-Terres et dans la région Est. L'apparition subite de cette maladie, jusqu'ici inconnue à Madagascar, et sa rapide propagation ont rendu inefficaces toutes les méthodes de lutte utilisées. Une campagne de sensibilisation à grande échelle a été entreprise en même temps que la destruction des ruches infestées. Face à l'ampleur des dégâts, l'importation des produits de traitement contre cette maladie a été autorisée et une demande de subvention a été adressée aux autorités compétentes pour faciliter leur acquisition par les apiculteurs. La mise en place d'un laboratoire pour diagnostiquer les maladies des abeilles est envisagée avec l'appui de l'Union Européenne. Parallèlement à la baisse des produits apicoles, le manque d'abeilles pour la pollinisation des plantes a conduit à une mauvaise production de litchi cette année. En 2013, la production de miel était de 3 000 tonnes contre 40 000 tonnes en 1960[19]. Le développement de la filière apicole est envisagé pour la reconquête du marché européen.

À noter aussi, les productions de petits ruminants, de porcs, de canards et d'escargots que souhaite relancer le gouvernement avec l'appui de la FAO dans le cadre du renforcement de la résilience des paysans face aux aléas climatiques.

---

[16] Ministère de l'Agriculture: Recensement agricole de 2005.
[17] Madagascar disposait d'un quota de 7 000 tonnes de viande de zébu dans l'Union Européenne.
[18] Dans le district de Maintirano, une attaque de fourmis a ravagé les ruches.
[19] En 2009, Madagascar comptait 10 908 apiculteurs avec 62 000 ruches traditionnelles et 40 262 ruches modernes.

Pêche

Le non-respect des normes et la croissance incontrôlée du nombre de pêcheurs mettent à mal les ressources halieutiques du pays

La pêche est devenue une source de moyens de subsistance alternative pour beaucoup de ménages en difficulté et nombre de personnes victimes de la crise et de la conjoncture économique difficile[20]. En 1984, selon les estimations, le pays comptait quelques 40 000 pêcheurs. En 2013, on compte plus de 100 000 pêcheurs. Ce récent afflux de la population vers les activités de la pêche a accentué la pression sur les ressources. On constate que le stock de ressources halieutiques a diminué régulièrement au cours de ces dernières années du fait des pratiques de pêche illicites[21] et de l'utilisation de matériels prohibés. Malheureusement, les données actuellement disponibles ne permettent pas d'évaluer l'ampleur de cette baisse à cause de l'inexistence d'un système performant de collecte de données. Les rapports fournis par les collecteurs de poissons ne représentent que la moitié de la production. Toutefois, la validation en juillet 2014 des résultats de l'enquête cadre réalisée en 2013 permettra la mise en place d'un dispositif plus performant de collecte de données directement au niveau des pêcheurs.

Conscientes de l'importance des ressources halieutiques dans le développement économique et social du pays, les nouvelles autorités ont pris l'option de «préserver la ressource avant de l'exploiter[22]» en vue d'asseoir le développement de la pêche nationale sur une base durable. Ce choix est justifié par le fait que la mauvaise gestion de ces ressources constitue actuellement un défi majeur à la protection et à l'exploitation des stocks de ressources halieutiques à Madagascar. Depuis 2009, un programme de professionnalisation des pêcheurs est mis en œuvre à travers la délivrance de cartes de pêcheurs, la création d'association de pêcheurs et le recensement des embarcations en vue d'assainir la gestion et d'améliorer la traçabilité des produits de la pêche destinés à l'exportation. Actuellement, 10 000 pêcheurs détiennent des cartes et 8 000 pirogues ont été recensées. Cette régularisation constitue un préalable indispensable à la relance du secteur de la pêche en cours de préparation.

En dépit des potentialités halieutiques importantes, la consommation de poissons à Madagascar reste encore très faible, soit 6 kg en moyenne par habitant et par an. Pour améliorer la sécurité alimentaire des populations et créer de nouveaux emplois, les pouvoirs publics comptent promouvoir la pêche traditionnelle et la pisciculture au cours des prochaines années dans le cadre de la mise en œuvre du Programme sectoriel de la pêche. Des efforts seront déployés pour la formation et l'équipement des pêcheurs en vue de consolider et de vulgariser les nombreux acquis obtenus au cours de ces dernières dans la pêche traditionnelle et la pisciculture notamment dans le cadre du Projet d'appui de la communauté des pêcheurs (PACP) dans la région du sud-ouest et du Projet d'aquaculture de tilapia de Mahajanga (PATIMA) dans la région de Boeny.

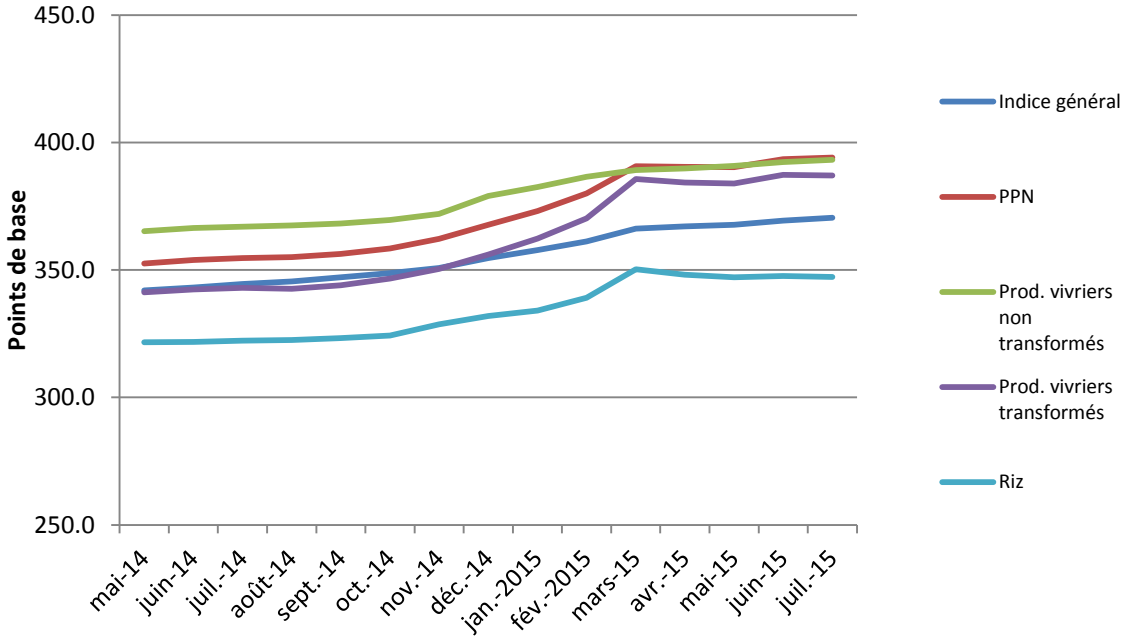
MARCHÉS ET PRIX

La diminution de l'offre des produits vivriers a exercé une pression haussière sur les prix

L'on retient de la section sur la production que, en raison notamment de violentes tempêtes et des inondations qu'elles ont engendrées, la production de paddy en 2015 est estimée à 3 722 304 tonnes, en recul de 6,4 pour cent par rapport à 2014. Les chiffres correspondants pour le maïs et le manioc sont de respectivement 329 367 tonnes et 2 676 952 tonnes, soit des baisses de 10 pour cent environ pour ces deux cultures. Il a aussi été mentionné que d'autres spéculations avaient subi des dégâts importants. Ces évolution ont provoqué une diminution significative de l'offre des denrées locales sur les marchés et exercé une pression haussière sur les prix des produits vivriers non transformés, ainsi que sur celui du riz blanc. Ce phénomène est illustré par le graphique 14 ci-après.

[20] Source: Enquête cadre 2014, Ministère de la pêche et des ressources halieutiques, Madagascar.
[21] «Famata» consiste à pêcher en utilisant des plantes qui tuent les poissons.
[22] C'est ce qui explique le changement dans l'appellation du Ministère «Ministère des ressources halieutiques et de la pêche» précédemment «Ministère de la pêche et des ressources halieutiques».

Graphique 14: Madagascar - Indices des prix à la consommation mai 2014-juillet 2015 (2000=100)



Source: INSTAT.

La période de soudure 2015/16 est particulièrement précoce

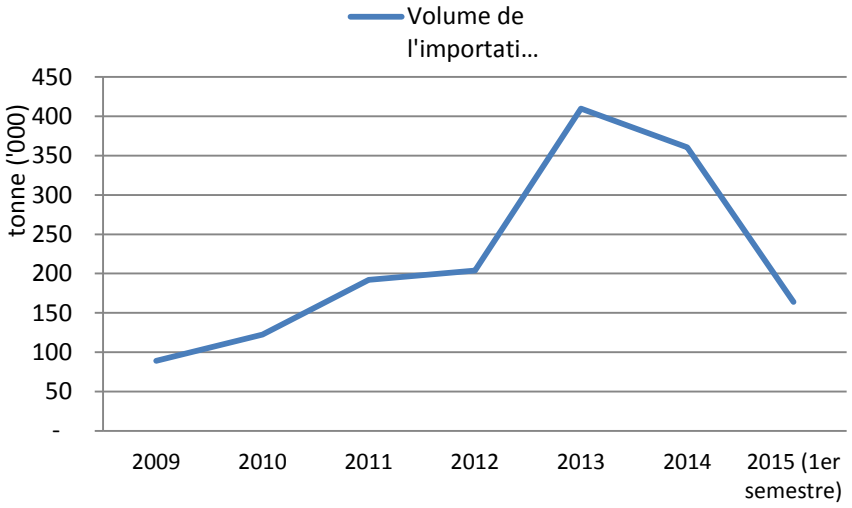
L'on constate en effet que, depuis le commencement de la dernière période de soudure vers novembre 2014 et ce jusqu'en juillet 2015, ce sont les produits vivriers non transformés, suivis des produits de première nécessité, puis des produits vivriers transformés qui ont tiré l'indice général des prix vers le haut. De 367 points de base environ durant les mois de mai-juin 2014, l'indice des prix des produits vivriers non transformé s'est hissé à 386 points de base au mois de mars 2015, soit une augmentation d'environ 0,2 pour cent au plus fort de la période de soudure. Depuis lors, il ne fait plus qu'un avec l'indice des produits de première nécessité et a continué sa progression jusqu'aux mois de mai et juin, s'établissant respectivement à 391 et 392 points, pour atteindre plus de 393 points au mois de juillet. Il faut ici souligner la constance de cette hausse, même pendant la période des récoltes quand, en temps normal, les marchés sont gorgés de produits frais, avec pour conséquence la baisse saisonnière des prix. C'est dire qu'à maints endroits, la période de soudure 2015/16 est particulièrement précoce, étant donné qu'au mois de juillet, l'indice des prix des produits vivriers non transformés est déjà plus élevé qu'en mars, mois critique de la dernière période de soudure.

L'indice des prix du riz blanc suit la même tendance haussière que ceux des autres produits

L'analyse du cas du riz blanc aboutit pratiquement aux mêmes constats et conclusions, à quelques exceptions près. Après avoir été relativement stable autour de 324 points de base entre mai et septembre 2014, son indice a amorcé une tendance haussière dès octobre, culminant à plus de 350 points de base en mars 2015, vers la fin de la période de soudure. Par la suite, il a fléchi à 348 points de base en avril, puis à environ 347 points de base en mai, niveau autour duquel il est demeuré jusqu'au mois de juillet. Ici, l'inflexion des prix au moment de la grande récolte (avril–juin) a été respectée, bien que la baisse moyenne des indices de mai et juin par rapport à mars soit minime (0,03 pour cent). Cette faible variation de l'indice des prix du riz blanc pendant la période de la grande récolte témoigne aussi de la baisse de la production nationale en 2015, et laisse présager une période de soudure précoce et longue en 2015/16.

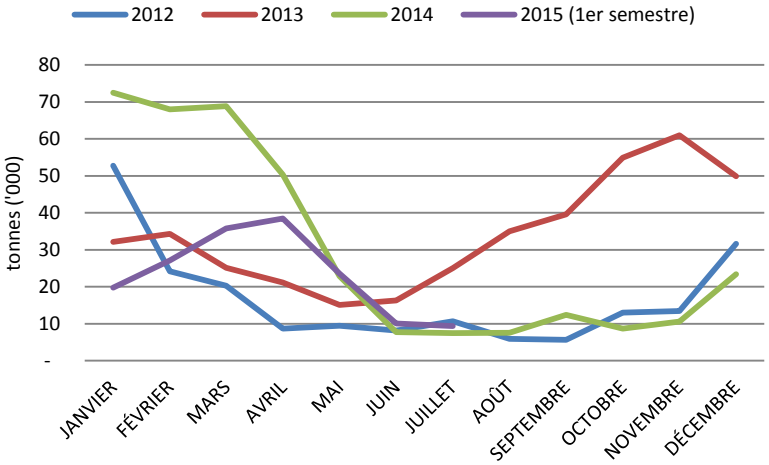
Les importations pourront combler le déficit et continuer à stabiliser les prix du riz. Mais comme il apparait sur les graphiques 15 et 16 ci-dessous, les importations de riz à Madagascar suivent une tendance à la baisse après avoir atteint un pic de plus de 400 000 tonnes en 2013, alors que la production nationale continue à être déficitaire.

Graphique 15: Madagascar – Évolution des importations de riz 2009-2015



Source: Ministère du commerce.

Graphique 16: Madagascar – Évolution des importations de riz à Madagascar de 2012 à 2015



Source: Ministère du Commerce.

À cet égard, 2015 pourrait être l'année enregistrant le moins d'importations de riz par rapport aux besoins depuis 2012, si se confirme la tendance baissière observée entre avril à août, illustrée par la courbe représentant les importations dans le Graphique 16.

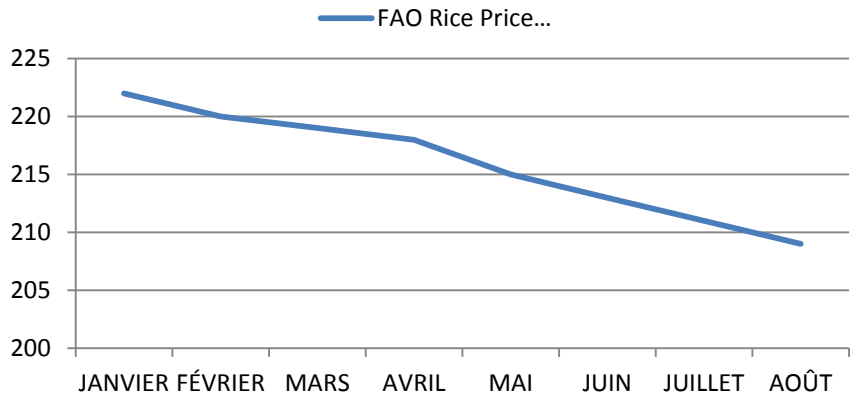
Les ménages les plus pauvres consomment de moins en moins de riz

Ce paradoxe apparent – diminution des importations de riz face à un repli de la production nationale – peut s'expliquer, du moins en partie, par le faible pouvoir d'achat des malgaches, qui ne s'est pas sensiblement amélioré depuis 2006 (voir la section sur la situation socioéconomique du présent rapport). En effet, selon les enquêtes que la Mission a menées sur le terrain en juin-juillet, les ménages les plus pauvres consomment de moins en moins de riz, et tendent à le substituer par des produits moins nobles comme le maïs ou le manioc, ou encore des tubercules sauvages. Chez les petits paysans ou les métayers, le riz récolté est de modeste quantité, et vendu très rapidement pour faire face à des besoins urgents. Dans certains cas, il peut être conservé et vendu plus tard à un prix plus intéressant, particulièrement pendant la période de soudure.

Il convient de noter que les consommateurs malgaches ne semblent guère bénéficier de la baisse des cours mondiaux du riz: alors que l'indice FAO des prix du riz accuse une nette tendance à la baisse, passant de 222 points de pourcentage en janvier 2015 à 213 en juin (voir Graphique 16 ci-après), l'indice des prix du riz à Madagascar était déjà sur sa lancée ascendante en octobre 2014, et ce jusqu'en juillet 2015 comme décrit

ci-avant. Ceci peut en partie s'expliquer par l'inflation et la dépréciation de l'ariary par rapport au dollar (voir section socioéconomique du présent rapport).

Graphique 17: Madagascar - Indice FAO des prix du riz à l'exportation janvier-juin 2015 (2002-2004 = 100)



Source: FAO.

Le riz étant exempt de taxe à l'importation, il n'est pas exclu que les importateurs hésitent à répercuter sur les consommateurs au moins une partie de la baisse des prix internationaux, de même que la baisse des coûts du transport liée au fléchissement du prix du pétrole.

Mais les riziculteurs rencontrés par la Mission ne souhaitent pas une baisse conséquente des prix du riz, alléguant que les prix actuellement pratiqués ne leur permettent par de couvrir leurs frais d'exploitation.

Problèmes des circuits de commercialisation

Les imperfections qui demeurent dans les circuits de commercialisation sont de nature à léser les producteurs et les consommateurs, notamment l'utilisation d'instruments de poids et mesures non conformes, les asymétries de l'information favorisant les collecteurs des produits, le faible pouvoir de négociation des petits producteurs souvent forcés à vendre trop tôt leurs récoltes faute d'infrastructures de stockage. Il est donc recommandé aux vendeurs et aux acheteurs de produits agricoles, notamment de semences, d'utiliser des poids et mesures homologués, à l'aide d'équipements appropriés. Il importe également d'instaurer graduellement des banques de céréales villageoises qui permettraient aux métayers et aux petits producteurs d'étaler leurs ventes et leur consommation dans le temps, et de profiter ainsi de prix plus avantageux.

Variation des prix des principaux produits alimentaires (riz, maïs et manioc) dans les régions

Bien que depuis janvier 2015 les statistiques généralement produites par l'Observatoire du riz (OdR) ne soient plus disponibles, il est établi qu'au cours de la même période, les prix du riz peuvent varier du simple au double d'une région à l'autre, ou simplement d'un district à l'autre dans une même région[23]. Ceci tient essentiellement à l'enclavement de certaines zones, particulièrement les bassins de production, et à la vétusté des infrastructures de transport.

Pour les variations saisonnières des prix, ce sont encore dans les régions du Grand Sud que les amplitudes sont les plus prononcées. Ainsi, dans les régions d'Anosy et d'Androy pour lesquelles la Mission a estimé des baisses de production de l'ordre de 64 à 83 pour cent pour le maïs et de 47 à 77 pour cent pour le manioc en 2015 (voir section sur la production), les prix de ces denrées dans certains districts étaient, aux mois de juillet-août, plus de 40 pour cent plus élevés que la moyenne des deux dernières années à la même période, selon FEWSNET[24]. Cela signifie que la période de soudure a déjà commencé et qu'elle sera plus longue que d'habitude dans ces régions, avec des conséquences humanitaires critiques. Comme stratégies de survie, les ménages pauvres ont récolté leur manioc avant maturité et vendent leurs petits ruminants à

[23] FAO/PAM – Mission d'évaluation de la sécurité alimentaire à Madagascar, 2014 et 2013.
[24] FEWSNET Madagascar: '*Food security likely to deteriorate and result in an earlier lean season in southern districts*', août 2015.

bas prix, d'où la détérioration des termes de l'échange pour les éleveurs par rapport aux producteurs de céréales et racines.

BILAN DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE CÉRÉALES 2015/16

Le bilan de l'offre et de la demande de céréales pour la campagne de commercialisation 2015/16 (avril/mars) est présenté dans le Tableau 2, sur la base des hypothèses et des conclusions suivantes:

- Selon les prévisions des Nations Unies, la population du pays en 2015/16 (en septembre, à mi-parcours de l'année commerciale) est estimée à environ 24,2 millions d'habitants. Cette estimation implique un taux de croissance annuelle de 2,8 pour cent environ.
- La production de riz, représentant environ 90 pour cent de la production céréalière totale, est estimée à environ 3,7 millions de tonnes (équivalent paddy) – environ 2,5 millions de tonnes de riz usiné – soit une réduction de près de 6,4 pour cent par rapport à la production de l'année dernière. La production de maïs, évaluée à environ 330 000 tonnes, a connu une baisse de 10 pour cent. Quant à la production de manioc, elle est estimée à environ 2,7 millions de tonnes, soit une baisse de 10 pour cent par rapport à l'année dernière.
- Une légère variation à la hausse est prévue pour les stocks de riz, estimés à environ 2 000 tonnes en 2015/16. En revanche, on ne prévoit pas de changement pour ce qui est des stocks de manioc, de maïs et de blé, étant donné qu'ils devraient être considérés comme négligeables.
- En raison de la réduction de la production de riz en 2015, les prévisions font état d'une diminution de la consommation par personne, qui est devrait s'établir à 105 kg par an. Les données relatives à la consommation sont en ligne avec les estimations de FAOSTAT[25] et de l'INSTAT[26]. Toutefois, l'estimation fournie par l'INSTAT (98 kg) n'inclut pas la consommation de riz en dehors du foyer. La consommation de maïs est estimée à 15 kg par an (contre 16 kg l'année précédente), suite à la réduction du volume de récolte domestique en 2015. En ce qui concerne le blé, la consommation est estimée à 6 kg par personne et par an, un niveau similaire aux tendances enregistrées précédemment.
- Les besoins en semences sont estimés sur la base des superficies et des doses moyennes de semis dans le pays: environ 60 kg par hectare pour le riz et 25 kg par hectare pour le maïs.
- Les prévisions de pertes post-récoltes sont de 10 pour cent pour le riz et pour le maïs. Elles sont plus élevées pour les tubercules, de même que pour le manioc et sont estimées à 20 pour cent, du fait que ces produits sont plus périssables que les céréales s'ils ne subissent pas de préparation spécifique.
- Les quantités de céréales destinées à l'alimentation animale sont relativement limitées en raison des pratiques traditionnelles d'élevage. Comme l'année dernière, seulement 1 000 tonnes de maïs sont prévues pour l'alimentation animale en 2015/16.
- Suite à la réduction de la production de riz en 2015, la Mission prévoit des importations de riz à hauteur d'environ 330 000 tonnes, soit environ 40 pour cent de plus que l'année dernière.

[25] Bilan des disponibilités alimentaires 2013, FAOSTAT.
[26] INSTAT, *Enquête périodique auprès des ménages 2010*, Tableau 170, page 220.

Tableau 2: Madagascar - L'offre et la demande de céréales 2015/16 ('000 tonnes)

	Riz (usiné)	Maïs	Blé	Total céréales	Manioc
Disponibilités intérieures	**2 496**	**329**	**0**	**2 825**	**2 677**
Production	2 494	329	0	2 823	2 677
Variations de stocks	2	0	0	2	0
Utilisation totale	**2 827**	**404**	**145**	**3 376**	**2 677**
Consommation alimentaire	2 496	364	145	3 005	2 034
Semences	81	7	0	88	0
Alimentation animale	0	1	0	1	107
Pertes	249	33	0	282	535
Exportations	0	0	0	0	0
Besoins d'importation	**-331**	**-75**	**-145**	**-551**	**0**
Importations commerciales prévues	331	75	145	551	0

SITUATION ALIMENTAIRE

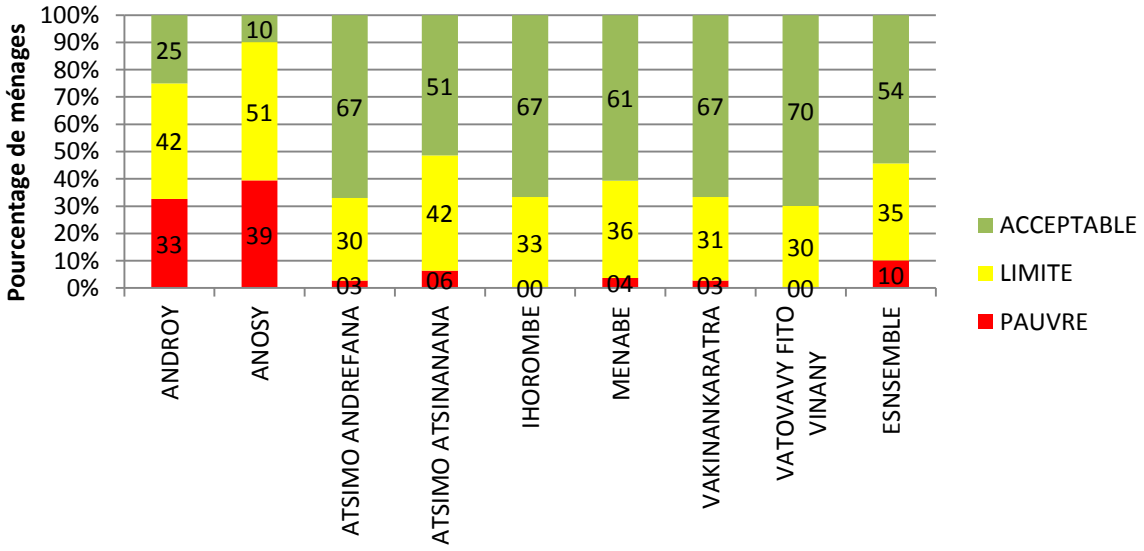
Consommation alimentaire des ménages

Score de consommation alimentaire des ménages

Le score de consommation alimentaire (SCA) est un indicateur de référence pour déterminer les groupes de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre, limite ou acceptable. Les scores calculés pour chaque ménage sont reportés sur une échelle allant de 0 à 112. Les seuils standards 21 et 35 ont été utilisés pour déterminer les trois catégories de qualité du régime alimentaire des ménages: pauvre (≤ 21), limite (entre 21,5 et 35) et acceptable (≥35,5).

Dans l'ensemble des zones visitées, selon les résultats du SCA, 10 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire pauvre, 35 pour cent une consommation limite et 54 pour cent un SCA acceptable. Le profil régional du SCA montre une fois de plus que les régions d'Androy, d'Anosy et d'Atsimo Antsinanana enregistrent les pourcentages les plus élevés en termes de ménages à consommation pauvre. Pour ce qui est de la région d'Atsimo Andrefana, la situation semble sortir de l'ordinaire, notamment par rapport à l'année passée. En effet, contrairement à l'année précédente, des enquêtes ont été menées au niveau des ménages dans plusieurs districts ayant des potentialités dans cette région: Morombe, Tuléar II, Beroroha et Sakaraha. En outre, l'ensemble des interventions menées dans cette région, notamment dans le district de Betioky et l'effet positif du passage du cyclone Fundi ont eu raison des problèmes alimentaires et nutritionnels graves dans cette région en période de soudure.

Graphique 18: Madagascar – Profil du SCA des ménages par région



Source: Enquête CFSAM 2014.

Les données à l'échelle des districts confirment la situation des régions d'Androy et d'Anosy, où le manioc, le maïs et les légumineuses constituent les principales denrées, du fait que les cultures de maïs et de manioc ont subi d'importants dommages suites aux problèmes climatiques (retard et insuffisance des pluies et vents secs du Sud connus sous le nom de «Tsioka Atimo») et aux problèmes sous-jacents comme les maladies des plantes et le manque d'eau pour le bétail. Dans ces régions, la cueillette des tubercules et des fruits sauvages est une activité très répandue pour compenser le déficit alimentaire.

Les districts d'AMBOASARY ATSIMO (50,7 pour cent limite et 39,4 pour cent pauvre), TSIHOMBE (40,3 pour cent limite et 39,4 pour cent pauvre), AMPANIHY (63,9 pour cent limite et 13,9 pour cent pauvre), AMBOVOMBE (40,3 pour cent limite et 34,7 pour cent pauvre), BEKILY (50,0 pour cent limite et 22,2 pour cent pauvre) et BELOHA (38,9 pour cent limite et 33,3 pour cent pauvre), enregistrent les situations les plus critiques.

Diversité du régime alimentaire des ménages

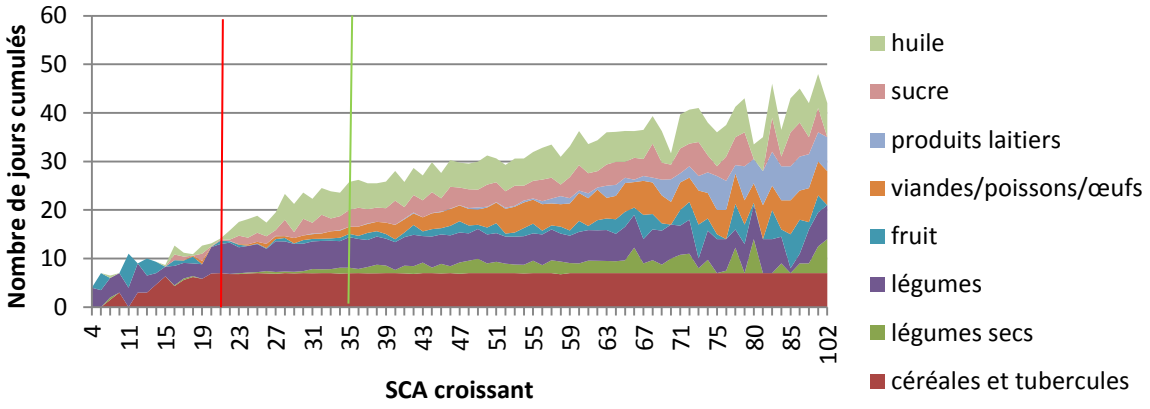
L'analyse de la qualité du régime alimentaire des ménages montre que la moyenne du nombre de jours de consommation de céréales et tubercules (riz, manioc ou maïs) ainsi de légumes est presque la même dans les trois groupes. Les différences se situent au niveau de la consommation des produits sources de protéines comme la viande, les poissons, les œufs et les légumes secs/légumineuses (comme les haricots, les pois et les arachides). En effet, les groupes ayant un SCA acceptable en consomment en moyenne deux jours de plus que les groupes ayant un SCA limite, et quatre jours de plus que ceux ayant un SCA pauvre.

Dans le groupe "pauvre", les ménages consomment quotidiennement un seul aliment de base (riz, manioc ou maïs) ainsi que des denrées d'origine végétale (brèdes ou légumes) et quelques fruits. La consommation de sources de protéines animales est très minime. La consommation de légumineuses est rare tandis que les produits laitiers sont presque absents de leur régime alimentaire. La consommation d'aliments riche en sucres et huiles survient en moyenne toutes les deux semaines. Remarquons toutefois que dans l'approche du SCA, les petites quantités ne sont pas considérées. En effet, il se pourrait que ces ménages en consomment plus régulièrement dans des quantités négligeables.

Outre la consommation de céréales et tubercules (riz, manioc ou maïs), les ménages ayant un score "limite" ont une consommation plus fréquente de brèdes et d'autres légumes (comme le cresson, l'oignon et les tomates), de sucre et d'huile (deux à quatre jours par semaine environ). Dans ce groupe, les ménages consomment en moyenne deux fois par mois des sources de protéines d'origine animale et des légumineuses.

Le groupe "acceptable" bénéficie du régime alimentaire le plus varié, avec une consommation de viandes, de poissons et d'œufs environ quatre jours par semaine. Les légumineuses sont aussi consommées fréquemment et permettent d'assurer un apport adéquat en acides aminés essentiels. Les légumes sont également consommés six jours par semaine. Pour ce qui est des aliments riches en huiles et sucres, ils en consomment très fréquemment.

Graphique 19: Madagascar - Le SCA par fréquence de consommation et groupe d'aliments



Source: Enquête CFSAM 2015.

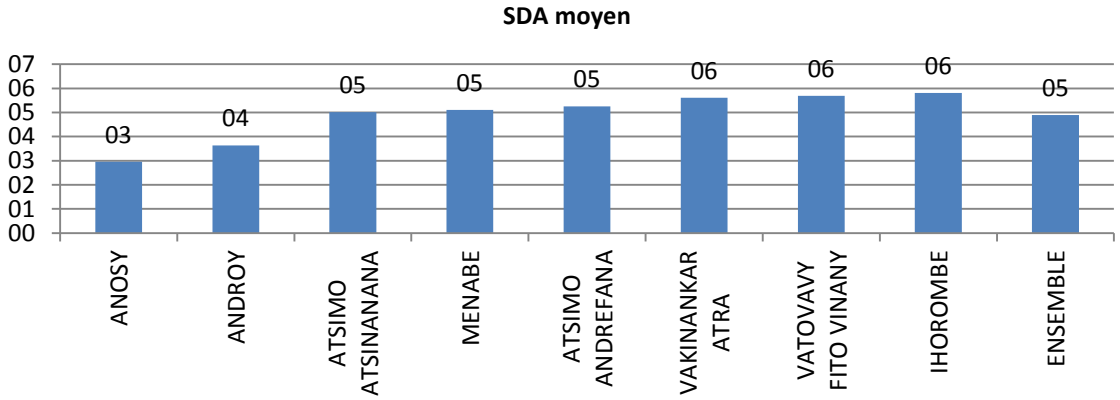
Score de diversité alimentaire

Le Score de diversité alimentaire (SDA) mesure le nombre de groupes d'aliments consommés par les ménages. Dans notre approche, nous considérons 8 groupes: les céréales et tubercules, les légumineuses, les légumes, les fruits, la viande, les produits laitiers, les produits gras et les sucres.

Le Graphique 20 montre une fois de plus que la situation dans l'Androy et l'Anosy est très préoccupante. En effet, si dans les autres régions le nombre moyen de groupes alimentaires consommés par semaine varie entre cinq et six, pour ces deux régions ce chiffre est deux fois moins important.

Notons que le choix des districts où les enquêtes au niveau des ménages ont été menées portait surtout sur les problèmes liés à la campagne agricole 2014-2015. En d'autres termes, tous ces districts ont leurs propres chocs et points faibles durant cette campagne. Malgré cette situation dans le sud, l'impact de la sécheresse est très important cette année.

Graphique 20: Madagascar – Nombre moyen de groupes alimentaires



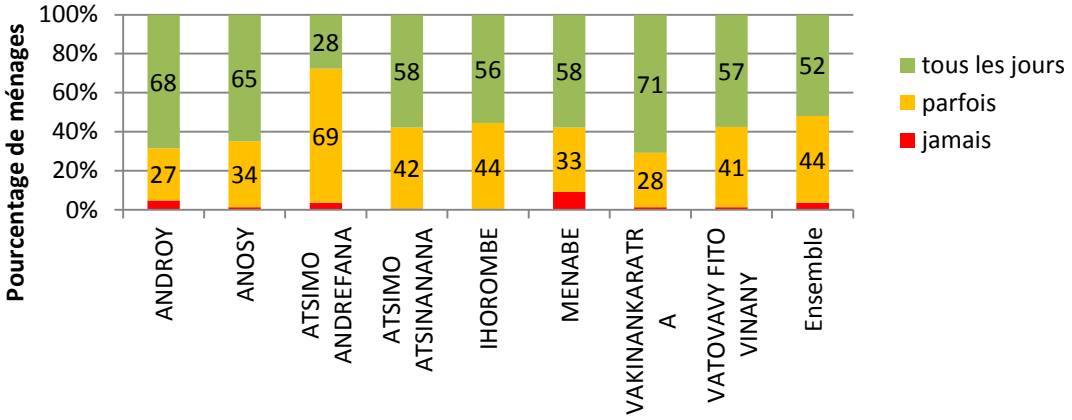
Source: Enquête CFSAM 2015.

Particulièrement pour les groupes de produits hautement nutritifs

Les nouvelles approches du PAM accordent une attention particulière aux aliments riches en vitamines A comme les fruits et légumes de couleur orange et ceux très riches en fer comme la viande et les abats, les poissons et enfin ceux riches en protéines. Notons que certains aliments sont à la fois riches en fer, en vitamine A et en protéines comme les abats constitués de foie, cœur, etc. En analysant la fréquence de consommation hebdomadaire de ces groupes d'aliments, il est possible de constater que:

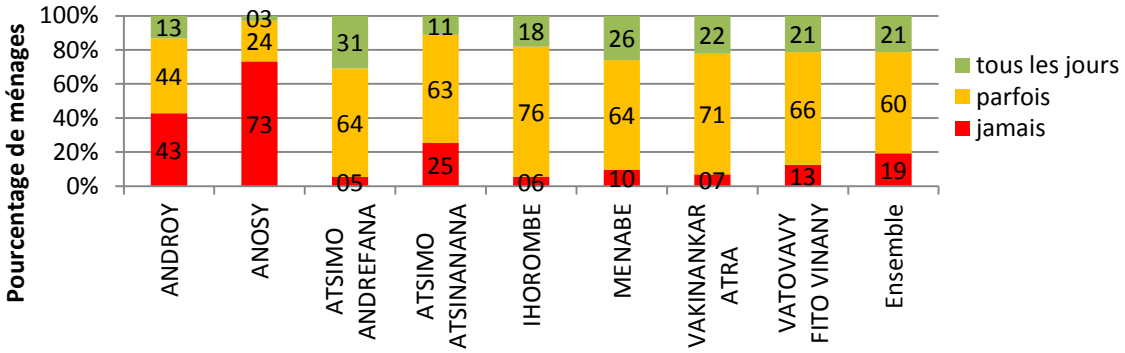
- Pour les aliments riches en vitamine A, on estime que les ménages ruraux bénéficient d'un bon accès à ces aliments surtout à travers les légumes feuilles. Dans l'ensemble des régions visitées, environ 52 pour cent des ménages en consomment tous les jours. Dans les régions de Menabe, Androy et Anosy, une frange non négligeable de la population n'a pas accès à ces aliments.
- Pour les aliments protéiniques, la situation s'inverse car les ménages qui y ont accès représentent moins du tiers de la population dans chaque région. La région d'Anosy présente la situation la plus critique avec une proportion négligeable des ménages qui bénéficie d'un accès quotidien à ce groupe d'aliments et une très forte proportion qui n'en consomme jamais.
- Concernant les aliments riches en fer, comme les poissons et les viandes, la situation est plus critique car ceux qui en consomment tous les jours constituent moins du dixième de la population. De nouveau, la région d'Anosy est dans la situation la plus critique: près de trois ménages sur quatre n'en consomment jamais.

Graphique 21: Madagascar - Accès aux aliments riches en vitamine A



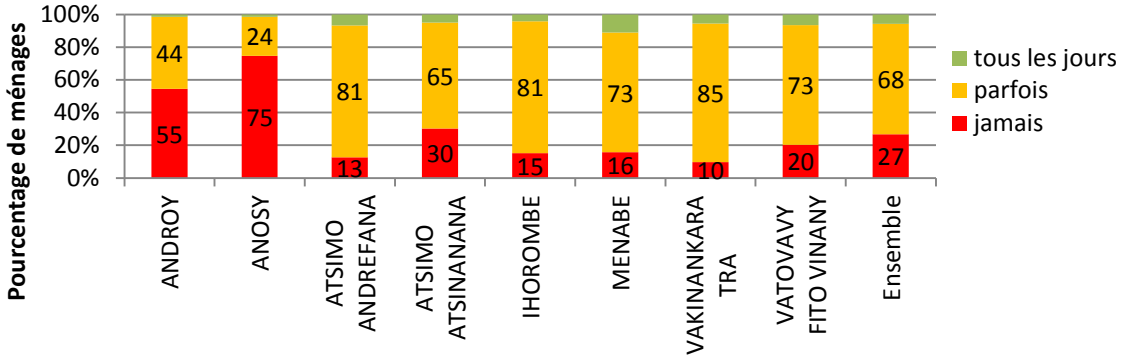
Source: Enquête CFSAM 2015.

Graphique 22: Madagascar - Accès aux aliments riches en protéines



Source: Enquête CFSAM 2015.

Graphique 23: Madagascar - Accès aux aliments riches en Fer

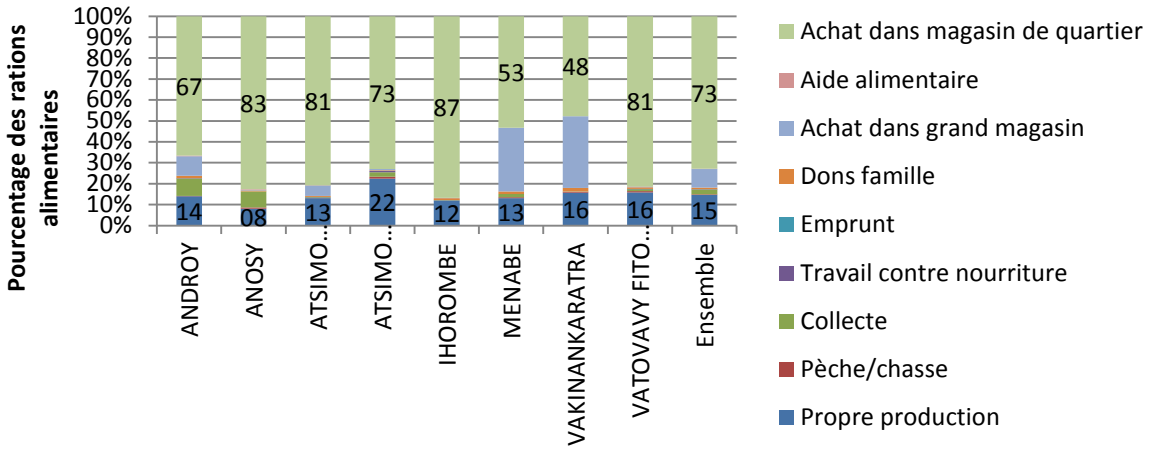


Source: Enquête CFSAM 2015.

Les principales sources de nourriture des ménages

La production propre et les achats constituent la principale source de nourriture des ménages, avec des variations selon les régions. Les résultats montrent que dans les régions d'Androy et d'Anosy, les aides alimentaires représentent une faible part des rations alimentaire. De plus, on remarque aussi l'importance de la cueillette pour subvenir aux besoins du ménage. Il s'agit surtout des aliments de disette sauvages, qui sont signes d'une urgence alimentaire dans la région.

Graphique 24: Madagascar – Principales sources de nourriture



Source: Enquête CFSAM 2015.

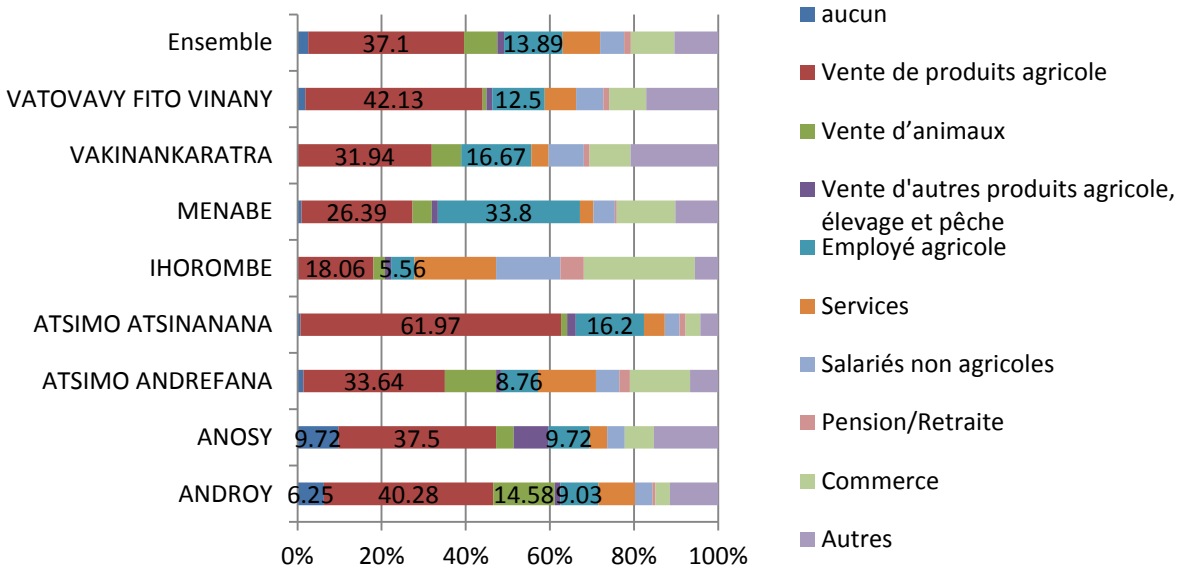
Sources de revenus et dépenses alimentaires des ménages

Principales sources de revenus

Les résultats de la présente évaluation indiquent qu'environ un tiers des ménages (37 pour cent) dans l'ensemble des zones enquêtées dépendent de la «vente de produits agricoles» comme principale source de revenus. Les ventes d'animaux (7,87 pour cent) sont également importantes, surtout au cours de la période de fête nationale. Notons toutefois que seule une faible partie des ménages sont dirigés par un éleveur (emploi principal du chef de ménage), cette activité étant une activité secondaire pour les autres membres des ménages. En outre, on remarque aussi le grand nombre de ménages dont le revenu principal est constitué soit des bénéfices tirés du commerce (10,38 pour cent), soit du salaire généré par les activités agricoles chez les autres exploitants (13,89 pour cent). Par contre, dans les régions d'Anosy et d'Androy la part des ménages n'ayant pas de revenu n'est pas négligeable, respectivement 9,72 pour cent et 6,25 pour cent.

C'est dans les régions d'Androy et d'Atsimo Andrefana que l'on trouve le plus de ménages qui vendent des animaux comme principal source de revenu. Ce phénomène a été souligné lors d'une étude approfondie sur l'insécurité alimentaire dans la région au mois de mars. On remarque aussi une proportion importante de la population (40,74 pour cent) qui ne bénéficiait pas d'une deuxième source de revenu durant le dernier mois avant l'enquête. Les régions d'Anosy et d'Androy présentent une fois de plus les situations les plus critiques, puisque ces ménages y représentent presque la moitié de la population. Parmi les ménages qui ont au moins deux sources de revenus, ce sont les ventes de produits agricoles et d'animaux qui constituent la deuxième source de revenu des ménages.

Graphique 25: Madagascar - Principales sources de revenues



Source: Enquête CFSAM 2015.

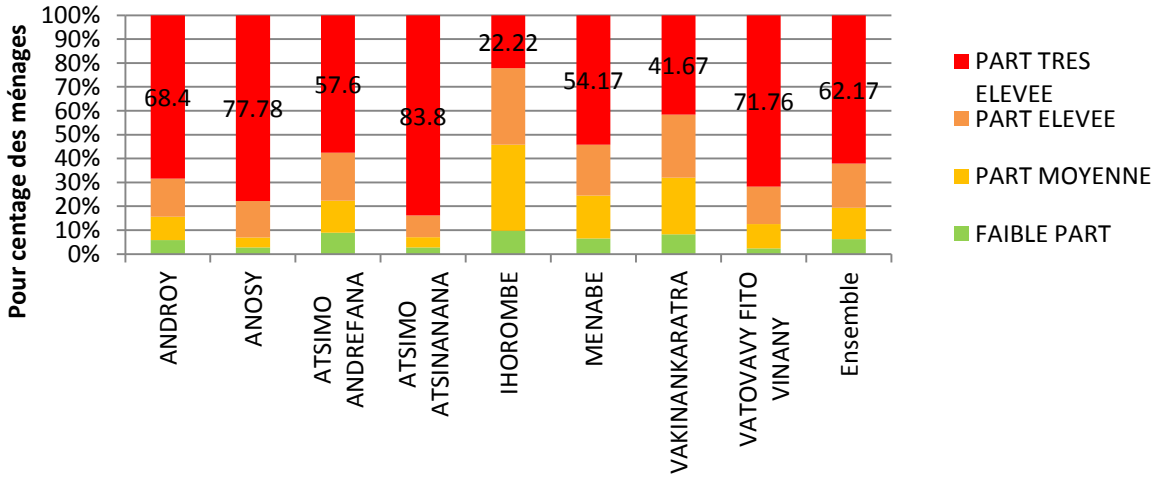
Niveau de dépenses alimentaires

Parmi les 8 régions dans lesquelles des enquêtes ont été menées, nous distinguons les régions de Vatovavy Fitovinany, Androy, Anosy et Atsimo Atsinanana comme les régions où les niveaux des dépenses (alimentaires et non-alimentaires) sont faibles (inférieures à la moyenne de MGA 164 000 en moyenne par mois et par ménage) et la région de Vakinankaratra où ce niveau dépasse le seuil des MGA 250 000.

Sur la totalité des régions enquêtées, environ 62 pour cent des ménages ont indiqué que leurs dépenses alimentaires représentient 75 pour cent de leurs dépenses totales. Environ 19 pour cent des ménages consacraient entre 65 et 75 pour cent du total de leurs dépenses aux dépenses alimentaires, et 13 pour cent y consacraient entre 50 et 65 pour cent de leurs dépenses totales.

C'est surtout dans la région d'Anosy que l'on constate la part la plus élevée (77,78 pour cent) de ménages vulnérables, dont les dépenses alimentaires constituent plus de 75 pour cent des dépenses totales. Cela témoigne encore une fois du niveau d'insécurité alimentaire très caractéristique dans cette région. La région de Vatovavy Fitovinany présente aussi un pourcentage (71,76 pour cent) assez élevé de ménages qui entrent dans cette catégorie. Cette zone a été frappée par la tempête tropicale Chedza en février.

Graphique 26: Madagascar - Proportion des ménages selon l'importance des dépenses alimentaires sur le total des dépenses



Source: Enquête CFSAM 2015.

Ration journalière et stocks alimentaires des ménages

L'aliment de base préféré des malgaches reste le riz. On note toutefois une part non négligeable de ménages qui préfèrent le maïs à la place du riz dans la région de Vakinankaratra. Par contre, dans la région d'Androy, le riz est presque inexistant dans la ration journalière des ménages et fait place au manioc et au maïs, même si la quasi-totalité de la population préfère le riz qui est un produit de luxe dans cette région. Dans la région d'Atsimo Andrefana, seulement 60 pour cent des ménages indiquent le riz comme principal aliment de base, le manioc et le maïs y sont aussi très consommés. Dans la région d'Atsimo Atsinanana, le manioc représente pour presque la moitié de la population la principale denrée, même si la préférence de la population tend toujours vers le riz. Cette situation montre l'importance de mettre en place des solutions en termes de politiques nutritionnelles, car elle pourrait-être à l'origine de phénomènes de malnutrition.

On constate une situation inquiétante dans la région d'Androy par rapport aux changements du comportement alimentaire journalier des ménages avant et après la récolte. En effet, si dans la plupart des cas, la récolte tend à augmenter la fréquence des repas dans une journée, on remarque une proportion importante des ménages qui ont une seule ration par jour exactement comme avant la récolte. Cela témoigne de la courte durée des stocks des ménages.

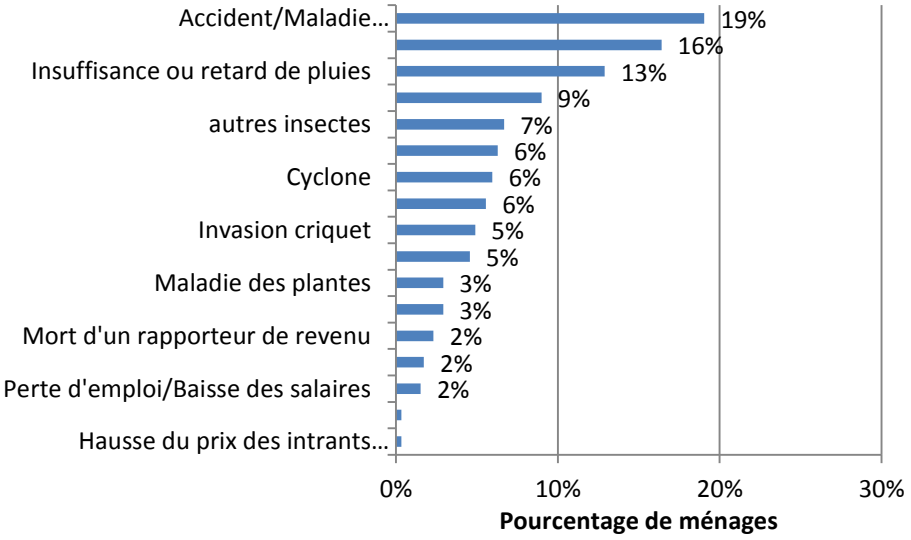
Concernant les stocks alimentaires des ménages provenant de cette campagne, on décèle une situation inquiétante dans les régions d'Anosy et d'Androy car respectivement 46 pour cent et 45 pour cent des récoltes ne dépasseraient pas 1 mois même si la totalité de ces récoltes étaient entièrement consommées. De plus, la part des ménages qui ont bénéficié de récoltes acceptables est infime. Cela est d'autant plus inquiétant que la diversification du revenu n'est pas très importante dans ces deux régions.

Les principaux chocs et stratégies de survie adoptées par les ménages

Les principaux chocs subis par les ménages

Le graphique suivant résume l'incidence des chocs ressentis par les ménages. Il en ressort que ce sont les accidents et les maladies qui sont les plus cités car environ un quart des ménages les ont ressentis. Les problèmes pluviométriques (inondations/retard ou insuffisance des pluies) viennent ensuite. Les criquets sont cités par 4,9 pour cent des ménages, même si cela ne représente pas réellement le taux d'attaque au niveau des cultures. En effet, les criquets (sans distinction entre les deux espèces, criquet migrateur et criquet nomade) ne sont pas forcément considérés comme un choc car certains ménages les récoltent pour les vendre ou les consomment (surtout les criquets nomades). Néanmoins, cela illustre déjà l'efficacité de cette deuxième campagne antiacridienne ajoutée à celle de l'année passée (10 pour cent des ménages avaient cité les criquets comme étant un choc rigoureux).

Graphique 27: Madagascar - Incidence des chocs

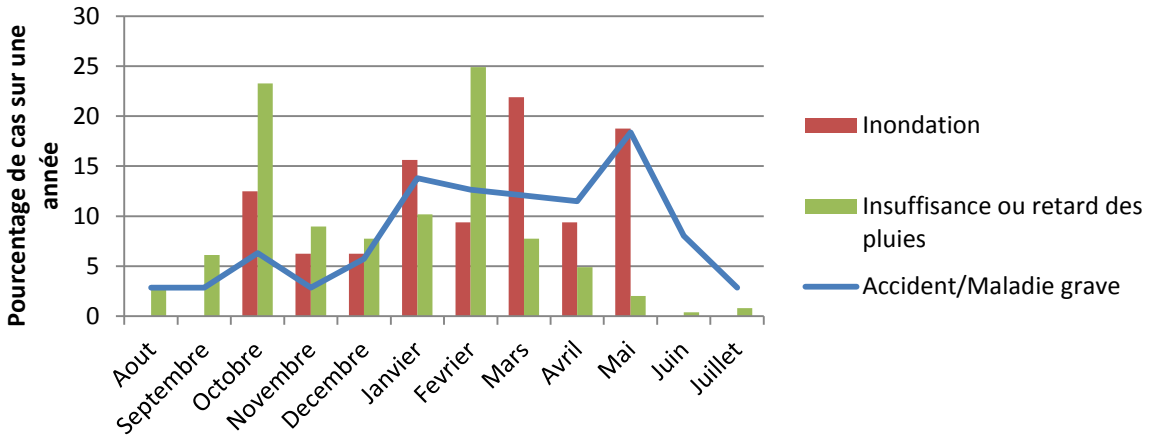


Source: Enquête CFSAM 2015.

En considérant tous les chocs énumérés par les ménages, on constate que c'est surtout durant la période de janvier à mars 2015 que les ménages ont le plus souffert des chocs. Le Graphique 28 qui distingue les différents types de chocs, montre que les trois principaux chocs coïncident avec la période de soudure. Toutefois, c'est surtout au mois de mai que les maladies se concentrent.

Lorsque ces chocs se produisent dans ces périodes, leurs impacts tendent encore à s'aggraver dans les mois qui suivent car ces derniers agissent soit sur la productivité et le stock des ménages, soit sur leurs revenus et leurs moyens de subsistances, et forcent les ménages à brader leurs petits bétails ou à s'endetter davantage.

Graphique 28: Madagascar - Répartition annuelle des chocs: inondation, insuffisance des pluies, et accidents/maladies entre juillet 2014 et juin 2015



Source: Enquête CFSAM 2015.

Phénomène de décapitalisation du cheptel

En analysant l'évolution du cheptel des ménages, nous constatons que:

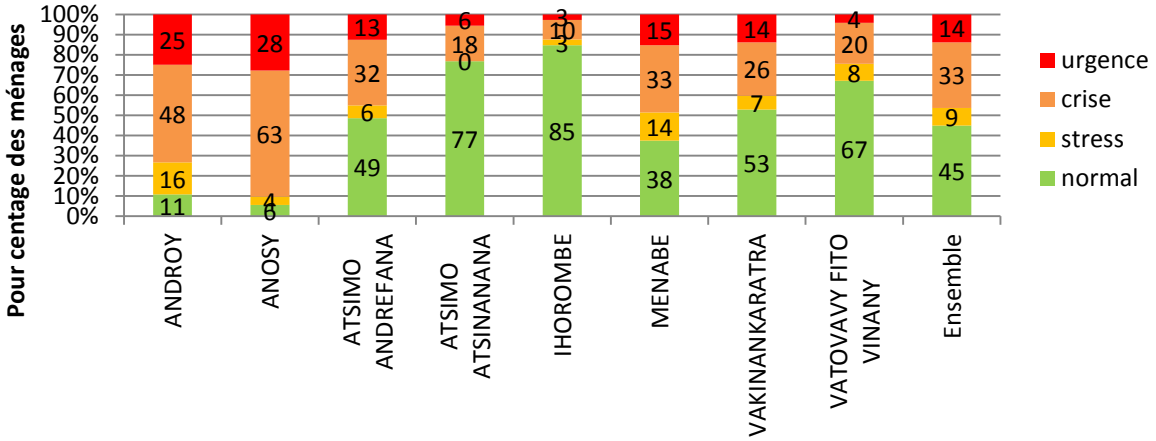
- Pour ce qui concerne les volailles, en comparant les effectifs au début et à la fin de la campagne, on constate qu'une forte proportion de ménages (66 pour cent) ont connu une déperdition. La principale raison de cette diminution d'effectif est la vente de volailles, mais elle résulte également de phénomènes de pertes, de maladies et de vols. Cela témoigne surtout de l'importance de l'élevage avicole dans l'économie locale mais aussi de sa nature extensive et traditionnelle. Les régions d'Anosy et d'Atsimo Atsinanana sont celles où l'on retrouve le plus fort taux de déperdition de volaille. Notons que la majorité des ménages enquêtés possèdent au moins un animal de type volaille.
- Pour l'élevage des porcins et des petits ruminants, qui constituent une méthode commune d'épargne pour les ménages ruraux mais aussi une source de revenu importante, nous estimons que le taux de déperdition varie entre 10 pour cent pour les porcs et les moutons et 17 pour cent pour les chèvres. C'est dans les régions d'Anosy et d'Androy que l'on constate les plus importants taux de décapitalisation des petits ruminants, pour les élevages porcins c'est dans la région de Vakinankaratra que le taux de déperdition est le plus élevé. Il est important de remarquer que parmi les ménages qui n'ont pas eu de cas de déperdition figurent ceux qui ne pratiquent pas ces spéculations. Par conséquent, en se concentrant sur le sous-ensemble des éleveurs, on peut déterminer les taux réels de déperdition: pour le porc (58 pour cent); pour le mouton (78 pour cent) et pour la chèvre (83 pour cent).
- Enfin, pour le cheptel bovin, on estime que dans l'ensemble des zones visitées, la moitié des ménages possédait au moins une unité bovine au cours de cette campagne. Parmi les éleveurs de bœufs, environ 63 pour cent ont subi une diminution de leurs cheptels bovins au cours de cette campagne. Les deux principales manifestations de cette diminution sont la vente et les vols. Ce constat est très critique, surtout qu'en se référant au niveau des prix lors de la vente, on constate que ceux-ci ne sont généralement pas en faveur des éleveurs. C'est surtout dans les régions d'Androy et d'Anosy que ces phénomènes sont les plus importants.

Les stratégies de survie

Deux indicateurs de survie ont été calculés pour cette année: l'Indice des stratégies d'adaptation (CSI – *Coping Strategy Index*) et le CSI réduit.

Le CSI permet de quantifier l'intensité des stratégies de survie adoptées par les ménages en les catégorisant en 4 situations: normal (les ménages n'ont pas besoin de recourir à des stratégies), stress (les ménages ont recouru à des ventes d'actifs non productifs ou de petits bétails, utiliser leur épargne ou emprunter de l'argent/nourriture, etc.), crise (les ménages vendent des actifs productifs ou empêchent les enfants d'aller à l'école pour subvenir à leurs besoins, etc.) et enfin urgence (les ménages recourent à des stratégies pouvant impacter de façon très significative leurs moyens de subsistance comme la vente des terres/maisons, la migration, …ou qui nuisent à leur dignité comme mendier, activités illicites, etc.)

Graphique 29: Madagascar - Répartition des ménages selon les différents niveaux de stratégies de survie liées aux moyens de subsistances

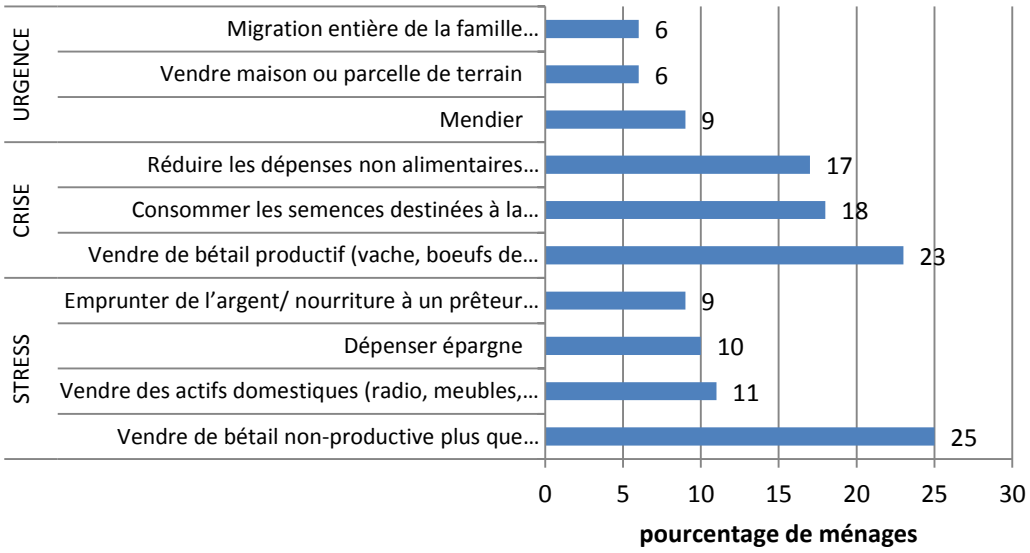


Source: Enquête CFSAM 2015.

On constate que c'est dans les régions d'Anosy et d'Androy que les parts des ménages en situation d'«urgence» sont les plus élevés, respectivement de l'ordre de 28 et 25 pour cent. Par rapport à l'année passée, on remarque une forte baisse de cette proportion dans la région d'Atsimo Andrefana en raison des bienfaits du passage du cyclone Fundi en mars dans la zone.

Les 10 principales pratiques catégorisées par ordre d'intensité et d'importance sont résumées dans le graphique suivant:

Graphique 30: Madagascar - Les stratégies de survies liées aux moyens de subsistances pratiquées par les ménages pour faire face aux problèmes d'accès à la nourriture



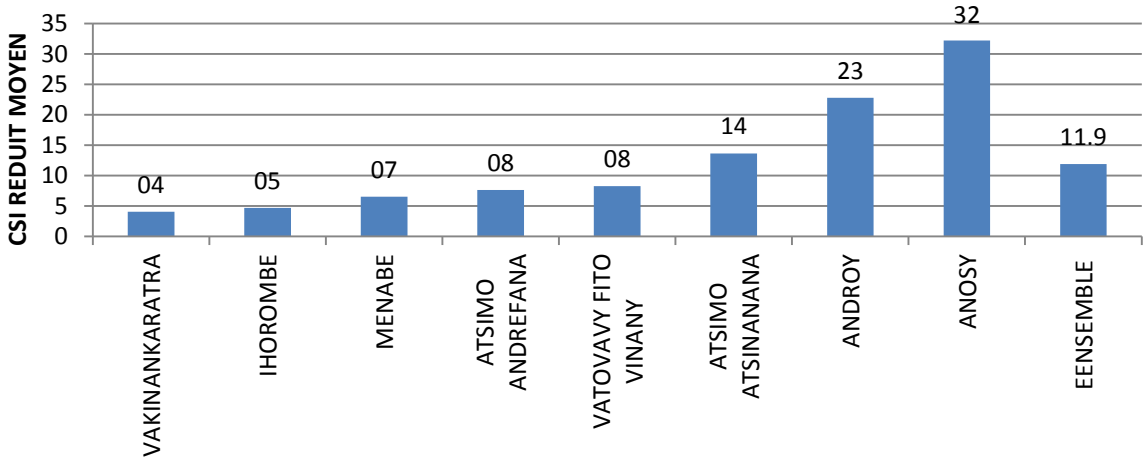
Source: Enquête CFSAM 2015.

Le CSI réduit est, quant à lui, calculé sur la base de cinq stratégies de survie liées à la consommation alimentaire: i) achat d'aliments les moins préférés et les moins chers; ii) réduction du nombre de repas par jour; iii) réduction de la consommation alimentaire des adultes pour prioriser celle des jeunes enfants, iv) restriction des repas en quantité; v) emprunt de nourriture ou sollicitation de l'aide de proches. Plus l'indice est élevé, plus les ménages font appel à ces stratégies liées à l'alimentation et sont susceptibles de connaître une dégradation de leur sécurité alimentaire.

L'achat d'aliments les moins préférés et les moins chers (deux jours par semaine en moyenne) a été la stratégie de survie la plus fréquemment adoptée par les ménages sur les sept derniers jours précédant l'enquête. En second lieu, les ménages procèdent à une réduction en quantité de la portion alimentaire à chaque repas (deux jours par semaine en moyenne). En revanche, l'emprunt de nourriture ou la sollicitation des proches concernent peu de ménages.

Le CSI réduit varie selon les régions: dans la région d'Anosy et d'Androy, le niveau moyen est très élevé par rapport aux autres zones visitées, notamment Vakinankaratra et Ihorombe où il est au plus bas.

Graphique 31: Madagascar - Indice des stratégies de survie des ménages



Source: Enquête CFSAM 2015.

Prévalence des ménages en insécurité alimentaire

La prévalence de l'insécurité alimentaire été calculée sur la base du score de consommation alimentaire des 7 derniers jours, la proportion des dépenses alimentaires et les principales stratégies de survie adoptées par les ménages pendant les 30 jours avant l'enquête.

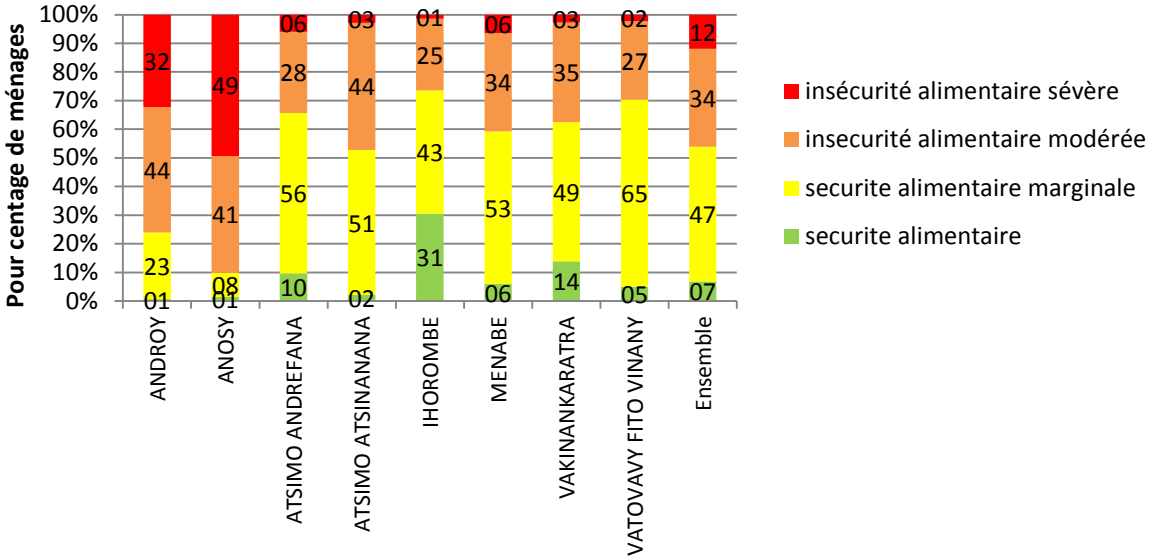
Un ménage est considéré en situation d'insécurité alimentaire sévère si l'une des trois dimensions suivantes est à l'extrême et les deux autres à des niveaux moins extrêmes:

- Il a un faible accès à la nourriture (SCA pauvre ou limite).
- Il est très vulnérable aux chocs car la part de ses dépenses consacrées à l'alimentation est élevée, voire très élevée.
- Il a adopté des stratégies de survie d'urgence ou de crise.

Bien entendu, le cas le plus extrême d'insécurité alimentaire sévère survient lorsqu'un ménage a un SCA pauvre, une part très élevée de dépenses alimentaires et a pratiqué des stratégies de survie d'urgence. Ils ont besoin d'assistance d'urgence en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle et ont besoin d'assistance en termes de moyens de subsistance.

Selon les résultats de l'enquête CFSAM 2015, les taux d'insécurité alimentaire dans l'ensemble des zones enquêtées sont les suivants: 11,9 pour cent des ménages ruraux en insécurité alimentaire sévère, 34,2 pour cent en insécurité alimentaire modérée, 47,0 pour cent à risque. Ainsi, le taux d'insécurité alimentaire (sévère et modérée) concerne au total 46,1 pour cent des ménages de la zone d'enquête.

Graphique 32: Madagascar - Classification des ménages selon leur niveau d'insécurité alimentaire



Source: Enquête CFSAM 2015.

Au niveau régional, la prévalence des ménages en insécurité alimentaire sévère est plus élevée dans le sud du pays. Les régions les plus touchées sont Anosy et Androy: respectivement 49,3 pour cent et 32,3 pour cent des ménages. Les régions d'Atsimo Andrefana et de Menabe sont aussi touchées par ce phénomène mais dans une moindre mesure, avec des taux respectifs de 6,0 pour cent et 6,5 pour cent. Dans les autres régions, le taux reste à un niveau relativement bas.

Si l'on tient compte des ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée, on obtient le taux d'insécurité alimentaire global: Anosy (90,2 pour cent), Androy (76,2 pour cent), Atsimo Atsinanana (47,2 pour cent), Menabe (40,7 pour cent). Cela montre une fois de plus la situation critique des deux régions d'Anosy et d'Androy. La situation dans la région d'Atsimo Atsinanana n'est pas non plus à négliger, car si le taux d'insécurité alimentaire sévère est très faible, lorsque l'on additionne les deux catégories d'insécurité alimentaire, le taux est élevé.

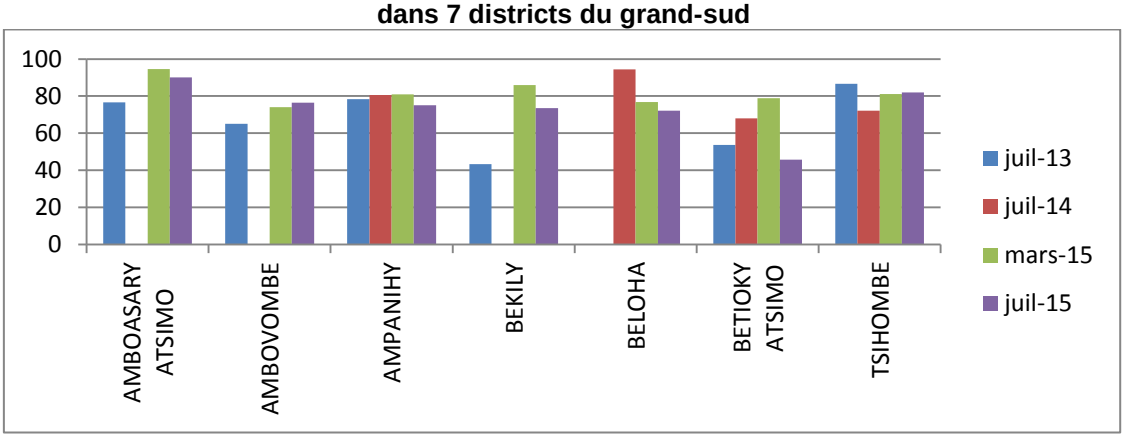
Au niveau des districts, si l'on tient compte de la taille de chaque ménage afin d'estimer le nombre de personnes en insécurité alimentaire, il est possible de dresser le Tableau 3 suivant qui résume les estimations.

Dans l'ensemble des zones visitées, on estime qu'environ **1 434 079** personnes sont en situation d'insécurité alimentaire modérée (IAM) et **459 319** autres en situation d'insécurité alimentaire sévère (IAS), soit un total de **1 893 398** personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire (IA).

En se limitant aux 7 districts du sud ayant fait l'objet d'une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire en mars: Bekily, Beloha, Tsihombe, Ambovombe, Ampanihy, Betioky et Amboasary, les estimations sont les suivantes: **IAM 650 852** personnes et **IAS 390 891** personnes soit un total de **1 041 742** personnes en **IA**. En mars, on estimait que **579 000** personnes étaient en **IAS**. L'explication de cette différence repose sur quatre grands facteurs

- La période de récolte et des festivités: durant ces périodes la consommation ainsi que les stratégies de survie sont au vert.
- Le passage du cyclone Fundi qui a été bénéfique pour Betioky et une partie d'Ampanihy.
- Différences méthodologiques: l'échantillonnage est différent pour les deux enquêtes.
- L'efficacité de certaines interventions: plusieurs interventions humanitaires, de résilience et de développement y sont menées.

Encadré 1: Madagascar - Evolution du taux d'insécurité alimentaire globale dans 7 districts du grand-sud



Source: CFSAM 2015.

En dépits des lacunes des données, des tendances se dressent dans chaque district:

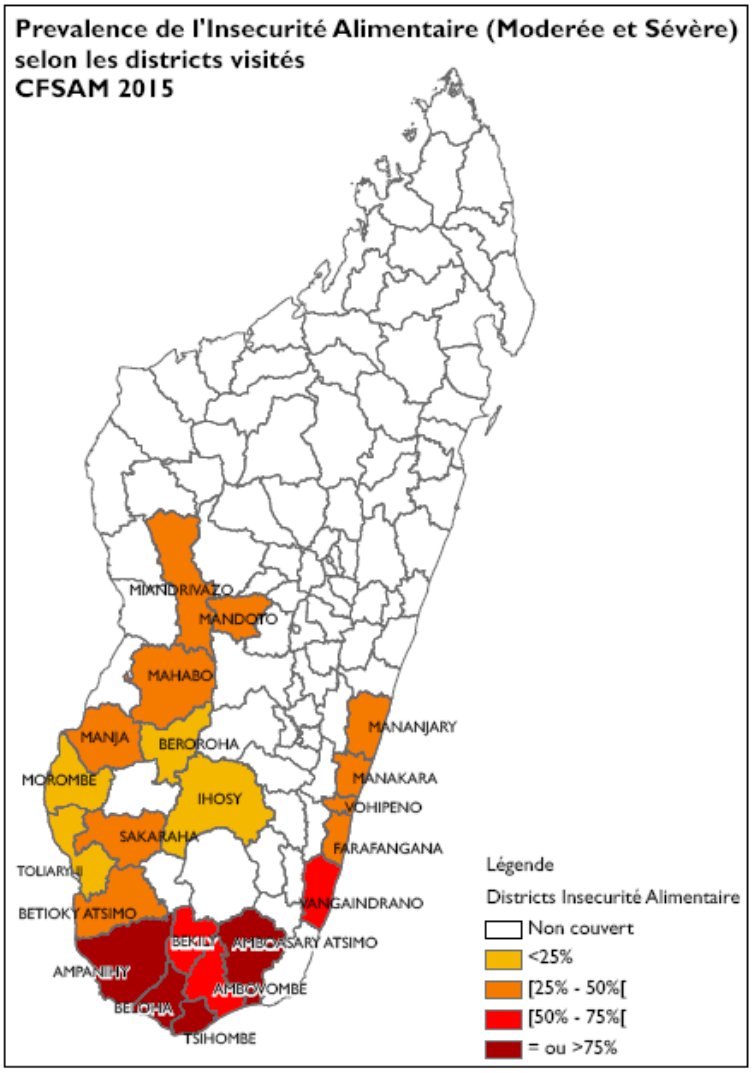
- Pour Amboasary: la situation reste très grave même si la situation s'est légèrement améliorée en juillet 2015. La récolte n'a quasiment rien changé.
- Pour Ambovombe: quoique ce district abrite le chef-lieu de la région, on remarque une détérioration graduelle de la situation, même après la période de récolte. Cette situation est très critique.
- Pour Ampanihy et Tsihombe: l'insécurité alimentaire est élevée et chronique.
- Pour Bekily: compte tenu de ses potentialités agricoles, en 2013 les ménages ont pu résister aux principaux chocs. Par contre, la combinaison de l'invasion acridienne et de la sécheresse continue depuis 2014 et en 2015 a engendré une aggravation très importante de la situation. Cette aggravation a été légèrement atténuée par les interventions humanitaires.
- Pour Beloha: en 2014, la combinaison de l'invasion acridienne très intense et la sécheresse est à l'origine d'une situation très critique. Cette situation s'est graduellement amélioré en parallèle des interventions.
- Pour Betioky, la situation s'est dégradée depuis 2013, toutefois, elle s'est significativement redressée grâce aux différentes interventions et au passage du cyclone Chedza. En 2013, le cyclone Haruna a apportée presque les mêmes bénéfices.

Tableau 3: Madagascar - Taux d'insécurité alimentaire par district et estimation de la population en insécurité alimentaire

Districts	Pourcentage d'individus en insécurité alimentaire modérée	Pourcentage d'individus en insécurité alimentaire sévère	Population rurale	Population en insécurité alimentaire modérée	Population en insécurité alimentaire sévère	Population en insécurité alimentaire
AMBOASARY ATSIMO	39,51	52,25	159 662	63 083	8 3424	146 506
AMPANIHY	55,86	19,4	313 290	175 004	6 0778	235 782
BEKILY	49,39	24,39	262 946	129 869	6 4133	194 002
BELOHA	31,3	46,14	102 541	32 095	4 7312	79 407
BEROROHA	7,89	0	48 215	3 804	0	3 804
BETIOKY ATSIMO	39,03	6,7	154 498	60 301	10 351	70 652
FARAFANGANA	35,82	2,32	331 408	118 710	7 689	126 399
IHOSY	23,31	1,5	185 419	43 221	2 781	46 002
MAHABO	28,08	9,11	132 950	37 332	12 112	49 444
MANAKARA	25,42	2,16	350 739	89 158	7 576	96 734
MANANJARY	24,33	1,48	301 226	73 288	4 458	77 746
MANDOTO	35,53	3,05	128 302	45 586	3 913	49 499
MANJA	37,08	11	64 307	23 845	7 074	30 919
MIANDRIVAZO	27,42	2,15	118 180	32 405	2 541	34 946
MOROMBE	19,49	2,82	104 582	20 383	2 949	23 332
SAKARAHA	26,87	4,21	84 954	22 827	3 577	26 404
TOLIARA II	24,31	0	278 796	67 775	0	67 775
TSIHOMBE	42,37	40,65	127 106	53 855	51 669	105 524
VANGAINDRANO	51,16	3,47	314 281	160 786	10 906	171 692
VOHIPENO	31,08	2,01	141 915	44 107	2 853	46 960
ENSEMBLE	**35,82**	**11,47**	**4 003 343**	**1 434 079**	**459 319**	**1 893 398**

Source: Enquête CFSAM 2015.

Carte 3: Madagascar – Prévalence de l'insécurité alimentaire (modérée et sévère) selon les districts visités



Source: Enquête CFSAM 2015.

Profil et déterminants de l'insécurité alimentaire dans l'ensemble des zones visitées

Insécurité alimentaire et sexe du chef de ménage

L'insécurité alimentaire sévère ou modérée est tributaire du genre du chef de ménage: les ménages dirigés par des femmes sont plus vulnérables. Ces ménages doivent-être privilégiés. De plus, ils ne représentent que 14 pour cent des ménages.

Tableau 4: Madagascar - Insécurité alimentaire et sexe du chef de ménage (pour cent)

Sexe	IAM	IAS	IA	Structure
Homme	33,57	10,35	43,92	85,93
Femme	38,24	19,75	57,99	14,07

Source: Enquête CFSAM 2015.

Insécurité alimentaire et taille du ménage

Le taux d'insécurité alimentaire global s'accroit en fonction de la taille du ménage. Par contre, les ménages unipersonnels sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire sévère. En conséquence, les ménages n'ayant pas de force de travail et les ménages de grandes tailles (plus de bouches à nourrir) doivent-être pris en compte lors du ciblage des plus vulnérables.

Tableau 5: Madagascar - Insécurité alimentaire et taille du ménage (pour cent)

Taille du ménage	IAM	IAS	IA	Structure
unipersonnel	14,29	21,43	35,72	1,23
2 à 4 personnes	34,96	9,53	44,49	34,64
5 à 7 personnes	33,67	10,2	43,87	41,34
8 à 10 personnes	35,81	15,88	51,69	16,01
plus de 10 personnes	32,62	17,73	50,35	6,78

Source: Enquête CFSAM 2015.

Insécurité alimentaire et âge du chef de ménage

Le taux d'insécurité alimentaire sévère s'accroit avec l'âge du chef de ménage. Toutefois, en tenant compte des différentes catégories de ménages, l'on constate qu'à la fois, les ménages dirigés par les très jeunes et ceux dirigés par les plus vieux sont ceux qui sont les plus vulnérables.

Tableau 6: Madagascar - Insécurité alimentaire et âge du chef de ménage (pour cent)

Age	IAM	IAS	IA	Structure
moins de 25 ans	42,22	10,37	52,59	6,76
26 à 45 ans	32,54	11,44	43,98	42,96
46 à 65 ans	33,51	11,41	44,92	41,56
plus de 65 ans	37,41	17,99	55,4	8,72

Source: Enquête CFSAM 2015.

Insécurité alimentaire et statut matrimonial du chef de ménage

C'est chez les ménages dirigés par les célibataires que le taux d'insécurité alimentaire global est le plus élevé. Remarquons toutefois, cela n'est pas très significatif étant donné qu'ils représentent une part minime des ménages, et que dans ce type de ménage le taux d'insécurité alimentaire sévère est nul. Par contre, pour ceux dirigés par les divorcés et les veufs, la tendance est très marquée: ils sont plus vulnérables à la fois à l'insécurité alimentaire sévère et modérée.

Tableau 7: Madagascar - Insécurité alimentaire et statut matrimonial du chef de ménage (pour cent)

Statut matrimonial	IAM	IAS	IA	Structure
Marié(e)	33,17	10,81	43,98	84,19
Divorcé(e)/veuf (ve)	37,01	18,5	55,51	14,46
Célibataire	58,33	0	58,33	1,35

Source: Enquête CFSAM 2015.

Insécurité alimentaire et éducation du chef de ménage

La chance d'échapper à l'insécurité alimentaire qu'elle soit sévère ou modérée s'accroit avec le niveau d'éducation du chef de ménage. L'éducation reste toujours l'une des plus importantes manières de contrôler ce phénomène. Ainsi, lors des ciblages, a caractéristiques identiques, les ménages ayant un niveau d'éducation moins élevé doivent être privilégiés.

Tableau 8: Madagascar - Insécurité alimentaire et éducation du chef de ménage (pour cent)

Éducation	IAM	IAS	IA	Structure
N'a jamais été scolarisé	42,36	21,76	64,12	19,34
Primaire	35,36	11,18	46,54	42,62
Secondaire I	27,84	5,5	33,34	23,52
Secondaire II	21,83	1,41	23,24	11,6
Université	15	0	15	2,17
Formation professionnelle	0	0	0	0,2
Alphabétisation indépendante	18,18	0	18,18	0,53

Source: Enquête CFSAM 2015.

Insécurité alimentaire et emploi du chef de ménage

Les ménages les plus vulnérables sont ceux dirigés par un individu qui n'a pas suffisamment de ressources pour pratiquer plusieurs activités et qui par conséquent ne pratique que du petit commerce ou dépend du salariat agricole. En revanche, les ménages les moins vulnérables sont ceux qui ont des emplois stables et ceux qui pratiquent l'agriculture à grande échelle grâce à la possession de moyens de production.

Tableau 9: Madagascar - Insécurité alimentaire et emploi du chef de ménage (pour cent)

Emploi	IAM	IAS	IA	Structure
Agriculture pure	32,51	9,47	41,98	16,32
Agropastorale	36,68	10,92	47,6	15,38
Agrimixte	33,33	13,27	46,6	62,32
Élevage pur	50	0	50	0,27
Pêche pure	50	0	50	0,13
Commerce pur	54,55	18,18	72,73	0,74
Salariat agricole pur	42,86	14,29	57,15	0,47
Service public pur	27,27	0	27,27	1,48
Autres	30,23	9,3	39,53	2,89

Source: Enquête CFSAM 2015.

Insécurité alimentaire et possession de maisons

Paradoxalement, ceux qui ne sont pas propriétaires de leurs habitations ont beaucoup plus de chances d'échapper à l'insécurité alimentaire. Toutefois, il convient de tenir compte du fait que ce sont des populations rurales dont il s'agit. En effet, ceux qui ne sont pas propriétaires de leurs maisons sont ceux qui sont capables de louer et qui sont généralement des personnes riches et qui occupent des emplois non agricoles ou ceux qui en bénéficient gratuitement et qui peuvent économiser et investir dans d'autres domaines.

Tableau 10: Madagascar - Insécurité alimentaire et possession de maisons (pour cent)

Possession de maison	IAM	IAS	IA	Structure
Non	26,79	5,36	32,15	8,72
Oui	34,81	12,46	47,27	91,28

Source: Enquête CFSAM 2015.

Insécurité alimentaire et indice de richesse

C'est surtout par rapport à l'indice de richesse que la corrélation avec la sécurité alimentaire est la plus forte. Cet indice est calculé en tenant compte de plusieurs facteurs liés aux biens des ménages et à leurs habitats. Plus un ménage est riche en termes de biens et d'habitat, plus il faut l'écarter lors des ciblages des plus vulnérables.

Tableau 11: Madagascar - Insécurité alimentaire et indice de richesse (pour cent)

Indice de richesse	IAM	IAS	IA	Structure
25% pauvre	44,85	16,57	61,42	24,9
25% moins pauvre	30,27	11,62	41,89	24,98
25% moins riche	29,18	7,9	37,08	24,98
25% riche	26,94	8,86	35,8	25,14

Source: Enquête CFSAM 2015.

Insécurité alimentaire et accès aux marchés

Les ménages qui n'ont pas accès aux marchés à causes de problèmes logistiques, d'éloignement ou d'enclavement ont tendance à tomber dans les filets de l'insécurité alimentaire. Notons toutefois que ces différences ne sont pas importantes.

Tableau 12: Madagascar - Insécurité alimentaire et accès aux marchés (pour cent)

Accès au marché	IAM	IAS	IA	Structure
Non	37,65	13,82	51,47	22,49
Oui	33,22	11,36	44,58	77,51

Source: Enquête CFSAM 2015.

Sécurité alimentaire et durée des stocks

De tout évidence, les performances agricoles se répercutent sur la sécurité alimentaire des ménages. Ceux qui connaissent une mauvaise campagne et ne peuvent reconstituer leurs stocks se retrouvent plus rapidement dans l'insécurité alimentaire car ils risquent de diminuer davantage leurs dépenses alimentaires ou de pratiquer des stratégies de survie de plus en plus sévères.

Tableau 13: Madagascar - Insécurité alimentaire et durée des stocks (pour cent)

Durée de stock	IAM	IAS	IA	Structure
Moins de 1 mois	42,35	32,14	74,49	12,99
2 à 3 mois	36,67	19,44	56,11	11,99
4 à 5 mois	37,97	17,09	55,06	10,47
6 mois et plus	31,42	5,18	36,6	58,85
Ne pratique pas l'agriculture	32,56	10,47	43,03	5,7

Source: Enquête CFSAM 2015.

Profil des ménages en insécurité alimentaire

Comme mentionné précédemment, les ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère sont très divers. Par conséquent, les types d'interventions pertinents doivent-être adaptés à la nature du phénomène d'insécurité alimentaire sévère. Pour cela nous allons distinguer trois catégories:

- Les ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère la plus extrême

Ce sont les ménages qui ont à la fois un SCA pauvre, une part très élevée de dépenses alimentaires et ont pratiqué des stratégies de survie d'urgence. Ils ont besoin d'une assistance d'urgence en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle et ont besoin d'assistance en termes de moyens de subsistance.

Ils représentent environ 2 pour cent des ménages dans l'ensemble de la zone d'enquête. Toutefois, ils sont presque tous concentrés dans les régions d'Anosy et d'Androy où ils représentent respectivement 11 et 5 pour cent des ménages. En termes de populations, dans les 4 districts: Amboasary Atsimo, Beloha, Ambovombe et Tsihombe, on estime à environ 52 027 le nombre de personnes appartenant à cette catégorie. Notons que dans le district de Bekily, on n'en rencontre quasiment pas.

Ce sont des ménages dirigés par un chef ayant un niveau d'éducation qui ne dépasse pas le primaire, ils sont dépourvus de moyens physiques, cheptels, financiers et humains pour diversifier leurs revenus et n'ont presque pas de stocks de vivre.

- Les ménages en insécurité alimentaire ayant besoin de soutien en termes de moyens de subsistances

Ce sont les ménages qui ont à la fois un SCA limite mais qui ont pratiqué des stratégies de survie d'urgence. Ils ont besoin d'assistance en termes de moyens de subsistance.

Ils représentent environ 5 pour cent des ménages dans l'ensemble de la zone d'enquête avec un niveau plus élevé dans les régions d'Anosy (11 pour cent) et d'Androy (10 pour cent). Dans les régions de Menabe et d'Atsimo andrefana, nous rencontrons aussi ce type d'insécurité alimentaire sévère à hauteur de 5 pour cent des ménages. En d'autres termes, les interventions pour les ménages en insécurité alimentaire sévère dans ces deux régions doivent se concentrer sur l'appui aux moyens de subsistances.

Les données tirées des échantillons ne permettent pas de dresser un profil fiable de ces ménages. Toutefois, pour les cibler, il faut sélectionner ceux qui sont en situation extrême d'insécurité alimentaire sévère et appliquer les autres critères de ciblage telles que le sexe, l'âge et le statut matrimonial du chef de ménage, le cheptel, les habitats, etc.

- Les ménages en insécurité alimentaire sévère ayant besoin d'appui en termes d'alimentation

Le reste des ménages en insécurité alimentaire sévère sont caractérisés par un niveau de stocks de vivres qui va en se réduisant, ce qui les amène à pratiquer des stratégies de survie de crise. Ils ont besoin de davantage de vivres afin de ne mettre pas mettre davantage en danger leurs moyens de subsistances dans le futur.

RECOMMANDATIONS

Agriculture

1. Si le fléau acridien est pratiquement contenu grâce aux efforts déployés par le Gouvernement malgache et la FAO dans le cadre du Programme triennal de réponse à l'invasion acridienne, avec l'indispensable soutien des bailleurs de fonds, la troisième et dernière campagne de ce programme (septembre 2015-juin 2016), doit impérativement être réalisée pour assurer un retour à une situation de rémission du péril acridien sur l'ensemble du territoire malgache.
2. Pour renforcer la disponibilité alimentaire et réduire la pauvreté des ménages ruraux vulnérables, il importe de mettre à leur disposition des semences de bonne qualité et des intrants complémentaires (engrais, pesticides) à des prix raisonnables, conformes à leur faible pouvoir d'achat. Pour le riz, notamment, les variétés sollicitées sont à cycle court comme le X265 actuellement vulgarisé par certains programmes, dans le cadre d'une approche de la filière fondée sur les techniques d'agriculture durable et de régénération de l'environnement.
3. L'utilisation optimale des semences et autres intrants de qualité, avec possibilité de plusieurs récoltes par an, requiert une meilleure maîtrise de l'eau, qui passe par la réhabilitation des infrastructures hydroagricoles, à commencer par les ouvrages endommagés par les tempêtes tropicales et les inondations de janvier–février 2015.
4. À l'instar de la vulgarisation des cultures à cycle court, il convient de promouvoir la production des petits ruminants, des porcs, des canards et des escargots dans le cadre du renforcement de la résilience des paysans face aux aléas climatiques.
5. Il est également recommandé aux vendeurs et acheteurs des produits agricoles, notamment des semences, d'utiliser des poids et mesures homologués, à l'aide d'équipements appropriés. Il importe aussi d'instaurer graduellement des banques de céréales villageoises qui permettraient aux métayers et petits producteurs d'étaler leurs ventes et leur consommation dans le temps, et de profiter ainsi de prix avantageux.
6. Pour pallier à l'indigence des données de base servant à l'évaluation de la situation agricole, à l'élaboration des programmes et projets, ainsi que des perspectives, il est recommandé de mener un recensement agricole (englobant les sous-secteurs de la production végétale, de l'élevage et de la pêche), le dernier datant de 2005.
7. De même, il impératif de relancer les activités de l'Observatoire du riz, qui a cessé ses publications en décembre 2014, privant ainsi les analystes et les décideurs de données essentielles pour la compréhension de l'évolution des facteurs conditionnant la disponibilité de cette denrée de base de l'alimentation malgache.

Sécurité alimentaire

Les principales actions préconisées en vue de lutter contre l'insécurité alimentaire, de réduire la vulnérabilité chronique des ménages et de renforcer la résilience des plus vulnérables, sont les suivantes:

À court terme

1. Assistance alimentaire aux ménages affectés par l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure jusqu'à la prochaine récolte.
2. Distribution ciblée de vivres pour les ménages sans force de travail.
3. Assistance alimentaire sous-forme de VCT/ACT pour restaurer les moyens de subsistance et favoriser l'accès aux aliments: relance agricole, réhabilitation/création des actifs productifs (canaux d'irrigation, bassins de captage d'eau, pistes, etc.).
4. Distribution de vivres (rations à emporter) dans les écoles sans cantine scolaire dans le cadre de filets de sécurité.
5. Supplémentation nutritionnelle de couverture aux femmes enceintes, allaitantes et enfants de 6 à 24 mois pendant la période de soudure en prévention de la malnutrition aigüe dans les communes les plus vulnérables.
6. Dépistage de masse et prise en charge des cas de malnutrition aigüe modérée et sévère au sein des centres de récupération nutritionnelle.
7. Renforcer la diversification du revenu des ménages en période de soudure suivant les moyens de subsistance.
8. Maintenir tous les filets de sécurité existants comme les cantines scolaires.

À moyen et long termes

1. Améliorer le ciblage, géographique et au niveau des ménages, en identifiant les critères de vulnérabilité des ménages les plus pertinents.
2. Mener des activités multisectorielles et pluriannuelles s'adaptant aux saisons et intégrant toutes les parties prenantes.
3. Soutenir le marché dans les zones productives pour éviter que les petits producteurs ne soient défavorisés.
4. Mettre en place un système de suivi régulier des indicateurs liés à l'insécurité alimentaire et à la vulnérabilité des ménages.
   En particulier pour les 7 districts dans le Sud, les besoins sont les suivants en comparaison avec la situation en mars 2015.
   Parmi les 390 892 personnes en insécurité alimentaire sévère représentant 28 pour cent de la population des 7 districts du Sud: Amboasary Atsimo – Ambovombe – Beloha – Bekily – Tsihombe – Betioky – Ampanihy, on peut distinguer trois catégories selon le degré de sévérité et de vulnérabilité.

   i. Les ménages en insécurité alimentaire sévère les plus vulnérables:
      Ils connaissent les pires situations, en d'autres termes, ils ont déjà adopté des stratégies de survie d'urgence, ils sont actuellement très vulnérables à cause de la faiblesse de leur revenu qui ne leur permet de combler que leurs dépenses alimentaires et ils ont déjà une consommation pauvre.
      Ils représentent environ 4 pour cent de la population des districts où ont été réalisées les enquêtes, soit environ 52 027 individus et ont besoin d'assistance d'urgence en termes de nutrition, de vivres contre travail et de secours par rapport à leurs moyens de subsistances (bétails, argent, semences, matériels).

   ii. Les ménages en insécurité alimentaire sévère moins vulnérables ayant des problèmes nutritionnels:
      Ils ont une alimentation pauvre, ils sont très vulnérables aux moindres chocs mais n'ont pas encore adopté de stratégies de survie d'urgence.
      Ils représentent 9 pour cent de la population, soit 128 134 individus. Ils ont besoin d'une aide nutritionnelle et de vivres d'urgence pour ne pas tomber dans des situations sanitaires et nutritionnelles encore plus graves et pour ne pas avoir à adopter par la suite des stratégies de survie plus destructrices de leurs moyens de subsistance.

iii. Les ménages en insécurité alimentaire sévère moins vulnérables:
Ils présentent des situations un peu moins graves que la première catégorie sur une dimension de la sécurité alimentaire mais présentent des situations aussi extrêmes sur les deux autres dimensions.
Ils représentent environ 15 pour cent de la population des districts qui ont fait l'objet de l'évaluation, soit 210 731 individus et ont besoin d'assistance en termes de moyen de subsistance pour ne pas tomber pas dans des situations extrêmes.

Annexe 1

Synthèse des situations par région

REGION ALAOTRA MANGORO

Faits saillants

- L'abondance des pluies a entrainé l'inondation des bas-fonds en mois de janvier et février.
- Diminution importante de la production à cause de l'inondation et la diminution des terres cultivables due aux problèmes de maitrise de l'eau.
- La majorité des ménages n'ont pas assez de production pour subvenir aux besoins alimentaires toute l'année, l'importante quantité produite dans la région provient d'une minorité nommée « les nantis » qui détient la majorité des terrains cultivées.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Arrivé tardive, quantité excédentaire mais de courte durée.

Autres facteurs: Les intrants sont disponible toutefois la qualité est contestable et l'accessibilité est limitée par la hausse du prix et la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages, à cela s'ajoute une faible maitrise de l'eau car les infrastructures hydro agricole sont en mauvais état et insuffisant.

Calendrier cultural: Retardé par l'arrivé des pluies sauf pour Ambatondrazaka.

Technique culturales: La technique améliorée domine dans la région.

Invasion acridienne: Pas de passage d'essaims ou de groupes de criquets.

Superficies emblavées: En baisse à cause de l'inondation et le non maitrise de l'eau.

Culture de contre-saison: Haricot, tomate et oignons; problèmes d'approvisionnement en semence, non maitrise de l'eau et des techniques culturales innovantes.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation en 2013/14	
Production en hausse				
Production stable				
Production en baisse	**Paddy**	**: -37,01 pour cent**	Hausse	: +48,00 pour cent
	Maïs	**: -21,70 pour cent**	Stable	: +00,45 pour cent
	Manioc	**: -10,86 pour cent**	Stable	: - 04,00 pour cent

Situation d'élevage et de la pêche

- L'élevage bovin est utilisé en traction et permet aussi de subvenir aux besoins d'urgence.
- Les facteurs de blocage concernent l'insécurité (les vols) et l'accessibilité limitée aux traitements sanitaires car le coût du service et produit vétérinaire sont élevée.
- L'activité de pêche est une source de revenu important pour les résidents aux alentours du Lac Alaotra, cependant, l'exploitation irrationnelle menace la diminution importante des ressources.

Marchés

Hausse des prix des produits vivriers par rapport à la précédente campagne, l'importance des intermédiaires au niveau de la filière cause des problèmes importants pour les producteurs.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Diminution, couverture alimentaire: 6 mois, période de soudure: 3-5 mois; de novembre à mars (en retard par rapport à l'an passé).

Accessibilité: Hausse des prix des produits surtout en période de soudure.

Situation nutritionnelle: Stable en général.

Approvisionnement en eau: Mauvaise.

Stratégie d'adaptation: Culture de contre-saison, vente de terres et de matériel agricole, recours au service de micro finance.

Recommandations

- Promouvoir les cultures de contre-saison, subventionner les intrants (semences), encadrement technique des producteurs, élargir le marché.
- Réhabiliter les infrastructures hydro agricole.
- Cibler la mise en place des centres de récupération nutritionnels dans les communes ou la situation alimentaire des enfants de moins de 59 mois est dégradés.
- Procéder au ré encadrement de l'exploitation des ressources halieutiques.

REGION AMORON'I MANIA

Faits saillants

- L'abondance des pluies au début du mois de février a provoqué l'inondation des bas-fonds.
- Une Légère diminution de la production rizicole et de maïs mais hausse des cultures sur *tanety* comme le manioc, grâce à l'augmentation des surfaces cultivables et à l'abondance des pluies.
- Le Passage de criquet dans le district d'Ambositra, commune Ihadilanana ayant eu un impact important sur la production de sorgho (60 pour cent de la production est détruite).

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Arrivée tardive puis quantité excédentaire mais de courte durée, mal répartition.

Autres facteurs: Les semences utilisées sont issues de la précédente campagne, une mauvaise organisation des acteurs post-récolte limite leurs disponibilités tandis que le faible pouvoir d'achat des ménages limite l'accessibilité aux types améliorés (disponibles au niveau district), l'utilisation d'engrais organique est important de même que les produits phytosanitaires (pomme de terre) toutefois sa disponibilité est restreint, les infrastructures hydroagricoles sont insuffisant et en mauvais état.

Calendrier cultural: Retardé suivant l'arrivé des pluies.

Invasion acridienne: Passage de criquet dans la commune d'Ihadilanana, district Ambositra.

Ennemis des cultures: Poux de riz, champignons, *striga*, oïdium et mildiou (Pomme de terre).

Superficies emblavées: En augmentation surtout pour les cultures sur *tanety* (manioc).

Culture de contre-saison: Pomme de terre, culture maraichère; problèmes causé par les maladies suivi par le problème de disponibilité des semences, la culture de patate douce s'accroit.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

		Evolution	Observation pour 2013/14	
Production en hausse	**Manioc**	**: +28,27 pour cent**	stable	: +04,00 pour cent
Production stable	**Paddy**	**: -07,76 pour cent**	En hausse	: +14,00 pour cent
Production en baisse	**Maïs**	**: -29,02 pour cent**	En baisse	: -08,00 pour cent

Situation d'élevage et de la pêche

- Les élevages bovins, porcins et de volaille sont à caractère semi-extensif, ils sont utilisés comme sources d'engrais, de traction (bovin), de revenu et d'alimentation.
- Les problèmes concernent l'insécurité, l'insuffisance de pâturage, les maladies (peste porcine et aviaire) et l'insuffisance d'offre de service et produit vétérinaire de proximité.

Marchés

L'offre locale a diminué à cause de la diminution de la production, toutefois, l'importation a stabilisé la disponibilité sur les marchés, le prix des produits a augmenté par rapport à la précédente campagne (flambée des prix en période de soudure).

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture alimentaire des productions: 6 mois.

Accessibilité: Hausse des prix des produits.

Situation nutritionnelle: Dégradé surtout dans le district de Fandriana.

Stratégie d'adaptation: Collaboration entre les acteurs à la recherche des semences saines; diminution de quantité de riz vendu et consommé; stockage de la production et achat des produits pour la nourriture consommés durant la période de récolte.

Recommandations

- Mise en place du système d'approvisionnement en semences et de produit phytosanitaire, de centre de service vétérinaire de proximité.
- Réhabilitation et construction des infrastructures hydro agricoles.
- Encadrement technique des producteurs dans l'utilisation rationnelle des produits phytosanitaire, et l'organisation des filières porteuses.

REGION ANDROY

Faits saillants

- La sécheresse et l'insuffisance des intrants agricoles ainsi que les différentes maladies de culture, ont provoqué une baisse importante de la production vivrière.
- Les infrastructures hydroagricoles sont très insuffisantes et en mauvais état, l'enclavement de certaines zones fait flamber le prix des intrants et des produits agricoles sur le marché.
- La situation alimentaire est critique pour la majorité des ménages.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Retard de l'arrivée des pluies, quantité très insuffisante et de très courte durée.

Intrant: Faible disponibilité et accessibilité en intrants agricoles; pas d'utilisation d'engrais chimique ni organique ni produit phytosanitaire, les infrastructures hydro agricoles sont en mauvais état et presque inexistante.

Calendrier cultural: retardé par l'arrivé des pluies surtout pour le riz et le maïs.

Techniques culturales: principalement traditionnelles.

Invasion acridienne: criquets en vol, de couleur beige et marron, rapide intervention des responsables: impact léger sur la production agricole.

Ennemis des cultures: les maladies et les insectes cause d'importants dégâts sur les productions vivrières, aucun traitement n'est effectué que ce soit chimique ou biologique.

Superficies emblavées: en baisse à cause de la sécheresse et l'insuffisance de semences.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse			
Production stable			
Production en baisse	**Paddy**	**: -79,00 %**	Déjà une baisse importante durant la précédente campagne (2013-2014): riz -32 pour cent; le maïs -38 pour cent; le manioc -45 pour cent.
	Maïs	**: -63,91 %**	
	Manioc	**: -46,67 %**	

Situation d'élevage

Les facteurs de blocage sont essentiellement au niveau de l'insécurité, l'alimentation, (insuffisance du pâturage et des points d'eau) et les maladies (manque de soins et de suivi comme la vaccination ou traitement des maladies).

Marchés

Hausse des prix des produits vivriers et des animaux d'élevage à cause de la baisse de l'offre locale et l'enclavement des communes et localités.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture alimentaire: 1 à 2 mois; soudure précoce et de longue durée: 10-11 mois.

Accessibilité: Hausse des prix des produits.

Situation nutritionnelle: Situation nutritionnelle en dégradation pour les enfants moins de 59 mois: 39 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire sévère dans le district de Tsihombe et Beloha.

Approvisionnement en eau: Mauvaise (rivière, puits, citernes avec de prix: MGA 500-1,600/20 litres).

Stratégie d'adaptation: Vente d'animaux d'élevage à prix dérisoires, travail journalier, réduction de la consommation et des dépenses, consommation des semences, endettement.

Recommandations

- Instauration des centres d'approvisionnement en intrants agricoles surtout semences, subvention et privilège des ménages plus vulnérables.
- Construction des infrastructures hydroagricoles pour faciliter la maitrise et la rétention d'eau.
- Encadrement technique des producteurs (système de culture plus rentable, traitement de lutte contre les maladies et les ennemies de cultures).
- Appui à la mise en place des cantines scolaires; sensibilisation dans l'utilisation rationnelle et valorisation des produits alimentaires disponibles localement.

REGION ANOSY

Faits saillants

- L'insuffisance et la mauvaise répartition des pluies (rupture de longue durée: sécheresse) a provoqué la chute des productions vivrières notamment du riz, du maïs et du manioc.
- A ce problème s'ajoute l'insuffisance des semences causées par la stratégie de culture répétitive à chaque passage des pluies, et à la consommation des stocks de semence pour la survie.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Arrivée tardive des pluies; insuffisante et mauvaise répartition dans le temps.

Autres facteurs: Insuffisance et coût élevé des semences; aucun recours aux engrais chimique ni organique, ni produit phytosanitaire. Les infrastructures hydroagricoles sont en mauvais état et insuffisantes, le système de culture le plus utilisé est le système traditionnel.

Calendrier cultural: Retardé par l'arrivée des pluies.

Invasion acridienne: Passage de criquets de couleur marron, sans impact significatif sur la production agricole, servis dans l'alimentation des ménages.

Ennemis des cultures: Les maladies et les insectes se prolifèrent à cause de la sécheresse; ce qui provoquent des dégâts importants sur la production.

Superficies emblavées: Inchangé par rapport à la précédente campagne.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse			
Production stable			
Production en baisse	**Paddy**	**: -32,02 %**	Déjà une diminution de -32 pour cent a été constatée pour le paddy durant la précédente campagne (2013-2014).
	Maïs	**: -82,94 %**	
	Manioc	**: -76,81 %**	

Situation d'élevage

Les problèmes rencontrés sont l'insécurité, l'insuffisance du pâturage et la rareté des points d'eau causée par la sécheresse; le non-recours aux services et produits vétérinaires, très rares d'ailleurs.

Marchés

Hausse précoce des prix des produits vivriers due à la baisse de l'offre locale, toutefois l'importation permet la disponibilité sur le marché toute l'année.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture alimentaire: 2 mois, période de soudure avancée (août).

Accessibilité: Hausse des prix des produits, accessibilité faible.

Situation nutritionnelle: En dégradation, dans le district d'Amboasary Sud 41 pour cent des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire modérée et 49 pour cent en insécurité alimentaire sévère.

Approvisionnement en eau: Mauvais (sources: rivière, puits, citerne; prix: MGA 500-1,600/20 litres).

Stratégie d'adaptation: Vente d'animaux d'élevage à prix dérisoire, travail journalier; Relance de la culture après chaque arrivée des pluies; Réduction de la consommation et des dépenses.

Recommandations

- Instauration des centres d'approvisionnement en intrant agricole surtout en semence; subvention et mise à disposition de ces intrants en facilitant l'accessibilité des ménages défavorisés.
- Construction et réhabilitation des infrastructures hydroagricoles.
- Sensibilisation et encadrement technique des producteurs dans la pratique des systèmes de culture plus adapté et plus rentable.
- Mise en place des cantines scolaires dans les zones vulnérables; sensibilisation dans l'utilisation rationnelle et valorisation des produits alimentaires disponibles localement.

REGION ATSIMO ATSINANANA

Faits saillants

- Des inondations récurrentes ont frappé la région durant la campagne agricole, les semences et intrants deviennent insuffisants à cause de la relance successive de la culture après chaque inondation et l'abondance de pluies (pourriture des boutures pour le manioc), causant une diminution importante de la production.
- Les cultures sont également ravagées par des insectes et animaux nuisibles.
- La zone est touchée par deux périodes de soudure du mois d'août-mi-novembre et mars en avril.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Arrivée tardive, quantité excédentaire, mal répartition.

Autres facteurs: Insuffisance importante de semences. les matériels agricoles ne sont pas disponibles dans la région; des infrastructures hydro agricoles sont en cours de réhabilitation (SAFJKM, BVPI et PIPURV).

Calendrier cultural: Sans changement en général sauf pour le riz irrigué 2ème saison.

Techniques culturales: Le système de culture traditionnelle est le plus utilisé par les producteurs car les terrains de culture (le riz) sont de type marécageux (non-maitrise de l'eau).

Ennemis des cultures: Les rats, les insectes et les oiseaux causent des dégâts importants sur les cultures de riz, toutefois aucune intervention n'a été réalisée.

Superficies emblavées: En baisse pour les cultures vivrière à cause de l'inondation.

Culture de contre-saison: Pas de culture de contre-saison; blocage: caractéristique du terrain.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse			
Production stable	**Maïs**	**: +01,05 %**	En hausse de +12 pour cent l'an passé.
Production en baisse	**Paddy** **Manioc**	**: -20,36 %** **: -12,71 %**	La production rizicole de la précédente campagne ont déjà été en baisse de -18 pour cent.

Situation d'élevage et de la pêche

- L'élevage de volailles et bovin constituent un des moyens pour l'achat de biens (terre) ou pour subvenir aux besoins alimentaires en cas de besoin.
- Le facteur de blocage principal concerne les maladies surtout pour les volailles; à cause de ces contraintes et les ventes répétitives, l'effectif est en baisse par rapport à la précédente campagne.

Marchés

Hausse des prix des produits vivriers sur le marché, baisse de l'offre locale en produits vivriers notamment le riz; le problème concerne surtout l'enclavement amenant à la difficulté d'approvisionnement de certaines zones.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Baisse, couverture alimentaire: 8 mois, période de soudure: 4 mois.

Accessibilité: Hausse des prix des produits.

Situation nutritionnelle: La situation des enfants de moins de 9 mois est un peu dégradée; La fréquentation des centres de récupération nutritionnels est élevée; pour les districts de Farafangana et Vangaindrano 38-50 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire modérée.

Approvisionnement en eau: Utilisation des eaux de rivière, fleuves, puits et sources.

Stratégie d'adaptation: Relance de la culture après chaque inondation, culture des variétés à cycle court, vente de terre et d'animaux d'élevage.

Recommandations

- Mise en place de centre d'approvisionnement en intrants de proximité.
- Intervention de lutte contre les ennemis des cultures (animaux ravageurs, maladies, etc.).
- Encadrement technique des producteurs et formation des AUE opérationnelles.
- Renforcement des activités HIMO dans les zones vulnérables.

REGION MENABE

Faits saillants

- Passage du cyclone en janvier, abondance des pluies, inondation, ensablement des rizières.
- L'invasion ;ne durant le stade de montaison du riz a causé des dégâts sur la culture, toutefois les dégâts sont moins importants qu'au cours de la précédente campagne.
- Diminution de la production agricole par rapport à la précédente campagne.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: arrivée tardive, quantité abondante, mal répartie.

Autres facteurs: semences autoproduites, disponible mais à cout élevé; faible disponibilité et accessibilité difficile aux produits phytosanitaires, les infrastructures hydroagricoles sont très insuffisant pour les terrains cultivable.

Calendrier cultural: retardé généralement pour les cultures vivrières et les légumineuses.

Techniques culturales: le système de culture traditionnelle est le plus utilisé; la pratique du système de culture amélioré est faible soit moins de 15 pour cent, à cause du non maitrise de l'eau.

Invasion acridienne: passage de criquets, dégâts moins importants que l'année passée.

Ennemis des cultures: les mauvaises herbes sont le principal ennemi des cultures (*Striga*).

Superficies emblavées: en baisse pour le riz, le maïs et les cultures maraichères; en hausse pour les cultures sur *tanety* comme les maniocs et les patates.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse			
Production stable			
Production en baisse	**Paddy**	**: -29,16 %**	Les productions de riz et de maïs a déjà connu une baisse respective de -20 pour cent et -26 pour cent durant la précédente campagne.
	Maïs	**: -26,07 %**	
	Manioc	**: -17,11 %**	

Situation d'élevage et de la pêche

Diminution du nombre de têtes à cause de l'attaque des voleurs de bovidés et l'insuffisance d'encadrement sanitaire: nombre insuffisant de vétérinaire.

Marchés

Hausse des prix des produits vivriers, l'offre sur le marché reste inchangée par rapport à l'an passé.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Baisse, couverture alimentaire: 5 mois, soudure: en avance.

Accessibilité: Hausse des prix des produits.

Situation nutritionnelle: La situation est en dégradation pour les enfants moins de 59 mois: 42 pour cent des ménages en insécurité alimentaire modéré et 10 pour cent en situation sévère.

Approvisionnement en eau: Non acceptable, insuffisance et mauvais état des infrastructures.

Stratégie d'adaptation: Activité extra-agricole: exploitation minière, artisanat, vente d'animaux d'élevage, crédit alimentaire, cueillette, HIMO.

Recommandations

- Multiplication des centres d'approvisionnement en intrants agricoles (produits phytosanitaires, engrais); sensibilisation et encadrement des producteurs dans l'utilisation rationnelle des intrants.
- Amélioration du système d'information et d'intervention de lutte antiacridienne.
- Renforcement de la sécurité publique.
- Construction et réhabilitation des infrastructures hydroagricoles.

REGION DIANA

Faits saillants

- Abondance de pluies, inondation, fin précoce de la saison pluvieuse.
- Diminution de la production rizicole par rapport à la précédente campagne.
- Approvisionnement en engrais par Guanomad dans certaines zones.
- Nombreux terrains d'exploitation de café sont remplacés en exploitation de cacao.
- Les cultures de Taro sont délaissées à cause des ravages causés par les animaux (sangliers).

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Quantité importante mais de courte durée.

Autres facteurs: Semences et engrais de meilleure qualité et mieux accessibles; faible disponibilité en produits phytosanitaires et en matériel agricole, infrastructures hydroagricoles fonctionnelles mais à faible débit engendrant des problèmes sociaux au niveau de la distribution d'eau.

Calendrier cultural: Retardé.

Technique culturales: Le système de culture traditionnelle est le plus utilisé contrairement au système de culture amélioré et intensif à cause du problème de maitrise de l'eau.

Invasion acridienne: Pas de passage de criquet.

Ennemis des cultures: Les maladies sévissent sur les cultures de riz (virose) et de cacao.

Superficies emblavées: En hausse de 1 pour cent à cause de la pluviométrie pour les cultures vivrières, en hausse pour le cacao.

Culture de contre-saison: Tomate, patate et maïs; **culture de rente:** cacao, vanille, café: problème au niveau pluviométrique, non favorable.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse	**Maïs**	**: +24,47 %**	
Production stable	**Manioc**	**: +01,00 %**	
Production en baisse	**Paddy**	**: -27,00 %**	

Situation d'élevage et de la pêche

- Développement de la filière poulet de chair.
- Les principaux facteurs de blocage concernent l'insuffisance d'offres de service et produits vétérinaires; l'insécurité et l'absence de contrôle des activités de pêche notamment dans le respect des calendriers de pêche et les matériels utilisés pour la capture), une diminution des produit de la pêche est constatée par rapport à la campagne précédente.

Marchés

Hausse des prix des produits, pour les zones éloignées et de difficulté d'approvisionnement. Augmentation de la disponibilité d'animaux d'élevage aux marchés.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture alimentaire: 7 mois, soudure: 4 mois (janvier-avril).

Accessibilité: Hausse des prix des produits, accessible par la population.

Situation nutritionnelle: Faible, pas de centre de récupération nutritionnelle.

Approvisionnement en eau: Bornes fontaines non fonctionnelles.

Stratégie d'adaptation: Déplacement vers les lieux plus sécurisé; Réaménagement des plaines.

Recommandations

- Renforcement de l'encadrement technique des producteurs sur la transformation des produits agroalimentaires.
- Mise à disposition des semences améliorées.
- Construction et réhabilitation des infrastructures hydroagricoles.

REGION BETSIBOKA

Faits saillants

- L'abondance de pluviométrie a entrainé le débordement de l'Ikopa et Betsiboka et par la suite l'inondation des bas-fonds.
- Des passages de criquets ont été signalé à Mahatsinjo, les dégâts causés sont négligeables.
- Réhabilitation de 20 barrages en cours par la PUPIRV.
- Développement important des cultures de rente.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Abondante et répartit normalement.

Autres facteurs: Les produits phytosanitaires sont de meilleure qualité et mieux accessibles; contrairement aux semences dont la disponibilité reste faible.

Calendrier cultural: Sans changement important par rapport à la campagne précédente.

Techniques culturales: Sans changement par rapport à la campagne précédente.

Invasion acridienne: Il y a eu des passages de criquets à Mahatsinjo; toutefois, les dégâts sont insignifiants.

Superficies emblavées: Sans changement pour les cultures vivrières, hausse importante pour les cultures de rente (arachides et légumineuses).

Culture de contre-saison: Lojy, riz jeby, maïs, oignon, patates douces, tomates, arachides; **culture de rente:** arachide et légumineuses: pas de problème spécifique et important.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

		Evolution	Observation
Production en hausse			
Production stable	**Manioc**	: 00,00 %	
Production en baisse	**Paddy**	: -27,20 %	
	Maïs	: -05,00 %	

Situation d'élevage et de la pêche

Les producteurs ont fait face à plusieurs problèmes dont:

- L'insuffisance de l'offre en service et en produits vétérinaires, insuffisance des moyens pour recourir aux services existants.
- Recrudescence des vols de zébus.
- Problème d'épidémie pour l'élevage porcin (peste porcine).
- L'absence de contrôle des activités de pêche et la diminution de prise.

Marchés

En général le marché est assez stable car malgré la diminution de l'offre locale, le manque est comblé par des produits importés.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture alimentaire: 8 mois, soudure: 5 mois (novembre-mars) période de soudure en avance par rapport à la précédente.

Accessibilité: Sans changement.

Situation nutritionnelle: Faible fréquentation des centres de récupération nutritionnelle.

Approvisionnement en eau: Bornes fontaines vétustes, eau de mauvaise qualité.

Stratégie d'adaptation: Consommation et vente des semences; Endettement.

Recommandations

- Renforcement de l'encadrement technique des producteurs pour développer la culture de contre-saison.
- Appui à la réorganisation des activités de pêche et d'élevage de canards.
- Appui à la mise à disposition et dotation de semences améliorées.

REGION ANALAMANGA

Faits saillants

- L'abondance de pluies entraine l'inondation des terrains de culture, suivi de la destruction des cultures et une diminution importante des productions, surtout sur bas-fonds.
- Par contre une hausse des productions sur *tanety*, est constatée.
- La période de soudure sera avancée par rapport à la précédente campagne.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: plus abondante et avec une meilleure répartition par rapport à l'an passé.

Autres facteurs: bonne disponibilité aux intrants mais l'accessibilité est limité par la faiblesse du pouvoir d'achat, forte utilisation d'engrais et des produits phytosanitaire pour les cultures de contre-saison et les cultures maraichères. les infrastructures hydroagricoles sont en mauvais état.

Calendrier cultural: démarrage en retard surtout pour le riz.

Techniques culturales: le système de culture amélioré prend le dessus sur la technique traditionnelle, par contre le système de culture intensif est encore faible.

Invasion acridienne: pas de passage des criquets.

Ennemis des cultures: les insectes, les rats et les maladies restent les principaux ennemis des cultures toutefois les traitements chimique et biologique limite les effets sur la production.

Superficies emblavées: légèrement en hausse pour les cultures sur *tanety*.

Culture de contre-saison: aucun changement important concernant la culture de contre-saison, le problème reste la non-maitrise de l'eau à cause de la vétusté des infrastructures hydro agricole.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse	**Manioc**	: +10,52 %	Outre le riz dont la production connu une baisse de -21 pour cent en 2013/14, la production de maïs et de manioc sont stable.
	Maïs	: +05,37 %	
Production stable			
Production en baisse	**Paddy**	: -27,00 %	

Situation d'élevage et de la pêche

- La vente des produits d'élevage permet aux ménages de subvenir aux besoins d'urgence.
- Les principaux facteurs de blocage concernent l'Insécurité, le problème d'épidémie pour l'élevage porcine et l'élevage de volailles et le coût élevé des traitements nécessaire.
- Les résultats sont meilleurs pour la pêche dans les localités sises aux alentours des rivières et fleuves.

Marchés

Hausse des prix des produits vivriers surtout durant l'inondation, hausse par rapport à la campagne précédente; l'approvisionnement est continuellement stable à cause de l'importation.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture alimentaire: 4-6 mois, soudure: 4 mois (octobre-janvier) période de soudure en avance par rapport à la précédente.

Accessibilité: Hausse des prix des produits vivriers, accessible pour la population.

Situation nutritionnelle: Endettement en hausse, situation nutritionnelle stable.

Approvisionnement en eau: En bonne qualité et suffisant.

Stratégie d'adaptation: Réduction des dépenses et des activités d'élevage et agricole, salariat agricole et non agricole, recours aux usuriers.

Recommandations

- Construction et réhabilitation des infrastructures hydroagricoles notamment des canaux d'irrigation.
- Mise à disposition des intrants (matériel agricole, semences et produits phytosanitaires).
- Renforcement de capacité technique des producteurs et promotion des cultures de contre-saison.

REGION VATOVAVY FITOVINANY

Faits saillants

- Des séries d'inondation sévissent dans la région, reprise du repiquage après chaque inondation.
- Insuffisance de semence suite au ré-semis après chaque inondation, intervention de la FAO dans l'approvisionnement en semence pour les ménages vulnérables.
- Diminution des productions vivrières par rapport à la précédente campagne, la culture de riz 2ème saison est la plus touchée; Hausse précoce du prix des denrées alimentaires.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Arrivée tardive des pluies utiles, quantité abondant, arrêt brusque.

Autres facteurs: Les semences utilisées proviennent de la précédente campagne, faible utilisation d'engrais et des produits phytosanitaires. les matériels agricoles améliorés sont inexistants, les infrastructures hydroagricoles sont vétustés et fonctionnelles seulement en période de pluie.

Calendrier cultural: Sans changement par rapport au normal;

Techniques culturales: Système de culture est à 90 pour cent de type traditionnelles (rizières sur terrain marécageuse, non maitrise de l'eau).

Ennemis des cultures: Rats, insectes, oiseau: aucune intervention, les dégâts sont sévère.

Superficies emblavées: Diminution des cultures sur bas-fonds contrairement aux cultures vivrières sur *tanety* et les cultures de rente (les cultures de vanille, café et Girofle).

Cultures de rente: Vanilles, cafés, Girofles, letchi: sources de revenues importantes des ménages.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse	**Manioc**	: +14,99 %	
Production stable			
Production en baisse	**Paddy**	: -20,75 %	La production de paddy a augmenté de +29 pour cent durant la précédente campagne.
	Maïs	: -23,10 %	

Situation d'élevage et de la pêche

- L'élevage porcin commence à prendre de l'ampleur bien que les pertes engendrées par l'épidémie (peste porcine) soit fréquentes et malgré les us et coutumes qui interdisent ce type d'élevage.
- Les activités de pêche constituent des sources d'alimentation et de revenue pour les ménages surtout pour les communes à proximité du littoral, les matériels utilisés sont encore artisanales.

Marchés

La disponibilité des produits alimentaires locaux est limitée, la hausse précoce des prix des produits va désavantager une partie importante de la population entré en période de soudure plus tôt.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture alimentaire: 4-8 mois, période de soudure en avance par rapport à la précédente.

Accessibilité: Hausse précoce des prix des produits vivriers, prix accessible pour la population.

Situation nutritionnelle: Améliorée pour les enfants de moins de 59 mois, importante fréquentation des centres; dans les districts de Mananjary et de Vohipeno, 23,61 et 33,33 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire modéré si 9,72 et 1,39 pour cent en situation sévère.

Approvisionnement en eau: Mauvaise.

Stratégie d'adaptation: Reprise de la culture après chaque inondation, diminution des ventes post récolte, activités extra-agricoles et petites commerces; consommation d'aliments de substitution (Fruit à pain, jacquier, etc.).

Recommandations

- Appui à l'opérationnalisation de cantine scolaire.
- Appui à la mise en place des centres d'approvisionnement en intrants agricoles (semences, produits phytosanitaires, produits vétérinaires).
- Appui à la Construction et la réhabilitation des infrastructures hydro agricoles et routières.
- Appui à l'amélioration et la normalisation des activités de pêche.

REGION BONGOLAVA

Faits saillants

- Abondance des pluies, inondation dans les zones basses et lessivages des zones à haute altitude, puis rupture brusque pendant plus d'1 mois de la tombée des pluies.
- La population diminue l'investissement dans l'élevage bovin à cause de l'insécurité (dahalo).
- Les dégâts sur les cultures sont importants causant une diminution de la production vivrière.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: arrivée tardive, excédentaire, mal répartie.

Autres facteurs: les intrants sont plus disponibles mais a prix élevé, l'utilisation d'engrais chimiques est en hausse surtout pour les cultures maraichères, l'utilisation des engrais organiques est faible à cause de la diminution de cheptel bovin et le non pratique du compostage, les infrastructures hydroagricoles sont vétustes et insuffisantes.

Calendrier cultural: retardé par la situation pluviométrique surtout pour le riz et maïs.

Techniques culturales: les techniques améliorées prennent de plus en plus d'ampleur contrairement aux techniques traditionnelles dont la pratique diminue peu à peu, les techniques intensives sont encore très faible.

Invasion acridienne: passage de criquets en vol, pas de dégâts sur les cultures.

Ennemis des cultures: maladies mildiou et oïdium pour la pomme de terre (traitement traditionnel non efficace), puis pyriculariose et attaque d'insectes et les poux pour le riz.

Superficies emblavées: sans changement pour les cultures sur bas-fonds et en augmentation pour les cultures sur *tanety*.

Culture de contre-saison: hausse du niveau de pratiquant à cause de l'échec de la production de la principale saison.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse			
Production stable			
Production en baisse	**Paddy**	: -05,67 %	La production de maïs a diminué de -25 pour cent durant la précédente campagne si celui du paddy a augmenté de 8 pour cent et du manioc stable
	Maïs	: -37,15 %	
	Manioc	: -34,50 %	

Situation d'élevage et de la pêche

Beaucoup de ménages commencent à être réticent de pratiquer l'élevage bovin à cause des vols fréquents par les *Dahalo.*

Marchés

Baisse de l'offre en produits vivriers, hausse des prix sur le marché, stagnation des prix au niveau des producteurs.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Baisse de l'offre sur le marché.

Accessibilité: Hausse des prix du riz sur le marché.

Situation nutritionnelle: Situation alimentaire dégradé en général; amélioré pour les enfants moins de 59 mois.

Approvisionnement en eau: Bornes fontaines vétustes, eau de boisson en mauvaise qualité.

Stratégie d'adaptation: Culture de contre-saison, exploitation davantage des *tanety* par la culture de riz, de haricots et autres culture maraichères.

Recommandations

- Mise en place de mécanisme de contrôle du prix et de système de tampon à travers le stockage commun des productions agricoles pendant la période de récolte.
- Construction et réhabilitation des infrastructures hydroagricoles.
- Renforcement de la sécurité dans les zones victimes de pillage, de vol et des attaques des dahalo.
- Encadrement technique des producteurs (cultures de contre-saison, culture sur *tanety*).

REGION VAKINAKARATRA

Faits saillants

- Passage de la dépression tropical Chedza, abondance de pluies entrainant l'inondation des bas-fonds causant des dégâts importants sur la culture sauf pour les cultures sur *tanety*.
- Appui du projet AFRICARICE favorise l'intensification des riz sur *tanety* par la distribution de semence améliorée.
- Meilleure production par rapport à la précédente campagne.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Pluie excessive et mal répartie.

Autres facteurs: 90 pour cent des semences utilisées sont autoproduites, la disponibilité des intrants est bonne, toutefois le prix est de plus en plus élevé (engrais et semences, produits phytosanitaires), les infrastructures hydro agricoles restent insuffisantes.

Calendrier cultural: Le démarrage est retardé pour les patates douces et en avance pour les légumineuses.

Technique culturales: La technique améliorée est dominante par rapport aux autres techniques.

Invasion acridienne: Invasion acridienne traitée à temps, pas de dégâts sur les cultures.

Ennemis des cultures: Les mauvaises herbes *Striga* sont les principales ennemi des cultures notamment les céréales sur *tanety*.

Superficies emblavées: En hausse pour les cultures sur *tanety* notamment pour le riz, le maïs, le manioc, le haricot et l'arachide; constante pour le reste.

Culture de contre-saison: La pratique de culture d'orge et de pomme de terre de contre saison est très courante dans la région, les légumes et les brèdes sont également importants, toute fois pour certain district ce pratique est menacé par le mauvais état des infrastructures hydroagricoles**.**

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse	**Paddy**	: +05,12 %	La production a été stable durant la précédente campagne pour le riz, mais et manioc.
	Manioc	: +03,42 %	
Production stable			
Production en baisse	**Maïs**	: -19,00 %	

Situation d'élevage et de la pêche

La perte de cheptel par les vols et l'attaque des maladies constitue les principaux facteurs de blocages de l'élevage.

Marchés

Taux élevé d'exportation hors districts des produits agricoles comme les légumes, hausse précoce des prix des denrées alimentaire à la consommation.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture: 10 mois, la période de soudure est rallongée de 2 mois et peut durer jusqu'à 5 mois pour le district de Mandoto.

Accessibilité: Accessibilité limitée à cause de la faiblesse du pouvoir d'achat.

Situation nutritionnelle: En dégradation.

Approvisionnement en eau: Mauvais état des infrastructures d'adduction d'eau potable.

Stratégie d'adaptation: Pratique des activités extra-agricoles comme l'exploitation minière ou la fabrication d rhum artisanal), endettement.

Recommandations

- Renforcement de la sécurité alimentaire en favorisant les activités HIMO.
- Multiplication des centres CRENA, privilégié les zones les plus vulnérable.
- Renforcement de la sécurité public pour lutter contre les vols et les phénomènes de dahalo.
- Multiplication des centres de services vétérinaires et mise à disposition des produits vetos de proximité.

REGION ITASY

Faits saillants

- L'inondation a engendré des dégâts sur les cultures de riz, de maïs et de haricots.
- Le mauvais état et l'insuffisance d'infrastructures hydro agricoles et le lessivage des champs de culture constitue de le principal blocage de la production.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Pluviométrie excédentaire.

Autres facteurs: Les semences sont disponibles et accessibles pour les producteurs, la disponibilité en engrais organique commence à affaiblir à cause de la diminution de cheptels bovins, causée par les vols. Les infrastructures hydro agricoles sont en mauvais état et insuffisant.

Calendrier cultural: Normal pour le riz et en retard pour le maïs et le manioc.

Techniques culturales: La technique de culture améliorée est la plus pratiqué, les pratiquants constituent environ 70 pour cent des producteurs.

Invasion acridienne: Passage de criquets volants mais aucun dégât important sur les cultures.

Ennemis des cultures: Maladies pyriculariose mais le traitement biologique est adopté.

Superficies emblavées: Pas de changement significatif pour les produits vivriers situés sur les bas-fonds, légèrement en hausse pour les cultures sur *tanety*.

Culture de contre-saison: Principalement les cultures maraichères colle le haricot vert, poivrons, et autres variétés de légumes.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

Evolution			Observation
Production en hausse	**Paddy**	: +05,04 %	La production a augmenté de 17 pour cent, 7 pour cent et 5 pour cent durant la précédente campagne pour les cultures respectives de riz, de manioc et de maïs par rapport à la campagne d'avant
	Manioc	: +03,92 %	
Production stable			
Production en baisse	**Maïs**	: -16,43 %	

Situation d'élevage et de la pêche

- Insuffisance de zone de pâturage pour les cheptels bovins.
- Perte de cheptels bovins à cause de l'insécurité rurale.
- Insuffisance de l'offre de services vétérinaires.

Marchés

Si le prix des produits vivrier sur le marché n'a pas changé pour le district de Miarinarivo, il est en hausse pour Soavinandriana, pas de grand changement au niveau des producteurs.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture alimentaire: 4-12 mois.

Accessibilité: Prix accessible par les producteurs.

Situation nutritionnelle: Situation alimentaire améliorée en général.

Approvisionnement en eau: Acceptable.

Stratégie d'adaptation: Vente de produits agricoles, culture de contre-saison, exploitation davantage des *tanety*.

Recommandations

- Appui au développement de la culture contre-saison.
- Organisation des filières agricoles afin de créer d'opportunités pour l'écoulement des surplus des productions agricoles.
- Amélioration de l'offre de service en intrants agricoles.
- Vulgarisation offre de nouvelle variété de semence adaptée aux types de sol dans la zone.
- Encadrement technique des producteurs pour l'adoption de système des cultures anti-érosives sur *tanety*.
- Facilitation de l'accès, aux services de microfinance et des crédits agricoles pour tous.

REGION IHOROMBE

Faits saillants

- La pluviométrie est favorable à la production agricole, par conséquent, l'augmentation des productions agricoles est perçue.
- L'enclavement de plusieurs zones rend difficile l'approvisionnement de marché en denrées alimentaires.
- Il y a eu passage des criquets toutefois sans dégât important sur la production.
- Les Maladies des sévissent sur les cultures de pomme de terre.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Abondante et favorable aux cultures.

Autres facteurs: L'accessibilité aux intrants est limitée par le prix élevé et la faiblesse des réseaux de distribution, les infrastructures hydro agricoles sont en mauvais état. Toutefois les producteurs utilisent l'engrais chimique et organique.

Calendrier cultural: Coïncide en général avec le normal.

Invasion acridienne: Il y a eu passages de criquets mais sans dégât important sur la culture.

Ennemis des cultures: Les maladies se prolifèrent sur les cultures de pommes de terre.

Superficies emblavées: En hausse surtout pour les cultures sur *tanety*.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse	**Paddy**	: +22,97 %	Pour les trois spéculations, la production est stable durant la campagne 2013/14.
	Maïs	: +40,83 %	
Production stable			
Production en baisse	**Manioc**	: -07,84%	

Situation d'élevage et de la pêche

- Les Elevages bovins, caprins, porcins et volailles, activité de pêche surtout à Beroroha.
- Faible productivité pour l'élevage bovin à cause de l'insuffisance de pâturage.
- Problème au niveau sanitaire à cause de l'insuffisance d'offre en service vétérinaire.

Marchés

Faible réseau de distribution en intrants agricoles, difficulté d'approvisionnement à cause de l'enclavement des communes. la spéculation des collecteurs et des acteurs intermédiaires entraine la flambée des prix des denrées à la consommation et la faiblesse des prix aux producteurs.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: En hausse.

Accessibilité: Hausse des prix des intrants sur le marché, faible pouvoir d'achat.

Situation nutritionnelle: Pour les enfants moins de 59 mois: situation nutritionnelle dégradée à cause de la pauvreté des aliments, dans le district d'Ihosy 25 pour cent des ménages sont en la situation d'insécurité alimentaire modérée; 1,39 pour cent en insécurité sévère.

Stratégie d'adaptation: Réduction du nombre de repas journaliers, recours à l'achat de nourriture à crédit. changement du régime alimentaire, recours à la consommation des produits de cueillette; Emprunt et diminution des dépenses non alimentaires, vente d'animaux d'élevage; Salariat journalier (exploitation minière), HIMO.

Recommandations

- Sensibilisation dans l'avantage de recourir aux services de crédits agricoles.
- Renforcement des capacités des Organisations Paysannes.

REGION BOENY

Faits saillants

- Forte précipitation, le passage du cyclone Chedza entraine l'inondation des bas-fonds, cette situation a été favorable pour les cultures surtout pour le riz.
- Meilleure production par rapport à la campagne précédente, et légère augmentation des prix des produits agricoles proposés aux producteurs.
- Prolifération des insectes ravageurs.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Abondante et meilleure répartition.

Autre facteurs: Bonne disponibilité et accessibilité aux intrants à cause de l'intervention de plusieurs sociétés privées, vulgarisation de semences améliorées de riz et niébé par la coopérative TAFARADIA (district de Marovoay), prix élevé mais accessible, pas d'encadrement technique dans l'utilisation des produits phytosanitaires, infrastructures agricoles en mauvais état et insuffisant.

Calendrier cultural: Respecté en général.

Techniques culturales: La technique de culture traditionnelle est pratiquée par 95 pour cent des ménages, environ 5 pour cent seulement pratique la technique améliorée.

Ennemis des cultures:, La superficie contaminée par les insectes (charançon, Borer) est en hausse par rapport à la campagne précédente surtout pour le riz.

Superficies emblavées: En hausse pour les cultures vivrières à cause de l'abondance de pluies.

Culture de rente: Le nombre d'exploitant de *voanemba* (niébé) sont en hausse de 20-30 pour cent à cause de la demande sur le marché international à prix intéressant; pas de culture de contre-saison.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse	**Paddy**	: +25,41 %	Les productions de la précédente campagne étaient déjà en hausse de 29 pour cent, 54 pour cent et 5 pour cent pour les cultures de riz, de maïs et de manioc.
	Maïs	: +57,52 %	
	Manioc	: +37,32 %	
Production stable			
Production en baisse			

Situation d'élevage et de la pêche

- L'élevage bovin est favorisé par l'existence de vaste pâturage et de climat favorable.
- Le Problème d'insécurité et la manque d'encadrement technique freinent le développement de l'élevage dans la région.
- L'élevage porcin commence à se développer et se heurte déjà aux problèmes de maladie, similaires pour l'élevage de volailles, causant des pertes importantes de cheptels.
- Meilleure activité de pêche à cause de l'abondance de pluies.

Marchés

Hausse de la disponibilité des produits agricoles, difficulté de communication et d'approvisionnement en denrée alimentaire à cause des problèmes d'insécurité et d'enclavement surtout en période pluvieuse.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture alimentaire: 10 mois, soudure 2-3 mois de février-avril.

Accessibilité: Prix des produits élevés mais restent accessible par la population.

Situation nutritionnelle: Pour les enfants moins de 59 mois: inchangée, baisse des fréquentations des centres de récupération nutritionnelle.

Approvisionnement en eau: Mauvaise: utilisation de l'eau de pluie et du fleuve.

Stratégie d'adaptation: Salariat agricole et extra-agricole, réduction de la vente post-récolte pour prévoir la période de soudure, recours à l'emprunt formel et informel (*varomaintso*).

Recommandations

- Réhabilitation et construction d'infrastructures hydro agricoles.
- Appui au développement des cultures de rente et cultures de contre-saison et diversifier les spéculations pratiquées autres que la riziculture.

REGION SOFIA

Faits saillants

- L'abondance des pluies et l'inondation ont eu un bon impact sur la production.
- La production est meilleure par rapport à la campagne précédente.
- Le développement de la culture de contresaison a contribué à la réduction de la vulnérabilité.
- La situation alimentaire est améliorée.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Plus abondant et favorable pour la campagne culturale.

Autres facteurs: Les semences utilisées sont issues des précédentes récoltes soit des semences améliorées de la CIRDR, les produits phytosanitaires sont disponibles mais non utilisés par les agriculteurs sauf pour les pratiquants de culture de rente à cause du prix élevé. Mauvaise maitrise de l'eau à cause de l'insuffisance des infrastructures hydro agricoles, construction et réhabilitation d'infrastructure hydroagricole dans quelques communes en 2014.

Calendrier cultural: Pas de changement.

Techniques culturales: La technique de culture traditionnelle est la plus pratiquée, moins de 5 pour cent des ménages pratiquent la technique améliorée (manque de moyens techniques et financiers).

Ennemis des cultures: Charançons, chenille de terre, traitement par insecticide, dégâts faibles.

Superficies emblavées: En hausse de 15-30 pour cent pour le riz, de 20-50 pour cent pour les cultures de rente comme l'oignon et la tomate.

Culture de contre-saison: Haricot, oignon, tomate (meilleurs résultats, bonne pluviométrie).

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse	**Paddy**	: +15,44 %	La production de riz a déjà augmenté de 39 pour cent durant la précédente campagne.
	Maïs	: +10,78 %	
Production stable	**Manioc**	: -06,99 %	
Production en baisse			

Situation d'élevage et de la pêche

- L'élevage bovin est utilisé principalement pour les activités agricoles (travaux et sources de fumure).
- Le problème concerne surtout l'insécurité et les maladies.
- Une diminution des effectifs des volailles et des porcs est constatée à cause des épidémies.

Marchés

Les Prix sont en baisse à cause de la hausse de productions. Le problème concerne l'enclavement de certaines communes productrices d'où la baisse de prix aux producteurs et l'utilisation de matériel non réglementaire par les collecteurs (balance trafiqué).

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture alimentaire: 15 mois; soudure: 3 mois de février-avril à cause de l'importance des ventes des surplus de production.

Accessibilité: Meilleure.

Situation nutritionnelle: Pour les enfants moins de 59 mois: situation nutritionnelle bonne et stable, faible fréquentation des centres de récupération nutritionnels.

Approvisionnement en eau: Précaire: utilisation de l'eau des rivières ou des sources.

Recommandations

- Construction et réhabilitation d'ouvrages hydroagricoles.
- Encadrement technique et organisationnel, puis appui financière des agriculteurs.
- Réhabilitation des routes.
- Contrôle des activités des collecteurs des produits agricoles et organisation de filières agricoles.
- Mise à disposition des produits phytosanitaires puis sensibilisation dans leur utilisation.

REGION MELAKY

Fait saillant

- L'abondance de pluies a eu un effet favorable sur les cultures et entraine une meilleure production.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Début normal suivi de pluie abondant engendrant l'inondation des bas-fonds.

Autres facteurs: Faible disponibilité en intrants à cause d'insuffisance de l'offre de service d'approvisionnement, faible maitrise de l'eau du fait que les infrastructures hydro agricoles sont en mauvais état et en nombre insuffisant.

Calendrier cultural: Respecté pour le semis.

Techniques culturales: La technique de culture traditionnelle est le plus pratiqué (75 pour cent des ménages), 25 pour cent pratiquent la technique améliorée.

Invasion acridienne: Pas de passage de criquets.

Superficies emblavées: En hausse pour les cultures de contre-saison.

Culture de contre-saison: Haricot, pois de cap.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse	**Paddy**	: +30,00 %	La production de riz a augmenté de 8 pour cent durant la précédente campagne si elle a baissé de -25 pour cent pour le maïs.
	Maïs	: +20,70 %	
Production stable	**Manioc**	: 00,00 %	
Production en baisse			

Situation d'élevage et de la pêche

- Insuffisance d'offre de service vétérinaire, problème d'insécurité par les vols de zébus.
- Activités de pêche littorale et dans les lacs: source de revenu des ménages surtout en période de soudure.

Marchés

Exportation par voie maritime du vary botry de Maintirano vers Majunga et Morondava.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Bonne disponibilité des denrées alimentaires au marché.

Accessibilité: Légère hausse des prix sur le marché.

Situation nutritionnelle: Stable, pas de grand changement par rapport à l'an passé.

Approvisionnement en eau: Mauvaise.

Stratégie d'adaptation: Vente d'animaux d'élevage.

ATSIMO ANDREFANA

Faits saillants

- Succession de la sècheresse et de l'inondation, passage du cyclone Fundi, problème d'insécurité.
- L'invasion acridienne et l'attaque d'autres insectes surtout àMorombe, l'intervention du CNA et de la FAO ont limité les dégâts sur la culture.
- Changement de terrain de culture de maïs en coton.
- Faiblesse des prix des produits agricoles au niveau des producteurs.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Mal répartition.

Autres facteurs: Faible disponibilité et prix élevé des intrants, insuffisance de semences issue de la précédente campagne causée par l'attaque de prédateur (poux de riz), infrastructure hydro agricole insuffisante et en mauvais état, l'utilisation d'engrais n'est pas courante.

Calendrier cultural: Respecté, sans changement pour la plupart des producteurs.

Techniques culturales: La technique de culture traditionnelle est la plus pratiquée (75 pour cent des ménages sont pratiquants).

Invasion acridienne: Il y a eu des infestations acridiennes, mais intervention rapide du CNA et la FAO.

Ennemis des cultures: Les punaises et les autres prédateur causent d'importants dégâts surtout à Morombe (30-50 pour cent des pertes sont causés par les prédateurs).

Superficies emblavées: En hausse pour les cultures vivrières.

Culture de contre-saison: Cultures maraichères, canne à sucre, légumineuse (antake), en diminution à cause du problème climatique sauf pour le district d'Ampanihy.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution de la campagne 2014-2015		Observation
Production en hausse	**Paddy**	: +10,30 %	La production a connu une diminution de -20 pour cent, -64,38 pour cent et -19,69 pour cent pour les cultures de riz, de maïs et de manioc durant la campagne 2013/14.
Production stable	**Manioc**	: +03,08 %	
Production en baisse	**Maïs**	: -27,05 %	

Situation d'élevage et de la pêche

L'elevage bovin rencontre des problèmes d'insuffisance de pâturage causé par l'invasion acridienne, le manque de suivi sanitaire et les problèmes d'insécurité.

Marchés

Faible disponibilité des produits alimentaires à cause de l'enclavement des communes, faible prix des produits agricoles au niveau des producteurs et hausse de 15 pour cent de ces prix au niveau consommateurs.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture alimentaire: 4-5 mois, soudure: 5 mois.

Accessibilité: Pas de changement de prix, faiblesse du pouvoir d'achat.

Situation nutritionnelle: Dégradé: intervention du PAM, hausse de fréquentation des centres de récupération nutritionnel, en moyenne 28,47 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire modérée, à Ampanihy 21 pour cent des ménages sont en insécurité sévère.

Approvisionnement en eau: Acceptable.

Stratégie d'adaptation: Diminution de la ration alimentaire, emprunt pour l'achat de nourriture, recours aux aliments de substitution: (cactus rouge), consommation des stocks de semences, recours à la vente d'animaux d'élevage.

Recommandations

- Construction et réhabilitation d'infrastructures hydroagricoles.
- Appui à la mise à disposition des intrants agricoles.
- Appui à la mise en place du système de contrôle des prix des produits agricoles.
- Réhabilitation des routes.
- Continuer la mise en œuvre du programme triennal de réponse a l'invasion acridienne.
- Mise en place des GCV.

SAVA

Faits saillants

- Arrivée tardive de la précipitation lors du démarrage de la campagne I, inondation qui a duré 1 semaine.
- Non maitrise de l'eau, aménagement hydro agricole quasiment inexistante, vétuste.
- Attaque des rongeurs causant des dégâts importants sur la culture.
- La récolte est bonne en général.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Arrivée tardive, quantité abondante.

Autres facteurs: Hausse de la disponibilité et la qualité des intrants (semences, produits phytosanitaires, matériel agricole et engrais), infrastructures hydroagricoles non fonctionnelle et très insuffisantes, barrage nouvellement construit à Andapa.

Calendrier cultural: Généralement en retard sauf pour les cultures de rente.

Techniques culturales: La technique utilisée reste traditionnelle.

Ennemis des cultures: Les poux de riz et les rats causent des dégâts importants sauf à Andapa où il y a intervention de l'ONG PROFIS et Guanomad.

Superficies emblavées: Inchangée sauf à Andapa ou la superficie est en hausse pour le riz et les cultures de rente.

Culture de contre-saison: Riz; cultures de rente: manque de moyens et d'encadrement techniques des producteurs pour les cultures de vanille.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse	**Paddy**	: +20,00 %	
Production stable			
Production en baisse	**Maïs**	: -20,00 %	
	Manioc	: +10,00 %	

Situation d'élevage et de la pêche

- Activités de pêche en zones littorales et continentale, le problème consiste l'insuffisance des moyens matériels et le non-respect des calendriers de pêche.
- L'élevage à cycle court commence à prendre de l'ampleur (canards).

Marchés

Le marché est généralement stable au niveau des prix, offre en baisse pour la volaille de race locale et en hausse pour le poulet de chair.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture alimentaire: 9-12 mois, soudure: septembre-octobre puis en février-mars.

Accessibilité: Pas de changement de prix, faiblesse du pouvoir d'achat.

Situation nutritionnelle: faible fréquentation des centres de récupération nutritionnelle, le taux de malnutrition des

enfants moins de 59 mois est faible; faible fonctionnement de l'ORN.

Approvisionnement en eau: Mauvais.

Stratégie d'adaptation: Activités à court terme: patates douces, légumes, …; personnalisation des produits; Usage de cartes planteurs pour le respect de la traçabilité des produits et la normalisation de processus (culture de rente).

Recommandations

- Réhabilitation et construction d'infrastructures hydroagricoles.
- renforcement de l'encadrement technique.
- Appui et encadrement technique des producteurs (lutte contre les ravageurs des cultures et intensification des cultures).
- Appui à la mise à disposition des semences de qualité et en produits phytosanitaires pour lutter contre les ennemis des cultures comme les poux de riz et autres insectes, etc.

HAUTE MATSIATRA

Faits saillants

- Augmentation de la superficie cultivée sur *tanety*.
- Le niveau d'insécurité est élevé conduisant à une situation de décapitalisation, d'endettement.
- Déficit de production de 10 pour cent par rapport à la précédente campagne pour le riz et augmentation de 20 pour cent pour le maïs et le manioc.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Début à temps normal, quantité abondant mais mal-repartie.
Autres facteurs: Mauvais état des infrastructures hydroagricoles entraine de non maitrise de l'eau et des conflits sociaux.
Calendrier cultural: Respecté lors du semis.
Superficies emblavées: En hausse pour les cultures sur *tanety* et la riziculture irriguée.
Culture de contre-saison: La pratique a augmenté ainsi que la superficie cultivée.

Evaluation de la campagne par rapport à la campagne

	Evolution		Observation
Production en hausse	**Maïs**	: +20,00 %	Les productions de manioc et de riz ont connu une hausse de 20 pour cent durant la précédente campagne.
	Manioc	: +20,00 %	
Production stable			
Production en baisse	**Paddy**	: -10,00 %	

Situation d'élevage et de la pêche

Diminution de l'effectif surtout pour l'élevage bovin à cause de la décapitalisation et les vols de zébus.

Marchés

Stabilité du marché.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Bonne disponibilité sauf pour les zones enclavées durant la période de soudure.
Accessibilité: Hausse des prix des produits.
Situation nutritionnelle: Situation alimentaire inchangée (niveau d'insécurité élevé).
Approvisionnement en eau: Bonne.
Stratégie d'adaptation: Augmentation de la superficie cultivée sur *tanety;* Pratique des cultures de contre-saison, culture de riz de différents cycles, et des techniques culturales plus rentables.

Recommandations

- Réhabilitation des infrastructures hydroagricoles.
- Facilitation de l'accès aux crédits agricoles et des greniers villageois.
- Appui à la facilitation des accès aux intrants et amélioration des conditions de travail des agents d'appui technique sur le terrain pour la vulgarisation agricole.

- sécurisation foncière et physique.
- Mise en place d'un système de suivi de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité.
- Appui des interventions en nutrition en favorisant les partenariats dans le développement multisectoriel;
- Promouvoir la valorisation des produits des producteurs par le biais des achats locaux.

ANALANJIROFO

Faits saillants

- Inondation persistant entre le mois de janvier et mars.
- Le mauvais état des Infrastructures hydroagricoles en handicape la maitrise d'eau.
- Des cas de changement des champs de caféiers en champs de maïs sont signalés suite à la vulgarisation de la culture de maïs par le programme PPRR depuis 2010.
- Difficultés d'accès aux intrants agricoles.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Arrivée retardé.

Autres facteurs: Les semences utilisées proviennent de la production de la précédente campagne. les intrants agricoles sont disponibles dans chaque chef-lieu de district mais à prix élevé. les engrais chimiques et les produits phytosanitaires sont moins disponibles à cause de l'insuffisance des centres d'approvisionnement; les infrastructures hydroagricoles sont vétustes et insuffisantes.

Calendrier cultural: Identique à la normal, sauf pour la riziculture qui est retardée par l'arrivée des pluies.

Technique culturales: Le système de culture traditionnelle prédomine à 90 pour cent des cas.

Invasion acridienne: Pas de passage de criquet.

Ennemis des cultures: Attaque des rats sur les cultures de maïs, de manioc et de riz.

Superficies emblavées: Inchangée.

Culture de contre-saison: Riziculture, culture de maïs et de haricots.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution		Observation
Production en hausse	**Paddy**	: +06,00 %	
Production stable	**Manioc**	: +03,20 %	
Production en baisse	**Maïs**	: -09,01 %	

Situation d'élevage et de la pêche

- L'élevage de volailles est' principal élevage pratiqué par la population.
- Les problèmes sont surtout d'ordre sanitaire, les maladies s'aggravent d'année en année.
- Aucun changement n'est signalé dans les activités de pêche.

Marchés

Le marché est généralement stable et dont le prix des denrées alimentaires est accessible.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Couverture alimentaire: 4-5 mois, soudure: sans changement.

Accessibilité: Pas de changement de prix, faiblesse du pouvoir d'achat.

Situation nutritionnelle: Aucune situation alarmante, centre de récupération nutritionnelle non actif, fréquentation des centres inexistante.

Approvisionnement en eau: Abondante maïs à qualité discutable.

Recommandations

- Mise à disposition d'intrants de bonne qualité.
- Réhabilitation des infrastructures hydroagricoles.

REGION ATSINANANA

Faits saillants

- Retard d'un mois de l'arrivée des pluies utiles par rapport au calendrier cultural, l'abondance de pluie entre janvier et mars a causé l'inondation des rizières.

Facteurs influençant le niveau de production

Pluviométrie: Arrivée tardive.

Autres facteurs: Semence autoproduit lors de la précédente campagne, la relance de la culture après l'inondation est marquée par la pénurie de semence, l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires sont quasi inexistante à cause de leur faible accessibilité et disponibilité, les infrastructures hydroagricoles sont endommagées.

Calendrier cultural: La riziculture est retardée, les autres cultures sont normales.

Techniques culturales: Le système de culture traditionnelle prédomine à 90 pour cent des cas.

Invasion acridienne: Pas de passage de criquet.

Ennemis des cultures: Attaque des rats et des insectes sur les cultures de maïs et de manioc.

Superficies emblavées: En diminution de 30 pour cent.

Culture de contre-saison: Culture de maïs et de patate douce, le problème réside au niveau de la disponibilité et l'accessibilité des intrants.

Evaluation de la campagne 2014-2015 par rapport à la campagne 2013-2014

	Evolution 2014/15		Observation
Production en hausse	**Maïs**	: +10,00 %	Pour le riz Hausse de 15 pour cent par rapport en 2013/14, stable pour le maïs et pour le manioc (-1 pour cent).
Production stable	**Paddy**	: -07,00 %	
	Manioc	: 00,00 %	
Production en baisse			

Situation d'élevage et de la pêche

- L'élevage de volailles rencontre des difficultés d'ordre sanitaire causées par l'épidémie, ce problème est causé par la faible disponibilité d'offre de service vétérinaire de proximité.
- activités de pêche maritime et saumâtre, le problème concerne le non-respect des calendriers (fermeture de pêche) et l'utilisation des matériels prohibés (utilisation des moustiquaires pour le capture).
- une diminution de la production est constatée pour toutes les activités d'élevage.

Marchés

Le marché est généralement stable.

Situation alimentaire et nutritionnelle

Disponibilité: Identique à la normal.

Accessibilité: Hausse des prix, accessibilité assez limité.

Situation nutritionnelle: Stable.

Approvisionnement en eau: Abondante maïs à qualité douteuse.

Recommandations

- Appui à la culture de contre-saison à travers la mise à disposition des semences et autres intrants agricoles et à la facilitation d'accès.
- Réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles.
- Appui à la diversification des sources de revenus pour renforcer la capacité de résilience des ménages agricoles face à l'augmentation des prix des denrées alimentaires.